



8

1936

Hygiène, Assistance, Assurance et Prévoyance sociales.

MM.

BOLLIV.  
BROM.  
CHASSAING.  
CHAUVEAU.  
DARAIGNEZ.  
DAUTHY.  
DORMANN.  
DUDOUTT.  
EVEN. Even  
~~FAGÈRE.~~  
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.  
GADAUD.  
Justin GODART.  
LOUIS GROS.  
LAVERGNE.  
LE GORGEU.  
LE PELLETIER.  
LISSAR.

MM.

LOUBAT.  
MAROSELLI.  
Raymond MARTIN.  
MAUGER.  
Fernand MERLIN.  
Eugène MILLIÈS-LACROIX.  
MIREAUX.  
MIRQUEL.  
Edouard NÉRON.  
NEYRET.  
OSTERMANN.  
ROLLAND.  
des ROTOURS.  
Henri SELLETIER. NICOLAS  
SIREYJOL.  
TUBBAT.  
URBAN.  
Jules WOLFF.





FORTIN & C<sup>IE</sup>



N<sup>o</sup> 159

Pour avoir un Objet  
semblable rappeler le N

USINE : 184 FAUBOURG S'DE



59 Rue des Petits Champs PA

PAPETERIE

IMPRIMERIE

-1935-

Hygiène, Assistance, Assurance et Prévoyance sociales.

MM.

ARMBRUSTER.  
BRUGUIER.  
BUQUIN.  
CHASSAING.  
CHAUVEAU.  
DARAIGNEZ.  
DAUTHY.  
DHERBÉCOURT.  
DUDOUYT.  
DUPREY.  
EVEN.  
FAUGÈRE.  
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.  
GADAUD.  
Justin GODART.  
LAVERGNE.  
LE GORGEU.  
LEREDU.

MM.

LOUBAT.  
Raymond MARTIN.  
MAUGER.  
Fernand MERLIN.  
Eugène MILLIÈS-LACROIX.  
Edouard NÉRON.  
NEYRET.  
PFLEGER.  
Georges PORTMANN.  
Louis RAMBAUD.  
RAYNALDY.  
ROLLAND.  
SIREYJOL.  
Paul STRAUSS.  
Robert THOUMYRE.  
TURBAT.  
VIELLARD.  
Jules WOLFF.



8<sup>e</sup> volume des Comptes-rendus  
des séances de la Commission  
de l'Hygiène, de l'Assistance,  
de l'Assurance et de la Prévoyance  
sociales.

1934

M. M. Ambruster

Brugnier

Bruguier

marquis de Chambun

Chassaing

Chauveau

Daraigues

Dauthy, secrétaire

Dentu

Dherbecourt

Dudouyt

Duprey

Ewen

Faugère

François-St. haur

Gadaud

Justin Godart

Lancien v. pr.

Lacrogne

Leredu

Loubat

Raymond Martin

Mauger, secrétaire

Fernand Merlin, pr.Auguste Mounie v. pr.

Edouard Néron

Neyret

Pfleger

Rolland

Edouard Roussel

Scrijfol

Paul Strauss

~~Chéret~~ + 1934.

Robert Choumyre

Eurbat.

Viellard Rem. 35

Jules Wolff.





Séance du 16 mai 1934

MERCREDI 16 MAI 1934  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

a) - projet de loi, adopté par la Chambre des députés, complétant l'article 7 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par la loi du 30 avril 1930, en vue d'organiser la commission arbitrale du contrôle technique en matière d'assurances sociales (n°197-1934);

b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assimiler à la vente ou à l'attribution prévues à l'article 11 de la loi du 13 juillet 1928 les contrats de location-vente ou de location-attribution (n°217-1934);

c) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à sauvegarder les droits des orphelins de guerre mineurs désirant bénéficier des avantages de la retraite mutualiste (n°218-1934);

d) Projet de loi tendant à compléter la loi du 19 décembre 1917, modifiée et complétée par la loi du 20 avril 1932, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes (n°222, 1934);

e) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, le 23 août 1930, entre la France et la Belgique, au sujet des assurances sociales. (n°271-1934).

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique. (n°7-1934)- M. LAVERGNE, Rapporteur.

III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 64 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930. (n°45-1934)- M. CHAUVEAU, Rapporteur.

Président de M. Fernand Merlin

Présent : M. Roumieu, Chauveau, Heyret,  
Lavergne, Buzquin, Gurbat, Gadant, Loubat.  
Manger, J. Godart, Chassaign, Ambruster



Liste de présence :

SÉNAT

Monsieur J. Urban

Messieurs :

~~Le président~~

~~Le Har~~

~~Le Gorgue~~

~~Challanig~~

~~Even~~

~~Raymond Marde~~

~~L. Gurbat~~

~~L. Gurbat~~

~~L. Serey~~

~~Merlin~~

~~L. Gros~~

~~Yon~~  
X Bzom

~~Maurice Dormant~~

~~Henri Sellier~~

~~Dault~~

~~Edmond Néron~~

~~J. Rolland~~

~~A. Maroschi~~  
~~Chauvau~~  
X



I.

Rapporteurs désignés :

- a) M. Chauveau
- b) M. Dauthy
- c) M. Choumyre
- d) M. Mounié
- e) M. J. Godart.

A propos du dernier projet, M. Mounié se plaint de l'abus des conventions internationales en matière de travail. Des conventions sont toujours au détriment de la France, en raison du petit nombre de Français à l'étranger.

M. Chauveau répond qu'il s'agit d'un projet intéressant la Belgique, dont la législation du travail est près de la nôtre. Beaucoup d'ouvriers frontaliers viennent travailler chaque jour en France. La convention ne présente pas d'inconvénients graves, et elle a beaucoup d'avantages.

II.

M. Lavergne donne lecture de son rapport, concluant à l'adoption du texte de la Chambre.

Le rapport est adopté.

III.

M. Chauveau présente son rapport.

M. Choumyre demande ce qui arrive dans le cas où le patron ne retient pas l'argent, mais les timbres. M. Chauveau répond qu'il s'agit de simples négligences, déjà punies par la loi.

M. Mauger voudrait que le texte indique un délai au bout duquel le fait de retenir les fonds devient punissable.

M. Chauveau répond qu'il ne faudrait pas



9  
retarder le projet. Mais il peut signaler  
l'observation dans son rapport.

M. J. Godart n'est pas partisan d'accorder  
un délai. Le mot "indûment" suffit à  
convaincre le retardataire de bonne foi.

M. Dauthy rappelle l'axiome "dies inter-  
pellat pro homine."

M. Meyret préférerait qu'on envoie un  
avertissement au retardataire.

M. Thoumyre dit que les inspecteurs le font  
déjà.

M. Mauger renonce à sa proposition.  
Le rapport est adopté.

594

1938

Stés de Secours  
Mutuels

M. Turbat rend compte de ses démarches  
au ministère du Travail.

Cette proposition sera mise à l'ordre du jour  
de la séance suivante.

Séance levée à 17 heures 15.

RH



MERCREDI 23 MAI 1934  
A SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1- Proposition de loi de M. Georges FAUGERE, tendant à modifier la loi du 1er avril 1898, relative aux Sociétés de Secours Mutuels, N° 594, 1933.  
- M. TURBAT, Rapporteur.
- 2- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'achèvement du programme de construction d'habitations à bon marché, et de logements à loyers moyens prévus par la loi du 13 juillet 1928 ; N° 121, 1934.  
- M. THOUMYRE, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin -  
Présents : M. M. Even, Boumieu, Lavergne,  
Turbat, Buquin, Paul Strauss, Thoumyre,  
Rolland

M. le président excuse M. Chaureau, absent, qui demande à la commission de tenir une séance exceptionnelle pour lui faire une communication au sujet des accidents du travail.

I. M. Turbat donne connaissance de son  
Rapport.  
Il propose deux articles additionnels à l'article unique de la proposition de loi.  
M. le président regrette l'absence de l'auteur de la proposition de loi.  
M. Paul Strauss pense qu'il faut être très réservé en matière de modifications à la charte des S. S. M. Il voudrait avoir l'avis du gouvernement.



8  
M. Even voudrait aussi entendre l'auteur  
de la proposition.

M. Monnier dit qu'il faut éviter un avis  
défavorable de la commission des finances.

La décision est renvoyée à plus tard, après  
consultation de M. Faugère et du ministre.

II.

H.B.M

121-1934

M. Choumyre annonce que son rapport  
sera distribué demain.

M. le président dit que le ministre de la  
Santé publique devra être entendu la semaine  
prochaine.

M. P. Strauss voudrait que le ministre vint  
également à la commission des finances.

M. Monnier expose la situation au point  
de vue des crédits. Le rapport à l'impression  
ne correspond plus à la situation de fait.  
Il faudra faire un rapport supplémentaire.

M. Choumyre marque la nécessité d'aller  
vite. Il demande qu'on entende le ministre  
vendredi à 15 heures. (Ainsi décidé.)

Séance levée à 17 heures 10.

RM



VENDREDI 25 MAI 1934  
 à QUINZE HEURES  
 SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,  
 tendant à l'achèvement du programme de construc-  
 tions d'habitations à bon marché et des logements  
 à loyers moyens prévus par la loi du 13 juillet  
 1928; n°121-1934.- M. THOUMYRE, Rapporteur.

Audition de M. LOUIS MARIN, Ministre de la Santé  
 Publique.

Présidence de M. Ed Merlin  
Présents : M. M. P. Schaun, Thoumyre, Loubat,  
 François St Maur, Rolland, Monnié, Lavergne  
 Daubigny, Garbat, Lancien

M. L. Marin, ministre de la Santé publique, est  
 introduit.

M. le président rappelle à M. L. Marin ses souvenirs  
 d'un travail commun pendant la guerre.  
 Il se félicite d'avoir à travailler de nouveau  
 avec le ministre.

M. Louis Marin remercie le président et la  
 commission.

H. B. M. M. Thoumyre donne connaissance de son  
 121-34 rapport.

M. Monnié, parlant en qualité de maire, si-  
 gnale la difficulté avec laquelle les collectivités  
 peuvent se procurer de l'argent auprès de  
 la Caisse des dépôts et consignations. Il ne  
 faudrait pas, pour terminer le H. B. M.,  
 tarir les ressources de la C. D. C.



M. Thounyze répond que le projet de loi suggère précisément un autre mode de financement.

M. Mounié réplique qu'en ce qui touche les subventions aux communes, on avait prévu le même procédé; mais qu'il s'est révélé inefficace et qu'il a fallu faire intervenir le Crédit National.

M. Thounyze signale une évolution de la clientèle : ce n'est plus la famille nombreuse sortie du taudis, c'est la famille de nouveaux pauvres qui abandonne les maisons à gros loyers pour prendre des maisons plus modestes.

Mais il se reconstruit des quartiers de taudis. L'attention du ministre doit être attirée sur ce point.

Le chômage va aggraver la situation de beaucoup d'organismes d.H.B.M. Il faut se rendre compte que ces organismes ne peuvent boucler leur budget. Leur comptabilité est d'ailleurs précaire; il faut leur imposer la comptabilité en partie double. M. Thounyze ne voudrait pas évoquer le spectre du miratoire, mais la situation n'en est pas moins grave.

Le projet est-il de bonne politique financière? Faut-il toujours renvoyer les dettes sur nos enfants?

M. Thounyze signale les ressources que l'on pourrait trouver auprès de la Caisse d'Assurances sociales. Les fonds de capitalisation doivent être utilisés à cette fin. Cela vaudrait mieux que de s'en servir pour supprimer des passages à niveau ou pour réparer les routes,



comme on y avait pensé. L'appel au crédit public ne peut être autorisé qu'au profit de Syndicats départementaux.

M. Thoumyre fait allusion aux difficultés que crée aux Stés de Crédit immobilières la carence des locataires qui, volontairement ou involontairement, ne paient plus leurs annuités. Les Stés ont le droit de saisie, mais comme elles devraient payer 2 droits de mutation, puisqu'elles doivent résendre, ne pouvant posséder, elles arriveraient à payer la valeur de la maison en droits de mutation.

M. le ministre est d'avis qu'il faudrait se borner à chercher à financer les 1.060.000.000 de crédits antérieurs non réalisés.

Pour aller vite, la Chambre a voté le projet sans débat. Peut-être pourrait-on trouver un milliard à la C. des Dépôts, mais ce serait tout le bout du monde. L'appel au public par des syndicats départementaux ne semble pas devoir donner grand chose.

Le ministre propose un nouveau texte qui abandonne le milliard nouveau réclamé par le projet rapporté par M. Thoumyre. L'essentiel est de décharger les gens qui se sont engagés sur des promesses non tenues.

M. le ministre donne lecture de son nouveau projet de texte. Il se borne à demander la prolongation de l'application de la loi Loucheur jusqu'à fin 1935 ou 1936 et à répartir les crédits disponibles, soit 1.058.000.000. Il ne demande aucun crédit nouveau.



11  
M. L. Marin a obtenu l'adhésion du Ministre des finances.

M. P. Strauss est d'accord pour couvrir d'abord le déficit des sommes déjà attribuées sur le papier. Il proteste contre les critiques de M. Thoumyre envers les officiers H. B. M. On peut ralentir l'effort pour les loyers moyens, où se sont produit des abus. Mais il faut continuer à faire disparaître les taudis, anciens ou nouveaux. Il n'y a pas encore de casernes que des taudis.

Il y aura du tirage à la Commission des finances. On citera des sociétés qui ont mal géré, qui ont toléré des abus. Mais il ne faut pas ralentir l'effort.

M. François-St. Maur est d'accord sur l'utilisation des fonds des caisses de capitalisation des A. S. On ne leur a jamais rien demandé. Elles ont le devoir de constituer des réserves pour assurer les retraites. Mais elles ne pourront accorder des taux d'intérêt bas. S'adressant au ministre, il lui demande <sup>soit</sup> de constituer un fonds commun géré par une commission, par-dessus les caisses de capitalisation, soit d'autoriser les caisses à placer elles-mêmes. Déjà, en tout cas, les caisses, quand elles ont placé leur argent elles-mêmes, ont perdu moins d'argent que la Caisse des Dépôts. Celle-ci subit sans doute des influences fâcheuses.

M. Rolland constate que de nombreuses maisons loucheur ne trouvent plus d'habitants, les loyers étant encore trop chers.



C'est ce qui explique que ces logements sont  
donnés à des gens pour qui ils n'étaient  
pas faits.

M. François Saint-Maur n'est pas très  
sûr qu'on peut supprimer le taudis. Si les  
gens se logent dans des taudis, c'est qu'ils  
n'ont pas de loyers à payer. Combien y a-t-il  
de gens qui utilisent la baignoire pour y  
mettre le charbon. Il y a des taudis incur-  
ables psychologiquement.

M. le ministre approuve et signale que  
les taudis vides se remplissent aussitôt.

M. Mouricé ne voudrait pas qu'il se  
constitue des sociétés pour exploiter les crédits  
de l'Etat. Il y a trop d'exploiteurs de l'H.B.M.  
Il faut aussi protéger les maîtres contre les  
demandes de garantie soit des H.B.M.,  
soit des logements défectueux.

M. Lancien n'est pas partisan de habita-  
tions collectives.

M. P. Strauss voudrait que le projet du  
ministre offre le moins de prise possible  
au débat pour que le projet puisse être  
voté rapidement.

M. l'homme est d'accord sur ce point.  
Il n'a pas l'intention de soulever des  
polémiques.

M. le ministre remet son texte à M. l'homme.

M. François St. Maur signale l'avantage que  
présente le régime successoral pour les maisons  
individuelles. Ce régime n'est pas appliqué  
parce que les notaires ont un intérêt contraire.  
Il demande au ministre de s'informer sur



ce point.

M. le ministre se retire.

M. Choumpe présente les grandes lignes de son rapport supplémentaire,

Il donne lecture des articles présentés par le ministre, à qui des éclaircissements nouveaux seront demandés par le rapporteur.

M. Mouricé demande si avec les 1.060.000.000, il y aura, en outre des paiements de travaux effectués, un solde pour des maisons nouvelles.

M. Choumpe répond affirmativement.

Il est autorisé à déposer son rapport, mais M. Mouricé demande à recevoir ce rapport auparavant.

On tiendra une séance à 14 h. 15 mardi.  
Séance levée à 17 heures.

RM



MARDI 29 MAI 1934

A QUATORZE HEURES QUINZE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,  
tendant à l'achèvement du programme de construc-  
tions d'habitation à bon marché et des logements  
à loyers moyens prévus par la loi du 13 juillet 1928  
N° 121, ~~an~~ - 1934. - M. THOUMYRE, Rapporteur.

Présidence de M. F. D. Merlin.

Présents : M. B. Strauss, M. Rolland, Veron,  
Thoumyre, Brugnin, Bauger, Mounié, Loubat,  
Curbat.

121-1934

H. B. M.

M. Thoumyre donne des précisions au sujet  
des chiffres portés au nouveau projet de gouver-  
nement. (Voir précédente séance.)

Il donne lecture de son rapport supplémentaire  
et des articles du projet.

Il fait cependant qq réserves sur les possibilités  
de financer le programme.

M. Mounié est plus optimiste : il pense qu'on  
pourra trouver l'argent nécessaire.

M. le Président félicite M. Thoumyre de son  
travail et prie les membres de la commission  
qui font partie de la Commission des finances d'y  
soutenir le projet.

M. Loubat trouve insuffisant la dotation  
des immeubles à loyers moyens.

M. Thoumyre est autorisé à déposer son rapport  
supplémentaire.

Séance levée à quatorze heures trente.

RH



15  
MERCREDI 30 MAI 1934

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la concession de l'établissement thermal de Bourbon-l'Archambault, (n°610-1933).
- M. ROLLAND, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin  
Présents: M. M. Fauriol, Saint-Maur, R<sup>d</sup> Martin, Chauveau, Leyret, Rolland, Even, Armbruster, Loubat, Lavergne, Morin, Buguin, Mauger, Gadaud, Daubigny

Accidents du travail. M. Chauveau, rapporteur, rend compte de ses entretiens avec le ministre du Travail. Celui-ci lui a écrit que l'on pourrait peut-être déposer un nouveau Texte à la rentrée d'octobre.

Il pense que les commissions des finances et de l'agriculture se rencontreraient, d'autre part, hostiles au texte de la commission d'hygiène.

Il signale que les Allemands viennent de supprimer les pensions aux invalides de moins de 20%, de ne laisser la rente que pendant deux ans aux autres, et de ne payer les rentes d'orphelins que jusqu'à quinze ans.

Il chiffre à 30 millions la charge que le projet de la commission ferait peser sur



la production.

M. Rolland constate que le Sénat est impopulaire : les ouvriers trouvent injuste la différence de traitement de leurs invalides et de celles des combattants.

M. Amburst demande quelle est cette différence.

M. Kéret l'évalue à 40 ou 50 %.

M. Chauveau précise qu'il ne s'agit que d'une question d'opportunité. Sur le fond, tout le monde est d'accord.

M. Even pense que la commission doit demander l'inscription à l'ordre du jour.

M. Chauveau serait d'avis de faire une démarche au ministère du travail pour avoir la promesse ferme de l'appui du gouvernement en octobre.

M. François St. Maurice estime que ce serait vain.

M. Chauveau montre que si l'agriculture n'accepte pas la loi, certaines industries, le bâtiment entre autres, la subiraient sans trop récriminer.

M. Fr. St. Maurice : ce serait faire une discrimination, au point de vue des avantages sociaux, entre l'agriculture et le reste de la nation. Il vaudrait mieux appliquer la loi par décret aux différentes professions. C'est le système employé pour les allocations familiales, qui charge le patronat de 4 à 5 % sur le montant des salaires, à 80 ou 90 % des ouvriers. Mettre la loi à l'ordre du jour, ce serait éveiller des espoirs vite déçus.



18  
M. Rolland préférerait la suggestion de M. Fr. St. Maur.

Celui-ci insiste : on pourrait demander au ministre ce qu'il penserait de l'application progressive.

M. le président suggère le système des décrets-lois.  
M. Fr. St. Maur craint de faire quelque chose de peu pratique.

M. Chaudeau et M. le président iront voir très prochainement le ministre du travail.

610-1933

Bourbon l'Archambault M. Rolland donne lecture de son rapport sur le renouvellement de la concession pendant cinquante ans.

Il donne lecture d'une lettre du ministre demandant des modifications au texte de la Chambre, notamment en matière de représentation du gouvernement dans la commission chargée de présenter un concessionnaire.

Une discussion s'engage sur les deux textes. L'opinion se fait jour qu'il faudrait calquer le projet relatif à la station de Bourbonne-les-Bains. La Chambre a compliqué le texte, mais personne ne sait pourquoi. La commission décide de laisser au ministre le soin de constituer la commission chargée de présenter un concessionnaire.

M. le président donne lecture d'une lettre du 29 mai du ministre de la Santé publique qui demande que l'on se hâte.



On relit les articles modifiés.  
L'art 1<sup>er</sup> est adopté.  
Les art. 2, 3, 4, 5 et 6 sont adoptés.  
M. Rolland est autorisé à déposer son rapport.

Mutités d'avant guerre. M. le président donne lecture d'une lettre du 29 mai, qu'il a adressée au ministre des pensions, pour lui demander son avis sur la reprise possible du texte de l'article 13 éliminé par le Sénat lors du vote du projet de loi tendant à supprimer le délai de mise en instance de pension.

Station hydrominérales et Station urales. M. le professeur  
31-34 Labbé désire faire une communication à la commission. On demandera le renvoi pour avis, la commission n'étant pas saisie.

Ministère  
de la Santé  
publique

M. Even voudrait que l'on demande à M. Marin, ministre de la Santé publique, quelles sont ses intentions pour le remaniement du ministère, en raison de la suppression de l'Office public d'hygiène.

Stes Secours Mutuels. M. Turbat a vu M. Fargère qui lui a  
594. 33. remis une lettre du ministre du travail demandant quelque hâte.

Séance est levée à 18 heures 1/2.

RM



MERCREDI 6 JUIN 1934  
à 16 HEURES et DEMIE  
SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, habilitant les agents du contrôle sanitaire de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes et certains agents relevant du Ministère de la Santé publique à dresser procès-verbal des infractions qu'ils constatent au règlement d'administration publique du 31 juillet 1923 sur la salubrité des huîtres et autres coquillages et, en général, à la réglementation sanitaire applicable aux huîtres et autres coquillages, (n°288-1934). - Désignation d'un rapporteur.
- II - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 septembre 1919 relative aux stations hydrominérales, climatiques et de tourisme. (n°31-1934). - Désignation d'un rapporteur pour avis.
- III - Communication de M. le Professeur Marcel LABBÉ sur les stations uvales et sur les bouilleurs de cru.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. Rolland, Choumper, P. Strauss, R. Martin, Monnier, Lavergne, Gataud, Even, Chassaign, Manger, Buguin, Loubat, Dauthy, Chauveau, Turbat, Dentu, Armbuster.

M. le président félicite M. Rolland de sa nomination dans la Légion d'Honneur au titre militaire.

288-34

Salubrité des  
huîtres.

M. Even est nommé rapporteur.

31-34

Stations hydrominérales

M. Manger est nommé rapporteur pour avis



H.B.M.  
121-1934.

M. Mournié donne des renseignements sur ce qui s'est passé à la commission des finances et sur les modifications qu'elle se propose d'apporter au projet.

Il se plaint de l'insuffisance du contrôle en matière de constructions.

M. François-St. Maur apporte des renseignements complémentaires. Les modifications de la commission des finances ne touchent qu'à la partie financière des projets. La partie sociale n'a pas été modifiée.

M. Strauss est d'avis qu'il faut s'adresser au ministère des travaux publics pour le contrôle technique des constructions.

M. Thonmyre, rapporteur, est d'avis d'accepter les modifications de la commission des finances. La commission l'y autorise. En même temps, elle accepte un amendement de M. Sari.

M. Thonmyre réclame une plus grande activité des comités de patronage. Il voudrait aussi la refonte du cadre des contrôleurs. Il s'entendra avec M. Hameau, rapporteur de la commission des finances.

M. Hauger signale que certaines H.B.M. ne répondent pas aux règles de l'hygiène.

M. Thonmyre voudrait que les subventions n'aillent qu'aux sociétés qui logent des familles d'au moins trois enfants.

M. Mournié signale la constitution de groupements de locataires. M. Strauss voudrait qu'on leur donnât satisfaction. M. Jadaud dit que le rôle des parlementaires est de causer, mais avec courage.



21  
M. Even pense qu'il faudrait signaler à M. Marguet qu'il y a des travaux d'hygiène à exécuter sur les fonds destinés à supprimer ou à réduire le chômage.

M. Thoumyre appuie cette intervention.

M. Mounié ajoute qu'il n'y a rien pour les constructions scolaires et se propose d'en faire part au prochain intérêt.

Allocations familiales. M. Gadaud, comme rapporteur ~~pour~~  
676-33 de la commission d'administration, demande à M. <sup>rapporteur pour avis</sup> Fraucourt St Maur, certaines précisions sur l'application de la loi aux ouvriers municipaux.

Celui-ci accepte le texte de M. Gadaud

Mais M. Mounié proteste contre le fait trop fréquent que l'Etat se décharge sur les communes de certaines dépenses.

Audition de M. le professeur Marcel Labbe

Stations uvales -

Bouilleurs de cru.

M. le professeur Marcel Labbe est introduit.

M. le président lui souhaite la bienvenue et lui donne la parole.

Les stations de cure uvale sont destinées à employer le raisin au lieu des eaux minérales pour soigner certaines maladies. Le genre de stations, développées à l'étranger, doit être organisé chez nous. On en crée une à Moissac ou un hôtel a été spécialement construit pour les malades. \* Chateauguyon, à Vals, à Montpellier, à Rives, on veut aussi organiser des stations de cure uvale.



En dehors des vites d'eau, en Touraine, en Bourgogne, il ne s'agit plus de Stations de cure urale : on cherche simplement non à administrer le jus de raisin, mais à le vendre.

Il faut éviter d'ajouter le raisin à son régime habituel : on se fatigue. La cure urale doit être dirigée par un médecin, et la consommation du raisin doit remplacer une autre alimentation.

La cure urale combat l'alcoolisme. Si l'on vend le raisin en grappe, on n'a pas besoin de boire du vin ou de l'alcool. On pourrait multiplier les débits "sans alcool." On remplacerait ainsi, comme boisson rationnelle, le vin par le jus de raisin non fermenté. Cette dernière boisson est de goût très agréable.

M. Bourricé a parlé de cette question avec le maire de Moissac, le sénateur Delthil. Celui-ci réclame d'urgence le vote du projet.

M. Even demande si l'on peut utiliser pour des cures analogues le jus d'autres fruits. Réponse affirmative.

M. Armbruster demande s'il vaut mieux boire du jus de raisin ou manger du raisin. Réponse : Cela dépend des cas.

M. Armbruster signale qu'on ne peut manger de raisin que pendant 15 jours ou 3 semaines.

Réponse : On peut presser le raisin et conserver le jus.

M. Chassaign : Alors on peut faire la cure chez soi.



R. - La cure en station soustrait le malade à ses conditions néfastes d'existence antérieure. Dans l'enveloppe du raisin, il y a des matières utiles à la santé : la meilleure cure est celle du raisin mangé tel quel, accompagnée d'une cure de désintoxication alimentaire. La cure de raisin est un prétexte de cure de réduction alimentaire. Chez soi, on ne ferait pas celle-ci. En résumé, il faut manger le raisin médicalement.

M. Chassaign demande des renseignements sur la progression des stations uvales en Italie.

M. le prof. Lathe' répond qu'il connaît ces stations en Suisse, mais il ignore leur progression.

M. Chassaign voudrait savoir si la cure-faxe sert au traitement des indigents. Cela doit être entendu : si l'on traite les indigents, ce sera la preuve de l'efficacité du traitement.

M. François St. Maur ne voit pas très bien l'intérêt de la station uvale. Pourquoi créer un privilège pour certains endroits ? Il craint que derrière ce couvert médical il y ait des préoccupations n'ayant rien de médical, et que les marchands de soupe en bénéficient autant que les malades et les viticulteurs.

R. - Le médecin consultant a besoin de savoir où envoyer son malade, et de l'envoyer là où la consommation sera organisée médicalement.

M. Chassaign : alors il faudra du raisin non sulfaté ?

R. Oui, on lave, en tout cas.

M. Rauger. 2. on ne donne pas 8 ou 10 traitements



au raisin, on n'a pas de raisin. Mais alors ?

R. Il y a eu des intoxications par les sels de cuivre ou l'arsenic. Mais c'est qu'on n'avait pas lavé le raisin.

M. le président passe à la question des bonilleux de cu.

M. M. Labbé rappelle son rapport à l'Académie de médecine, en 1926, sur l'alcoolisme. Avec M. Strauss, il a demandé alors la suppression du privilège des bonilleux. Or, en 1932, on a étendu ce privilège de façon illimitée.

La même chose s'est faite aussi à propos des licences de marchands de vin: on a créé 2000 débits de plus l'année dernière.

Mais la ligue antialcoolique ayant fait une plainte au Conseil d'Etat, celui-ci a déclaré illégal le décret augmentant les privilèges des bonilleux.

Jusqu'à la guerre, les femmes ne buvaient pas. Malheureusement, on n'en peut plus dire autant: les Américains ont amené l'abus des cocktails. On organise dans les casinos et les hôtels des concours de cocktails; on envoyait des invitations à domicile.

L'asso<sup>n</sup> de femmes françaises contre l'alcoolisme est allée trouver le ministre de la santé publique qui a déclaré que l'affaire était du ressort du ministre de l'intérieur et des préfets. Beaucoup de jeunes filles sont alcoolisées. Que faire ?



Le bouilleur de cru est un homme qui peut s'alcooliser à peu de frais en famille. Mais la fraude règne en grand. Perte sèche pour l'Etat. C'est d'autre part l'alcoolisme, non plus de famille, mais de la nation. La perte est évaluée entre 500 millions et 2 milliards. Il faut arriver non pas à la prohibition, mais à une consommation normale : l'alcool est un aliment, n'en faisons pas un toxique. Les médecins de régions de vignobles prétendent qu'il n'y a pas d'alcoolisme chez eux.

M. Chassaing dit que dans les régions de production, on donne à l'ouvrier de la piquette à 3 ou 4°.

M. le prof. Labbé dit qu'on doit faire abstraction des intérêts locaux. Il pense qu'en France il y a plus d'alcooliques par le vin que par les boissons distillées.

M. Chassaing déclare qu'en effet dans son département l'ouvrier boit 4 ou 5 litres de vin par jour.

M. Labbé conclut que, quel que soit la façon de s'alcooliser, il faut combattre la consommation de l'alcool. Et il demande la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

M. François St Maur demande si le prof. Labbé a constaté chez ses alcooliques que certains vins sont particulièrement nocifs. Le "voak" est considéré dans sa région comme particulièrement dangereux.

M. Labbé est d'avis qu'on souffre moins de boire une bouteille de vin ordinaire que du bon vin. Il y a l'acide sulfureux, l'acidité naturelle des vins, les vins blancs causent plus d'acci-



dents, parce qu'en général plus acides.

M. Turbat incrimine aussi le uvaeh, comme le plus nocif de tous les cépages. C'est un cépage à combattre: il peut donner du vin à ~~10~~ 14°, riche en éthers.

M. le président demande si l'alcoolisme n'est pas une des causes de la dépopulation française.

R. - Le grand alcoolisme, ancien et profond, entraîne une déchéance germinale. Mais l'alcoolisme moyen n'empêche pas la proligité. Mais il fait le lit de la tuberculose, ou du moins il y prédispose.

M. le président remercie M. le Dr Labbé et celui-ci prend congé de la commission, en l'invitant à la journée de la Pomme, qui aura lieu le 16 juin.

Séance levée à 18 h. 20.

RAH



28

MERCREDI 13 JUIN 1934  
À SEIZE HEURES ET DEMIE  
SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine. (Ordre des médecins) - (n°831-1932) -  
- M. GADAUD, Rapporteur.
- II - Proposition de résolution de M. EVEN relative à l'organisation du Ministère de la Santé Publique. (n°339-1934) - Désignation d'un rapporteur.
- III - Projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes, la loi sur les assurances sociales. (n°920-1931) - M. MAUGER, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin  
Présents: M. M. Buquin, Chassaigne,  
Chauveau, Daraignez, Dentu, Even, Gadaud,  
Loubart, Raymond Martin, Mauger, Neyret,  
Rolland, Paul Strauss.

Accidents du Travail M. le président rend compte de son en-  
trevue avec M. le ministre du travail.  
Celui-ci a exprimé le désir de voir prendre  
pour base de la refonte de la loi de 1898  
le rapport de M. Chauveau. Le ministre  
ne croit pas possible l'inscription à l'ordre  
du jour avant la fin de la session, mais  
il s'engage à soutenir, dès la rentrée, toute  
demande d'inscription à l'ordre du jour.

M. Chauveau se déclare prêt à discuter.

M. le président croit la commission  
des finances peu disposée à une réforme  
immédiate.

M. Chauveau estime qu'il faudrait  
tout d'abord modifier la loi de  
1922 et de 1926.



831-1932

La Commission maintiendra-t-elle son texte ? Si oui, doit-il venir avant la 40ème de la session ?

M. le président signale que M. ~~le~~ <sup>le</sup> ~~garde~~ <sup>garde</sup> ~~des~~ <sup>des</sup> ~~forêts~~ <sup>forêts</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~France~~ <sup>France</sup> ~~est~~ <sup>est</sup> ~~en~~ <sup>en</sup> ~~charge~~ <sup>charge</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~commission~~ <sup>commission</sup>. Il n'est pas irréductible.

卅

Ministère de  
la Santé  
publique.  
339-34.

Mr. Ewen est désigné comme rapporteur.  
Il informe la commission que le  
ministre admet le principe de la  
proposition.

MT

Japanese

920-1931.

M. Chassaigne en posq. quertains petros



entent d'inscrire leurs salaires aux assurances sociales. C'est ainsi que ceux-ci perdent le bénéfice de leurs cotisations aux retraites ouvrières et paysannes.

M. Mauger demande à être autorisé à faire une démarche auprès du ministre du travail avant de prendre parti dans la rédaction de son rapport.

Mutilés d'avant-guerre. M. le président donne lecture d'une lettre de l'Union nationale des mutilés d'avant-guerre. Il met la communication au courant de sa conversation avec le ministre des pensions. Le ministre estime justifiées les revendications.

Il s'agit d'une disposition déjà votée par la Chambre, disjunctive par le Sénat sur opposition de la commission des finances.

La commission décide de reprendre cette disposition.

M. Rolland est chargé de suivre cette question.

Victimes civiles de la guerre. M. Mauger donne communication d'une demande de M. le g<sup>l</sup>. Stuhl, tendant au vote de la proposition de loi n° 316, votée par la Chambre, ayant pour objet de rendre possible l'octroi d'une rente aux victimes civiles de la guerre, anciens Alsaciens qui, internés pendant les hostilités en 1914-1918, en France, ont contracté une infirmité.

Séance levée à 17 h. 30.

RH



MERCREDI 20 JUIN 1934

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS.

ORDRE DU JOUR :

- 1- Audition de M. GASNIER-DUPARC sur la proposition de loi relative à l'ordre des médecins. 831-1932.
- 2- Audition de M. le Ministre de la Santé publique. (organisation des Services du Ministère et Office d'Hygiène Sociale.) 593-1930, 491-1930
- 3- Compte-rendu de la démarche de M. MAUGER auprès du Ministre du Travail relative aux anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes.

Séance ouverte à 16 H. 30  
Présidence de M. Fernand Merlin.

Présents : MM. Paul Straus, Chauveau, Rolland, Moulié, Lavergne, Gadand, Even, Buquin, Chassaing, Neyret, Rd-Martin, Loubat, François-St-Maur, Dauthy

Ordre des art. 45. Juridiction d'appel. - M. Gadand  
Médecins. expose que M. Gasnier-Duparc a fait remar-  
831-1932. quer que c'est la première fois que l'on verrait  
une juridiction d'exception ou professionnelle  
en appel.

M. Gadand défend son point de vue :  
en matière professionnelle médicale, une  
juridiction d'appel doit être professionnelle.

M. le ministre de la santé publique et  
M. Gasnier-Duparc sont introduits.

M. Gasnier-Duparc trouve dangereuse



une juridiction d'exception en appel. Une telle cour ne pourrait complètement s'abstraire de tout esprit de corps ou de camaraderie. Quelle garantie aurait un avocat condamné en première instance par l'ordre des avocats s'il devait aller en appel devant une seconde juridiction professionnelle ? Il faut aller devant un véritable tribunal. La cour d'appel pourra avoir recours à des experts, au point de vue technique.

M. Gastaud répond en demandant à M. Gasnier-Duparc s'il est irréductible. La Commission, dans ce cas, maintiendrait son point de vue. N'y a-t-il pas moyen de trouver une transaction ? M. Gastaud conteste l'argument qui prétend que la Cour d'appel jugeant en appel les décisions de l'Ordre des avocats, la même solution peut s'appliquer en matière médicale. Les avocats et le tribunal ont des relations étroites et même, dans les petits tribunaux, c'est le tribunal qui tient le rôle de Conseil de l'Ordre.

M. Gasnier-Duparc répond qu'il est en train de plaider, devant la juridiction de droit commun, une espèce du genre de celles que M. Gastaud ne croit pas susceptibles d'être jugées par la Cour d'appel. Il admettrait une transaction qui consisterait à adjoindre un ou plusieurs médecins à la Cour.

M. le président en prend acte et propose à M. Gasnier-Duparc de s'entendre directement avec le rapporteur. M. Gasnier-Duparc accepte.



et prend congé'.

Ministère de  
la santé publique.  
491 et 593 de 1930.  
339-1934

M. Even rappelle la proposition  
de résolution qu'il a déposée  
(339-1934). Il demande ce que sont  
devenus les services de l'Office  
National d'Hygiène publique.

M. le ministre Marin répond qu'ils sont  
attachés.

Quid du service de prophylaxie des  
maladies vénériennes? demande M. Even.

Quid de l'organisation de services tech-  
niques au Ministère? Ne pourrait-on  
designer un directeur-adjoint technique?  
Quel a été l'avis des conseillers techniques  
du ministère?

M. le ministre voudrait répondre sur  
l'organisation générale du ministère.  
Avant la guerre, il avait dépendu le  
gouvernement à 8 ministères, plus la  
présidence du conseil. Alors, il voulait  
organiser de façon plus large la santé  
publique. Ainsi, il a déjà demandé au  
ministère de l'agriculture l'inspection des  
pharmacies. Il est encore en discussion  
sur la question des stupéfiants. Le codex  
ne devrait pas ressortir de l'intérieur,  
ni l'Académie de médecine à l'Éduca-  
tion nationale. Ce dernier ministère  
réclame en échange les écoles de sourds-  
muets; c'est un marchandage inad-  
missible. D'autres attributions n'appartiennent  
à personne: police des poudreries, police



des bruits. Et pourquoi les adductions d'eau potable ne sont-elles pas à la santé publique? 9000 communes seulement en sont pourvues. La police des établissements insalubres devrait appartenir à la santé publique.

Le ministre a constitué une commission pour savoir de quels pouvoirs son ministère a besoin. Cette commission va constituer un programme d'action. On va pouvoir faire passer à la Chambre la réforme de la loi de 1902.

La question de l'incorporation de l'Office d'hygiène sociale est un détail; c'est très facile à réaliser. Cet office étant composé de sections diverses; ce qui le a catalysés, c'est la nécessité d'une propagande commune.

Le fait que les divers services étaient logés aux 4 coins de Paris ne facilitait pas les choses. Le rassemblement a réduit les frais, loyers réduits. Il y avait 11 locaux différents. Déjà on a réduit le loyer de la rue de Tilsitt de 1.000.000 à 500.000 francs, et on va pouvoir y loger tout le monde. D'où 700.000 d'économies nettes.

On incorpore pour l'instant les services tels qu'ils sont. On va simplement loger au Rez de Chaussée rue de Tilsitt les locaux où le public vient chercher des informations. Et l'on répartira les services au mieux sans nommer de nouveaux fonctionnaires.

M. Evén remercie le ministre. Mais il désire que l'organisation nouvelle soit dirigée par un technicien et non par un



simple administrateur.

Le ministre répond que sur ce point son opinion n'est pas faite. Ses conseillers techniques habituels l'ont mis en garde contre la direction par un technicien. Il faut prendre les réformes par les points où elles sont mûres.

M. Mounié demande comment est composée la commission chargée d'étudier les réformes à faire. Les directeurs, qui siègent en haut des bureaux, ne sont pas toujours en présence des différents. Pourquoi ne pas désigner des maires ?

Le ministre répond qu'il cherche à mettre dans les commissions des hommes rompus à la pratique, des personnages neufs.

M. Paul Strauss passe en revue les chefs de services: M. Bristac, Bourguin, Lelincle. Ce sont là des techniciens. Le Dr Cavaillon en est un, lui aussi. Que dire aussi de M<sup>lle</sup> Delagrangé, qui dirige le service des infirmières ? Il ne faut pas perdre le bénéfice d'une organisation remarquable et il doit en rester quelque chose de vivant.

Le ministre dit qu'il ne se borne pas à maintenir la façade de l'office, mais qu'il pense en augmenter encore la technicité. C'est la conception technique qui bénéficiera le plus de la réforme, mais bien plus que la conception administrative.

En terminant, le ministre demande à la commission de veiller au maintien à l'ordre du jour du Sénat du projet de loi



93

tendant à l'achèvement du programme  
d'habitations à bon marché (121.34.)

M. Mauger appelle l'attention sur  
la nécessité de réparer d'anciens immeubles.

M. Mourire réclame des précisions  
sur le financement de la loi.

Le ministre répond qu'il n'y aura pas  
beaucoup d'argent pour des maisons nou-  
velles, quand on aura payé les dépenses  
engagées.

M. Evén réclame que les ~~travaux~~ à la  
retraite ne touchent pas les techniciens.

M. Mauger insiste sur la nécessité de  
prévoir les cubes d'air nécessaires.

M. Chassaing pense qu'on devrait rattacher  
au ministère de la Santé publique le  
crédit pour suppression des torts en chaume.  
M. le ministre en prend note. Il rappelle  
que le crédit pour suppression des sols en terre  
battue n'étant pas dépensé; alors il a été  
supprimé. S'il avait appartenu au ministère  
de la Santé publique, on l'aurait dépensé.

M. Fernand Merlin, en son nom personnel,  
demande si ce n'est pas le ministère de  
la Santé qui devrait pas s'occuper du problème  
de l'acoustique. On ne fait rien à cet égard  
en France, alors qu'on obtient en Allemagne  
des résultats remarquables.

M. Marin répond qu'aucun ministère  
n'est personnellement intéressé au pro-  
blème, ce qui fait que personne ne s'en  
occupe.

M. Paul Strauss explique qu'il ne fait pas



laisser tomber aux crédits de professions  
sanitaire (lutte contre la mortalité  
infantile, contre la tuberculose, etc.)

M. François St. Maurice signale au mi-  
nistre les chiffres intéressants obtenus par  
les Caisses de compensation: augmentation  
de la natalité, diminution de la mortalité.  
Il faut surtout développer les services  
sociaux des C. de C. et spécialement les  
infirmières-volontaires.

M. le ministre est d'accord. Il expose  
que pour le cumul des allocations fami-  
liales et les encouragements aux familles  
nombreuses, et pour la lutte anti-phyl-  
térique, il a été battu, mais sur le premier  
point, on va revenir sur la mesure prise.

M. François St. Maurice déclare d'ailleurs  
qu'il a reçu au ministère des finances  
un excellent accueil.

M. le ministre se retire.

Allocations familiales. - M. François St. Maurice développe  
son intervention précédente. Il expose  
qu'il ne peut être question de cumul  
entre de l'argent public et de l'argent  
privé.

D'autre part, il allait y avoir des  
difficultés pratiques: les allocations  
familiales ne sont versées que lorsque  
l'homme travaille. Dans les familles  
de 5 ou 6 enfants, on supprimait bruta-  
lement dans leur budget de 1500 à  
2500 francs, cette somme étant souvent  
affectée au paiement de l'habitation



28

à bon marché.

On offrait bien la loi d'assistance de 1913. Mais elle ne s'applique qu'au 5<sup>e</sup> enfant et la commune doit verser. C'était donc diminuer les dépenses de l'Etat, mais augmenter celles des communes.

On est donc allé voir M. Germain-Martin, ministre des finances, qui a consenti à faire faire une nouvelle étude. On avait pensé à ne plus rien donner qu'au 4<sup>e</sup> enfant et non au 3<sup>e</sup>. Cela aurait donné 70 millions. Mais les représentants des familles nombreuses ont protesté: "Les familles sont venues à nos fédérations; elles sont chez nous dans un excellent climat social, elles vont nous quitter et tomber dans les mains d'agitateurs." Alors, on a pris le parti de demander un sacrifice à toutes les familles. On ne change donc rien, le cumul reste possible, mais la 1<sup>re</sup> allocation tombe de 120 à 90, la 2<sup>e</sup> de 160 à 140 et la 3<sup>e</sup> de 440 à 380 fr. Reste à avoir la réponse du ministre des finances.

M. Raymond Martin dit qu'on donne 150.000.000 de supplément de pension aux fonctionnaires qui ont élevé 3 enfants. Pourquoi ne pas donner cette somme aux familles nombreuses? M. François St. Maurice répond que ceux-là n'ont pu faire d'économies. M. Raymond Martin réplique que du moment qu'ils ont 42.000 fr. de retraite, certains fonctionnaires n'ont pas besoin des 4.000 fr. de supplément qu'on leur donne.



Assurés des  
retraites ouvrières  
et paysannes.  
920-1937.

M. Mauger expose qu'il n'a  
pu encore voir le ministre, mais  
qu'une conférence aura lieu cette  
semaine entre lui et les différents  
Chefs de service intéressés.

RAH

Séance levée à 18 heures 20.



39

MERCREDI 27 JUIN 1934  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON FOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, habilitant les agents du contrôle sanitaire de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes et certains agents relevant du Ministère de la Santé publique à dresser procès-verbal des infractions qu'ils constatent au règlement d'administration publique du 31 juillet 1923 sur la salubrité des huîtres et autres coquillages et, en général, à la réglementation sanitaire applicable aux huîtres et autres coquillages. (n°228-1934) - (M. EVEN, Rapporteur).
- II - Proposition de résolution de M. EVEN relative à l'organisation du Ministère de la santé publique. - (N°339-1934. - M. EVEN, rapporteur).
- III - Projet de loi, tendant à compléter, en ce qui concerne les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes, la loi sur les assurances sociales. ( N°920-1931- M. MAUGER, Rapporteur).
- IV - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, en raison de certains faits de guerre autres que ceux visés par la loi du 24 juin 1919 (n°316-1931) - M. MAUGER, Rapporteur).
- V - Proposition de loi de M. G. FAUGERE tendant à modifier la loi du 1er avril 1898 relative aux Sociétés de secours Mutuels (n°594-1933 - M. TURBAT, Rapporteur).
- VI - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter le chapitre 5 du titre III du livre 1er du Code du Travail (Allocations familiales). - (N°348-1934). - Désignation d'un rapporteur pour avis.

*Présidence de M. Fernand Merlin.*

*Présents : M. M. Paul Strauss, Rd. Martin, Lavergne, Even, Turbat, Buquin, Viellard, François-Saint-Maur, Moumie, Chassaing, Neyret, J. Godart, Rolland, Mauger, François-St. Maur, Turbat.*

- I. M. Even donne lecture de son rapport. Le rapport est  
228-1934 adopté.
- Salubrité M. Rd Martin demande s'il y a une surveillance  
des huîtres. Sur les huîtres après leur sortie des parcs.
- M. Paul Strauss répond que c'est l'affaire des  
maires, qui peuvent prendre des arrêtés municipaux.



M. Rd Martin expose que le professeur Tanon lui a signalé le danger de contamination des huîtres par le dépôt des papiers dans les bassins des ports, par leur lavage avec des eaux impures, par les serpillerès dont on se sert pour les ouvriers.

M. Even en dira un mot dans son rapport.

## II

339-1934  
ministère  
de la Santé  
publique.

M. Even donne lecture de son rapport.

M. le président demande si l'on ne pourrait créer, au ministère de la santé publique, un service de lutte contre l'alcool.

M. Even répond que cela ressortira au 4<sup>e</sup> bureau.

M. Chassaing demande comment le ministre exercera son choix pour nommer ses directeurs techniques.

M. Even répond que ces directeurs sont actuellement en exercice, par rattachement de l'Office d'hygiène sociale.

M. Justin Godart voudrait un mot de regret pour la disparition de l'office.

M. Paul Strauss répond que toutes les précautions ont été prises pour que le rattachement ne change pas le caractère de l'office.

M. Vieillard craint que ce service ne soit bureaucratisé.

Le rapport est adopté.

## III

920-1931.  
Anciens assurés  
des R.O.P.

M. Mauger expose que le ministre l'a prié de surseoir au dépôt de son rapport jusqu'à ce que le gouvernement ait choisi entre le texte de ce projet de loi et le dépôt d'un nouveau projet.



TV  
316-1931. M. Mauger expose que ce projet tend à indemniser des personnes qui auraient été victimes civiles victimes de mauvais traitements dans des camps de concentration français (Alsaciens-Lorrains internés, etc.) de la guerre.

M. Mounié dit que la commission des finances se montrera hostile au projet.

M. Mauger demandera au gouvernement des renseignements sur le coût éventuel du projet.

V  
594-33. M. Turbat, rapporteur, expose que la proposition est très importante, mais que son auteur ne paraît pas très décidé à la défendre lui-même. Cependant M. Faugère a remis à M. Turbat une lettre du ministre du travail, du 27 février 1934, qui trouve que la proposition est d'une portée trop limitée, et qui étudie de nouvelles mesures à prendre pour le contrôle des sociétés de secours mutuels.

M. Turbat donne lecture d'un projet de rapport.

M. Evén demande quelles sont les sanctions rappelées dans la proposition.

M. Turbat répond qu'il n'a pas la documentation nécessaire pour répondre sur le usant.

Le rapport est adopté.

VI.  
348-1934 M. François-Saint-Maur est désigné comme rapporteur pour avis.  
Allocations familiales. Il expose qu'il était nécessaire que la Commission d'hygiène donne son avis sur la modification d'une loi qu'elle avait examinée.



au fond.

M. François-Saint-Maur donne lecture  
d'un projet d'avis.

Il est autorisé à déposer son avis.

Séance close à 17 h. 40

---

1247



43

JEUDI 5 JUILLET 1934

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'Hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique.- (N°477-1934).- Désignation d'un rapporteur.

Présidence de M. le président Fernand Herlin.

Présents : M. Paul Strauss, Veyret, Rd Martin, Duprey, J. Godart, Monnier Even, Duguis, Trauco St Hans, Chauveau.

I  
477-1934 M. P. Strauss suggère de nommer rapporteur M. Gadaud. Il rappelle l'histoire de la question, les projets antérieurs, dont M. Dron et Gadaud ont été les rapporteurs. En l'absence de M. Gadaud, M. P. Strauss propose l'ajournement.

M. Justin Godart demande à M. Paul Strauss de se charger du rapport.

M. Monnier s'inquiète des répercussions du projet sur l'administration municipale. Il est d'avis que le projet ne devrait pas être voté avant les élections municipales.

M. Even pense que la commission ne connaît pas les intentions de M. Gadaud, qui peut être d'idées différentes de celles des



membres de la Commission. Il demande à  
M. P. Strauss d'accepter le rapport.

M. Strauss demande le renvoi à  
demain.

M. Eren insiste.

M. Strauss déclare ne pouvoir accepter  
qu'après une conversation avec M. Gadaud.

La Commission désigne à l'unanimité  
M. Strauss comme rapporteur.

RTB



45  
MERCREDI 21 NOVEMBRE 1934

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

Révision de la loi du 15 février 1902 sur la  
protection de la santé publique. - Exposé verbal  
par M. Paul STRAUSS, Rapporteur. 477-34

Présidence de M. Fernand Merlin  
Présents : M. Chauréau, Mounié,  
Lasserre, Even, Baquin, Danthuy, Carbat,  
Chassaigne.

M. le président fait connaître que M. Strauss,  
souffrant, a été obligé de s'excuser.

M. Bauger, retenu, également, à la Commission  
de l'Algérie, s'excuse de ne pouvoir assister  
au début de la séance.

Sociétés de  
Secours Mutuels

251-1930

177-1931.

M. Even, rapporteur, fait part d'une  
lettre de M. le ministre des finances  
qui demande certaines modifica-  
tions au texte, plusieurs dispositions de  
ce texte ayant reçu satisfaction par des  
décrets-lois.



Il demande à la commission si elle croit nécessaire de faire un rapport supplémentaire, les intéressés ayant satisfaction.

La commission décide d'attendre la présence de M. Paul Strauss.

Ass. Sociales

44-1934

Il est fait la séance est levée après, suivi à M. Chauveau; rapportem. d'une lettre du ministre du travail demandant une modification de détail à la proposition 44-1934 (assurances sociales).

Santé publique. M. Even annonce que le ministre de la santé publique a décidé de ramener au ministère de la santé publique cinq inspecteurs généraux administratifs qui étaient au ministère de l'intérieur. Il voudrait lui demander ce qu'il compte en faire.

M. Even est chargé de poser la question au ministre au moment de la discussion du budget.

La séance est levée à 17 heures

RH



47

MERCREDI 28 NOVEMBRE 1934

à 16 HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS.

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance (n°148-1933)- Désignation d'un rapporteur, en remplacement de M. Thérét.
- II - Proposition de loi tendant à la modification de l'art. 6 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 20 avril 1930 sur les assurances sociales, présentée par M. Armbruster et plusieurs de ses collègues (n°500-1934)- Désignation d'un rapporteur.
- III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique (n°477-1934)- Exposé oral par M. Paul Strauss, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin.

Présents : M. M. Paul Strauss, R. Martin, Neyret, Baquin, Duprey, Lombat, Laverge, Durbat, Pflieger, Mounié, François Saint-Maur, Mauger, Chassaign, Gadaud, Dentu, Oberbecourt, Rolland, Even, Armbruster

I. M. ~~Durbat~~ est nommé rapporteur.

II. M. Chauveau est nommé rapporteur.

III. M. Mounié demande que la commission d'hygiène soit appelée à donner son avis sur un projet relatif aux canalisations d'eau potable (semitude des cimetières).

III. M. Paul Strauss expose que la loi de 1902 se tenait dans son cadre.

En 1922, M. P. Strauss a déposé le présent



projet. Le projet fut rapporté favorablement à la Chambre par M. Gadaud, mais il n'y avait plus de ministère d'hygiène et le projet fut abandonné.

Le projet fut de nouveau rapporté par le Dr Legros, spécialement en ce qui touche l'inspection médicale des clubs. Mais il n'a pas tenu compte que M. P. Strauss avait déposé au Sénat un projet sur les dispensaires d'hygiène sociale.

Si l'on veut faire une œuvre pour l'an 3000, on peut encore développer ce projet, mais il y a des conséquences financières. La Chambre n'a tenu aucun compte des additions à la loi de 1902; elle n'a fait aucune allusion aux offices départementaux d'hygiène sociale, etc.; de sorte que le rapport de la Chambre est incomplet, et ne parle que d'une dépense minime. Mais la commission des finances du Sénat ne se contentera pas des chiffres de la Chambre et voudra chiffrer le coût du projet. Ainsi, il y a encore un projet de création d'école internationale d'hygiène, et le rapport de la Chambre veut créer une école nationale d'hygiène!

M. Paul Strauss voudrait aboutir en se contentant des dispositions relatives à la loi de 1902. Celles qui ont été votées par la Chambre ne sont pas toutes admissibles. Le projet Strauss faisait état d'un inspecteur départemental d'hygiène. Aujourd'hui, il y a 83 départements qui en sont pourvus. Ne serait-il



49

pas logique d'en revenir à l'obligation de cette création plutôt que de créer des directeurs départementaux.

La Chambre a eu cette idée générale de supprimer la cooptation au Conseil d'Hygiène de la Seine. Mais elle admettra le maintien du statu quo.

Sur d'autres questions, il faut se mettre d'accord avec le ministre.

La Chambre a contresigné l'incorporation au Ministère de la S. P. de l'office ~~de~~ Supérieur d'Hygiène publique. M. Evén a demandé qu'on utilise le personnel et un contrôle technique. M. P. Strauss désire se mettre d'accord sur ce point avec le ministre.

Pour l'inspection des écoles, il faut rester dans le cadre des attributions des Conseils généraux et des municipalités. Le projet de la Chambre crée un service obligatoire. Il crée pour Paris un régime inapplicable. Cela doit disparaître et M. P. Strauss a préparé un texte qui sera accepté par la Chambre et par la Commission de l'enseignement du Sénat. La création de l'inspection médicale des écoles sera simplement permise aux départements.

Pour les offices départementaux d. H. S. polyvalents, il n'y en a actuellement que 33, plus 6 exclusivement anti-tuberculeux. La Chambre avait donné aux Préfets la présidence de ces offices. C'est une erreur : il est souvent présidé par de hautes autorités médicales.



Ainsi, M. Paul Strauss déclare déroger à ses antécédents, avec un peu d'humiliation, mais dans le but d'arriver à un résultat pratique. Dans la période de pénurie où nous sommes, avoir de grandes ambitions, c'est se leurrer.

M. P. Strauss ne fait qu'une seule innovation, concernant les laboratoires, surtout au point de vue biologique. Il y a certains abus à surveiller.

M. P. Strauss va faire distribuer ses tests dans une dizaine de jours.

La Chambre a voté le maintien des bureaux d'hygiène dans les villes de 20000 habitants. Certains auraient voulu modifier ce chiffre. M. P. Strauss préfère le statu quo.

M. Duprey demande s'il s'agit d'une refonte complète de la loi de février 1902.

M. P. Strauss répond qu'il s'agit surtout d'additions.

M. Duprey pense que la loi de 1902 est excellente. Il suffirait de l'appliquer.

M. Even voudrait établir l'institution des attachés d'hygiène à l'étranger.

M. P. Strauss est du même avis, mais il trouve que l'objection financière s'y oppose.

M. Even rappelle sa proposition d'une direction technique au ministère.

M. Chassaigne demande si le rapport Legros a été voté. M. P. Strauss répond que le Ch. a voté un rapport Goujon.



4  
M. Ewen a ajouté qu'on y a ajouté un article  
2 incorporant l'Office d'Hygiène. Il se propose  
de demander l'avis du ministre.

M. Gradraud est d'avis que l'ancien projet  
Strauss est bien plus simple. Il y a hygiène  
publique et hygiène sociale. La première est  
facile à organiser, elle ne l'est pas encore  
complètement en France. Il y a peu de chose  
pour compléter la loi de 1902. Il faudrait lutter  
contre la mauvaise volonté du corps médical  
qui ne font même pas correctement les déclara-  
tions des maladies contagieuses.

Mais la question s'est compliquée par l'hygiène  
sociale. L'hygiéniste social doit soigner des  
bien portants et des malades. L'hygiéniste public  
est un chef d'orchestre, l'hygiéniste social un  
praticien. Un hygiéniste ne peut être un méde-  
cin soignant. Il doit simplement fournir  
aux médecins traitants des moyens généraux  
de traiter.

La santé des citoyens devient un service pu-  
blic. S'il y a tant de dichotomie, c'est que  
les services publics font trop souvent concurrence  
aux médecins. L'hygiéniste doit, en cette  
qualité, rester à sa place.

M. P. Strauss dit qu'en ce qui touche la déclara-  
tion obligatoire, elle est née à la commission  
d'hygiène du Sénat. Quand celle de la tubercu-  
lose sera légale, elle vaincra sans peine les  
répugnances du corps médical.

Si on peut obtenir l'adhésion de la commission  
des finances, la loi sera votée par les deux Cham-  
bres, mais M. P. Strauss ne veut pas faire un projet



qui donne à la Commission des finances.

M. Rd Martin est d'avis qu'il faut des médecins spécialisés pour l'hygiène sociale, au centre du département. L'inspection médicale des écoles, dans un département peu peuplé, revient à 13000 fr. pour 2 visits par an. M. Rd Martin regrette que dans les écoles l'enseignement de l'hygiène soit inexistant.

M. Dentu a institué l'inspection médicale dans son département. Il a 3 médecins à 15000 francs les trois, avec automobiles. Mais, répond M. Even, tous les départements ne peuvent pas le faire.

21-1930  
177-1931  
Ses de Secours  
Mutuels.

M. Even présente un rapport supplémentaire sur ce projet (Sociétés de secours mutuels.)  
Ce rapport est adopté.

La séance est levée à 17 heures 45.



57  
MERCREDI 5 DECEMBRE 1934

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation d'un rapporteur :  
Proposition de loi de M. LAUDIER tendant à modifier le régime de l'assurance-vieillesse prévu par la loi du 30 avril 1930 (n°572-1934).
- II - Désignation d'un rapporteur pour avis :  
proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à rendre non applicables aux communes pourvues d'une canalisation d'eau potable les titres Ier et II du décret du 23 prairial an XII relatif à l'aménagement des cimetières (n°119-1934).
- III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à sauvegarder les droits des orphelins de guerre mineurs désirant bénéficier des avantages de la retraite mutualiste (n°218-1934) - M. THOUMYRE, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. Pflieger, Lavergne, Rolland, Veron, Rd Martin, Neyret, Dauchy, Buquin, Thoumyre, Turbat.

Désignation d'un représentant  
à la Conférence de la France  
métropolitaine et d'outre-mer.

A la demande du Ministre des Colonies, M. M. Lancien, Rolland, Neyret sont désignés. —

I. M. Chauveau est désigné.

II. M. Turbat est désigné.

III. M. Thoumyre donne lecture de son rapport. Le rapport est adopté.



Bureau de  
bienfaisance.  
148-1933

M. Turbat, rapporteur, après avoir  
rappelé l'état de la question. (voir  
séances des 13.12.33, 20.12.33, 27.12.33), —  
conclut que le projet offre plus d'incon-  
venients que d'avantages.

La commission décide de surseoir  
à se réunir.

Médecins-pharmaciens. M. Turbat donne connaissance  
d'une pétition adressée au président de  
la Chambre des députés par le Dr Sauvêtre  
pour protester contre le décret-loi du 16  
juin 1934 qui interdit aux Médecins  
Pharmaciens qui exercent des fonctions  
réformées de présenter des votes d'honneur  
à la fois médicaux et pharmaceutiques.  
Sur intervention de M. Mounié,  
la commission décide de ne pas donner  
de suite à cette pétition.

Délas de mise  
en instance  
de pension.

Sur demande de M. Rolland,  
M. Thourmyre, rapporteur, répond  
que l'entente s'est faite avec les  
finances. Les intéressés pourront  
bientôt avoir satisfaction.

M. Mounié expose que cette question  
est venue à la Com. des finances au  
printemps. Le ministre ayant promis  
de soumettre un texte évitant les abus,  
la commission des finances attend ce  
texte.

H. B. M.  
Lor. Louches.

M. Thourmyre rappelle qu'un



45

un milliard de crédits n'ont pas été utilisés. Mais il fallait désormais trouver les espèces. Rien n'a encore été fait ni à la Caisse des Dépôts, ni auprès des prêteurs éventuels. La première d'ailleurs se refuse. On avait espéré trouver un milliard au Crédit National, de sorte que la dernière lui reste à être versée. M. Thoumyre posera une question au ministre lors du vote du budget.

M. Roumire voudrait que l'on entreteigne M. Manceau, rapporteur du budget de la Santé publique, de cette question avant la discussion du Budget. M. Thoumyre y consent.

RH



MERCREDI 12 DECEMBRE 1934

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

Budget de la Santé publique.—

Audition de M. Anatole MANCEAU, rapporteur  
de la Commission des finances.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents :

M. Anatole Manceau, rapporteur du budget  
de la santé publique à la Commission des Finances;  
M. M. Pflieger, Even, Rolland, Raymond  
Martin, Moulié, Lavergne, Loubat, Arm-  
bruster, ~~Loubat~~, Gadand, Neyret, Mauger.

Budget de  
la Santé publique.

M. Anatole Manceau donne lecture  
de son rapport, qui ne sera distribué qu'ultérieu-  
rement.

M. le président remercie M. A. Manceau,  
qui, à la commission des finances, a plaidé  
la cause de la santé publique.

M. Manceau développe cette idée que la  
crise actuelle ne peut qu'être préjudiciable  
à la santé publique et qu'il est de mauvaise  
administration de faire des économies sur  
ce budget. Elles seront génératrices de grosses  
dépenses d'assistance dans l'avenir.



58  
M. Even remercie le rapporteur d'avoir ramené au chapitre 1<sup>er</sup> les crédits du chapitre 10 relatifs à la lutte antituberculeuse. Il signale que les fonctionnaires de l'office national contre la tuberculose, passés au ministère, n'ont plus de statut légal.

M. A. Manceau déclare qu'ils ont satisfaction par le fait même du virement des crédits.

M. Even n'insiste pas.

Sur le chapitre 16 (allocations aux parents de famille sans les drapeaux,) le rapporteur conseille l'adoption du chiffre du gouvernement, que la Chambre a diminué en manière de protestation.

Sur le chapitre 29, la commission des finances réclamait 7 millions d'abattement, M. Manceau a réduit cette exigence à 1 million (primes à la natalité.)

M. Rd. Martin demande si l'on croit que les primes à la natalité augmentent celle-ci.

M. Gadant estime que c'est un soulagement, mais non un encouragement. M. A. Manceau estime que c'est une restitution d'impôts indirects.

Pour l'assistance aux femmes en couches, la Chambre a diminué le crédit de 9 millions.

Il faudra voter des crédits supplémentaires.

Sur d'autres chapitres encore, M. Manceau signale des économies aussi malheureuses.

Dans l'ensemble, il manquerait 59 millions au budget de l'exercice. En chiffres ronds, ce budget comporte 240 millions de recettes qu'en



1934. M. Manceau trouve cela profondément regrettable.

M. le président prie le rapporteur de signaler les réserves de la commission de l'Hygiène, mais M. Manceau se refuse, car il est mandaté par la Commission des finances. Tout au plus a-t-il pu faire les réserves qu'il veut de lire dans le préambule de son rapport.

M. le président remercie M. Manceau, qui prend congé. —

M. Evén déclare que M. Luenille voudrait être interrogé par la commission sur l'emploi des boni des Caisses d'assurances sociales à la création de dispensaires. Il propose que M. Armbruster, qui a déposé une proposition de loi, pose une question au ministre. Mais M. Armbruster préfère laisser ce soin à M. Evén.

M. Gadaut s'étonne que, dans l'"Outillage national", on prévoit des crédits pour les H.B.M. qui sont destinées à des particuliers, alors qu'on ne prévoit rien pour les hôpitaux, dont les prix de journée pourraient amortir la dépense, et qui sont d'utilité publique et non privée.

Sanatoria  
210-1932

M. Gadaut demande la mise à l'ordre du jour de la commission de la proposition sur les sanatoria clandestins.



M. Bauger voudrait avoir des renseignements sur le contrôle des assurés sociaux étrangers, qui souvent sont hospitalisés comme assistés.

La séance est levée à 17 heures 45.

RAJ



MERCREDI 9 JANVIER 1935  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR (RECTIFIÉ) :

Désignation de rapporteurs :

- a) Proposition de loi, tendant à modifier l'art. 55 de la loi de finances du 28 février 1934, sur la composition des commissions cantonales d'assistance - Présentée par M. JOVELET. 612-1934
- b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation du prix de journée dans les établissements hospitaliers. 622-1934
- c) Proposition de loi tendant à la codification et à la révision des lois d'assistance - Présentée par M. TOURNAN et plusieurs de ses Collègues. 630-1934
- d) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant le statut des grands mutilés de guerre. 670-1934.

Présidence de M. Fd Merlin.

Présents : M. M. Manger, Chassain,  
Bugnin, Turbat, Rolland, J. Godart,  
François-Saint-Maur, Rd Martin,  
Duprey, Chauveau, Neyret, Thoumyre,  
Paul Strauss, Sherbecourt, Leredu.

La commission désigne comme rapporteurs:

612-34

M. Rolland ;

622-34

M. Turbat ;

630-34

M. Manger ;

670-34

M. Thoumyre.



H. B. M.

M. François St Maurice fait connaître que la Chambre <sup>est saisie de</sup> ~~a adopté~~ 2 propositions relatives au régime successoral des H. B. M., et adoptées par le Sénat. Il demande qu'une démarche soit faite par le Président de la Commission. Adopté.

Accidents du  
Travail

M. Chaudeau propose de présenter son rapport.

M. Chassaing se plaint du fait que le rapport Chaudeau soit épuisé.

M. Chaudeau répond qu'il ne s'agit que du tome Ier; le second est encore à la distribution, et c'est le tome le plus important, celui qui contient le texte. D'autre part, un rapport supplémentaire sera distribué.

M. Meunier insiste pour avoir l'avis de la commission des finances.

KH



MERCREDI 16 JANVIER 1935  
A SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I -- Désignation de rapporteurs :

- a) projet de loi portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Suisse. (N° 681-1934).
- b) projet de loi portant approbation de l'arrangement conclu le 13 août 1932 entre la France et l'Italie sur les assurances sociales. (N° 683 - 1934).

II - Proposition de loi de M. Paul STRAUSS tendant à modifier l'art. 9 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930, sur les assurances sociales (N° 7 - 1932). - M. CHAUVEAU, Rapporteur.

III - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à modifier et compléter l'art. 53 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par celle du 30 avril 1930, sur les assurances sociales. (N° 44 - 1934) - M. CHAUVEAU, Rapporteur.

IV - Projet de loi tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre. (N° 670 - 1934) - M. THOUMYRE, Rapporteur.

*Présidence de M. Fernand Merlin*

*Présents : M. M. Fraucourt, Saint-Maur, Armbuister, Turbat, Rolland, Lancelin, Chausseau, Bouvier, Duprey, Neyret, Thoumyre, Paul Strauss, Chassaign, Lavigne, Mauger, Even, Gadand, Danthy*

*I. a) } M. Neyret est désigné comme rapporteur.  
I b) } après certaines réserves de M. Fraucourt-St-  
681-1934 Maur sur la duperie que les accords de  
683-1934 réciprocité constitue pour la France.*



II.  
7-1932.

M. Chauveau présente son rapport, qui conclut au rejet de la proposition pour des raisons financières, ou du moins à l'ajournement.

M. Paul Strauss admet qu'il faut attendre et ne s'oppose pas aux conclusions du rapporteur. Il n'a aucun goût pour un combat inutile et consent à ajourner ses espérances.

Le rapport est adopté.

III  
44-1934

M. Chauveau donne lecture de son rapport.

M. Mauger s'inquiète du remplacement des mots "la double contribution" par les mots "les contributions".

M. François-Saint-Maur et M. Chauveau rassurent M. Mauger.

M. François-Saint-Maur demande qui sera chargé de l'inscription du privilège, puisque M. Chauveau supprime le 2<sup>e</sup> paragraphe du texte de la Chambre.

M. Chauveau répond que le ministère fera, après l'article 64, les règlements nécessaires.

M. François-Saint-Maur dit que le ministère ne saura rien et ne prendra pas les mesures nécessaires.

M. Chauveau insiste. Il déclare que le ministère s'occupe déjà de différentes rentrées litigieuses.

M. Turbat appuie l'observation de M. François-Saint-Maur. Il y a, dit-il, un manque de vigilance général.



M. Lancien déclare que les caisses elles-mêmes se refusent à payer ce qu'elles doivent. Les assurances sociales, dit-il, c'est l'escroquerie organisée.

M. François Saint-Maur fait remarquer que le privilège ne couvre pas les dommages-intérêts éventuels dus à l'ouvrier.

Le rapport est adopté.

Nouvel  
hôpital  
Beaujon

M. Lancien expose que M. Mourier offre à la commission de visiter le nouvel hôpital Beaujon. La commission accepte et demande que ce soit en principe le 24 janvier.

TV  
670-34.

M. Chaumyre expose son rapport. MM. Mauger, Even, Chassaign obtiennent des précisions de détail. M. Chassaign voudrait que le rapport indiquât les sommes totales touchées par les intéressés et non seulement l'allocation supplémentaire.

Sur sujet des malades, dont il faut s'occuper, M. Chaumyre expose qu'il y a eu des abus. On revise leurs pensions. Après revision, on pourra faire quelque chose pour eux.

M. Paul Strauss prie le rapporteur de se mettre en rapport avec le professeur Proust, qui a été convoqué par M. Caillaud pour renseigner la commission des finances.



65  
sur les divers pourcentages d'invalidité  
au point de vue technique.

M. Chassaign proteste contre l'assimila-  
tion des désarticulés de la hanche aux dés-  
articulés de l'épaule. Il demande que la  
première catégorie soit augmentée.

M. Lavergne et M. Even font des réserves  
sur le chiffre de 330 désarticulés de la hanche.

Le rapport est adopté!

RH



1<sup>e</sup> MERCREDI 23 JANVIER 1935

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Désignation de rapporteur : Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à imposer l'obligation du tout-à-l'égout (n°8 -1935).
- II- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation du prix de journée dans les établissements hospitaliers (n°822-1934) (M. TURBAT, Rapporteur).
- III - Projet de loi complétant l'article 7 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par la loi du 30 avril 1930, en vue d'organiser la commission arbitrale du contrôle technique en matière d'assurances sociales (n°197-1934) (M. CHAUVÉAU, Rapporteur).

Présidence de M. Lancier, vice-président.

Présents : M. M. Chauveau, François-Saint-Maur, Raymond Martin, Turbat, Gadant, Laverque, Even, Lancier, Mauger, Rolland, Loubat, Buguin, Armbuster.

En raison de l'absence de son président et de l'imminence de l'élection des commissions générales, la Commission renvoie à sa plus prochaine séance utile l'ordre du jour de cette séance, après avoir exprimé ses regrets du départ de M. L. Lancier et M. L. Lancier.

La séance est levée à seize heures quarante-cinq.

RH



## Formation de 1935

62

Ambruster	R. Martin
Brunier	Kanger
Bugnin	F. Merlin
Chassaign	E. Melles-Lacroix
Chauveau	Micouel (élu le 5/3/35)
Daraignez	E. Veron
Danthuy	Neyret
Dherbecourt	Pfleger
Dindouyt	G. Portmann
Duprey	L. Rambaud
Even	Raynaldy
Faugère	Rolland
François-Saint-Maur	Sirey-Jol
Gadaud	G. Strauss
J. Godart	R. Thourmyre
Lavergne	Urbat
Le Gorgeu	Viellard dim. le 28.2.35.
Leredu	J. Wolff.
Loubat	

(24 janvier 1935.)



VENDREDI 25 JANVIER 1935

à 16 HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

Constitution de la Commission

Présidence de M. Paul Strauss, doyen d'âge,  
 puis de M. Fernand Merlin.

Présents. . M. M. Manger, Chassaign,  
 Gastland, Le Gorgeu, Loubat, Curbat  
 Rolland, Lavergne, Even, François-Saint-  
 Maur, Chaureau, Heyret, Raymond  
 Martin, Fd. Merlin, P. Strauss.

Sur la proposition de M. Paul Strauss,  
 la commission réélit président, par  
 acclamations, M. Fernand Merlin.

Elle nomme vice-présidents, sur la  
 proposition de M. Even, M. M. Dauthy  
 et Rolland

Enfin, elle désigne comme secrétaires,  
 sur la proposition de M. M. Paul Strauss  
 et Chassaign, M. M. Manger, secrétaire  
 sortant et M. Even.



69  
M. M. Dauthy et Rolland remercient la Commission de l'honneur qui leur est fait.

M. Fernand Merlin, prenant place au fauteuil, assure ses collègues de son dévouement et les remercie de leur amitié. Il se déclare 'récompensé' de ses travaux à la commission par la satisfaction que lui procure l'honneur qui lui est fait et qui aurait dû, dit-il, aller à un plus digne.

Il félicite la commission de posséder des hommes éminents comme M. Paul Strauss et M. Chauveau, qui recueillent la sympathie et l'admiration unanimes de leurs collègues du Sénat. Il rappelle les travaux et les services de ces deux grands serviteurs du pays.

Il regrette le départ de deux membres M. M. Lancien et Courrieu, que des conditions nouvelles ont obligé de choisir entre leur mandat de membres de la commission des finances et de membres de la commission de l'hygiène.

M. Even rappelle que M. Lancien voulait faire visiter l'hôpital Beaujon à la Commission. Il est décidé que l'on se tiendra en liaison avec M. Mourier, directeur de l'A. P. et M. Lancien.

M. Gadand propose de demander la mise à l'ordre du jour du Sénat de la loi sur l'ordre



des médecins. Adopté, après observations  
de M. François - Saint. Maur.

M. Even expose que la commission  
des finances a donné avis favorable  
à la proposition de M. Strauss-Cavillon  
(S. de Secours Mutuels) sauf un léger  
détail, sur lequel M. P. Strauss consent  
à la modification demandée par la  
C<sup>o</sup> des finances, sous réserve d'examen  
du texte.



MERCREDI 30 JANVIER 1935

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

a) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les art. 29, § 5, et 68, § 6 de la loi du 5 Avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930. (n°5-1935).

b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à imposer l'obligation du tout-à-l'égout. (n°8-1935).

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation du prix de journée dans les établissements hospitaliers (N°622-1934). M. TURBAT, Rapporteur.

III - Projet de loi complétant l'article 7 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par la loi du 30 avril 1930, en vue d'organiser la commission arbitrale du contrôle technique en matière d'assurances sociales (n°197-1934) - M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

IV - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les formalités pour l'installation des sanatoria publics assimilés ou agréés, et pour le contrôle sanitaire des sanatoria clandestins. (n°210-1932) - M. GADAUD, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents: M. Chassaigne, Pfleger, Meyret, Le Jorger, Loubat, Turbat, Even, Lavergne, Millies-Lacroix, Chauveau, R. Martin, François-Saint-Maur, Gadaud, Benthay, Armbruster, Lolland, Manger, Choumyre

Excusé: M. P. Strauss.

5-1933  
ass. 1<sup>re</sup> le.

M. Chauveau est désigné.

8-1933  
Tout à l'égout

M. Meyret est désigné.

622-1934 M. Turbat donne lecture de son rapport, Prix de journées. M. Manger déclare que le Conseil Supérieur de l'Assistance publique accepte le projet.

M. Millies-Lacroix estime que le projet est dangereux pour la trésorerie des établissements hospitaliers.



M. François-Saint-Maur est hostile au système du rappel, que le projet supprime.

M. Millies-Lacroix propose de "accepter le nouveau régime que dans le cas d'une modification du prix de journée ne dépassant pas un certain pourcentage. (3%).

M. Baugier soutient le texte de M. Turbat.

M. Even fait remarquer qu'un appel des décisions préfectorales est prévu.

M. Millies-Lacroix répond que l'appel ne concerne que la fixation même du prix.

M. Loubat voudrait éviter le renvoi à la Chambre

M. Le Gorgeu serait d'avis de voter le texte de la Chambre.

Le rapport de M. Turbat est adopté.

197-1934  
Ass<sup>cs</sup> Sociales

M. Chauveau, désirant avoir les avis de la Commission, a préféré ne pas rédiger encore son rapport.

Il expose l'état actuel de la question. À lire les textes, il semble que l'on ait voulu généraliser le contrôle technique en matière d'assurances sociales.

M. Ambruster précise qu'il s'agit de contrôler l'action des professionnels à l'égard des malades.

Dans l'ensemble M. Chauveau est très favorable à la proposition de loi.

La commission arbitrale prononce des sanctions en dernier ressort. On a dit que cette commission, issue des conventions entre les caisses et les syndicats, n'est pas légale



Le projet institue une commission  
superieure de contrôle, dont M. Chauveau  
expose les caractéristiques.

La confédération des syndicats professionnels  
médicaux demande certaines garanties  
que M. Chauveau est d'avis de lui accorder.

En ce qui touche les sanctions, M. Chauveau  
s'étonne que la Chambre ait autorisé  
une juridiction professionnelle à distri-  
buer des amendes.

M. François-Saint-Maur ne trouve  
pas cette disposition normale, mais ne  
s'oppose pas à son adoption.

M. Dauthey trouve qu'on va donner à une  
juridiction professionnelle des droits qui sont  
normalement ceux des juridictions de  
droit commun. Il préférerait rester sur  
le terrain disciplinaire.

M. Chauveau conclut en proposant la sup-  
pression du 3<sup>e</sup> (amende.)

M. Gadant n'admet pas la juridiction  
spéciale, étant donné que les médecins ne  
sont pas obligés de faire partie du Syndicat.

M. Raymond Martin voudrait que le  
contrôle fut obligatoire toutes les fois qu'une  
maladie dure plus d'un mois.

La commission semble se rallier à la  
suppression du 3<sup>e</sup>, mais M. Millès-Lacroix  
voudrait entendre le gouvernement. D'autre  
part, il remarque que la commission statuera  
en appel sur des amendes qu'on maintient  
au premier degré.

M. Chauveau reconnaît la justice de cette



observation.

M. Mauger défend le texte du projet.

M. Le Gorgeu demande comment ce texte s'arrangera avec le projet d'ordre des médecins.

M. Gadaud trouve en effet que la question en discussion vient trop tôt. L'ordre des médecins résoudrait toute la difficulté.

M. Millus-Lacroix remarque que l'ordre des médecins ne s'applique ni aux sages-femmes, ni aux pharmaciens ni aux dentistes.

M. Dauthy estime qu'il y a antinomie entre les deux ordres de juridiction. Si le gouvernement ne peut faire poier les sanctions, il faut que les juridictions administratives puissent poursuivre le praticien récalcitrant devant la juridiction de droit commun.

M. Neyret pense que si un médecin ne paie pas l'amende infligée par la commission arbitrale, celle-ci peut en réclamer le paiement devant le Tribunal Civil.

M. Dauthy admet cette explication.

M. Chaumeau propose de consulter le gouvernement.

La commission approuve cette proposition.

IV  
210-1932  
Sanatoria.

En raison de l'heure tardive, la question est renvoyée à une séance ultérieure.



Accord franco. Suisse

M. Neyret a demandé certains renseignements au Ministre du Travail. On pourra lui demander la réponse lors de son audition.

Séance levée à 18 heures,

RM



MERCREDI 6 FEVRIER 1935

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Désignation de rapporteurs :

- a) Proposition de loi de M. CHARABOT tendant à interdire la création d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans les stations touristiques ou climatiques. (Pour avis). (N°376-1927) (En remplacement de M. MOUNIE)
- b) Projet de loi, tendant à compléter la loi du 19 décembre 1917, modifiée et complétée par la loi du 20 avril 1932, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes. (Pour avis) (N°232-1934) (En remplacement de M. MOUNIE).
- c) Proposition de M. J. COURTIER tendant à inviter le Gouvernement à prendre différentes mesures pour permettre la réalisation plus rapide des travaux d'adduction d'eau potable. (N°743-1932). (En remplacement de M. DENTU).
- d) Proposition de loi de M. André LEBERT et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à reviser et à compléter la loi du 20 Juillet 1895 sur les Caisses d'épargne. (Pour avis). (N°248-1929) (En remplacement de M. DARAIGNEZ).

III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les formalités pour l'installation des sanatoria publics assimilés ou agréés, et pour le contrôle sanitaire des sanatoria clandestins. (n°210-1932) - M. GADAUD, Rapporteur.

IV - Proposition de loi tendant à la modification de l'article 6 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 20 avril 1930 sur les assurances sociales, présentée par M. ARMBRUSTER et plusieurs de ses collègues (n°500-1934) - (M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

*Présidence de M. Fernand Merlin*

*Présents : M. Heyret, Lavergne, Rolland, Le Gorgeu, Raymond Martin, Chauveau, Munger, Hillies-Lacroix, Thoumyre, Loubat, Chassaign, Armbruster, Leredu, Gadaud, François Saint-Maur.*

- I *Lecture d'une lettre du Ministre du Travail annonçant qu'il ne pourra venir à la commission qu'à huitaine ;  
Lettre de M. Daraignez demandant à être chargé du rapport sur la prop. de loi 248-29 pour raisons de santé ;*



Le the du president du Senat demandant a la commission de lui designer, parmi les textes qui lui sont soumis, ceux qui sont justiciables de la question prealable, ceux qui doivent faire l'objet d'un rapport defavorable, ceux qui peuvent venir prochainement en seance publique.

Lettre du Ministre du Travail a.s. du projet de loi 920-31. M. Mauger, rapporteur, ira voir le ministre.

II.

Sont designes

- a) M. Gadaud
- b) M. Gadaud.

La commission demande a etre saisie au fond <sup>des deux projets</sup> son president s'entendra avec celui de la commission de l'administration

- c) M. Seyret.
- d) M. Millies-Lacroix.

III.

M. Gadaud analyse la proposition de loi. Il se refuse a considerer les sanatoria comme des etablissemments insalubres. La loi propose l'internement. M. Gadaud est d'avis qu'il est tout au plus possible d'exiger un enclos suffisant pour la promenade hygienique des malades. Il admet tres bien qu'il ne faille pas donner de subventions pour des malades installes en villas. Il reclame que l'avis demande soit non celui du maire mais celui du prefet. Il faut d'ailleurs plus qu'une declaration a la prefecture, il faut une autorisation prefectorale.



M. Gadaud discute la question de l'admission des tuberculeux dans les hôtels. M. Leredu défend les hôtels, qui reçoivent parfois des tuberculeux qui viennent s'y reposer parce qu'ils ne veulent pas de la vie du sanatorium. M. Millies-Lacroix voudrait créer la "Station de cure de la tuberculose."

M. Gadaud tient beaucoup à ne pas réduire l'armement antituberculeux sous prétexte de défense du tourisme.

M. Gadaud donne lecture de son article 4<sup>es</sup>. Il cite ensuite le décret qui règle la question des espaces libres. Plusieurs membres de la commission proposent de prendre le texte du décret. Mais M. François-Saint-Maur préfère le système du décret qui est plus simple, plus facilement transformable. Le texte de M. Gadaud est maintenu.

Art. 2. (autorisation préfectorale)  
(adopté.)

Art. 3. (pupilles de la nation, assistés, etc.) (adopté.)

Art. 4. (règlement sanitaire type C, contrôle des hôtels et pensions.) (adopté.)

Art. 5. (exclusion des sanatoria des stations hydrominéralles) (adopté.)

Art. 6. (stations climatiques de cure ou de rééducation) (adopté.)

M. François-Saint-Maur revient sur l'article 1<sup>er</sup> (parc obligatoire). L'article est maintenu.



A l'article 4, M. Le Gorgeu demande  
qu'on ne précise pas le type de règlement  
sanitaire prescrit. (adopté.)

M. Jadaud est autorisé à rédiger  
son rapport définitif.

Séance avec à 18 h. 5.

RH



MERCREDI 13 FEVRIER 1935  
A SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II- Audition de M. JACQUIER, Ministre du Travail :

-accords franco-suisse (chômeurs) et franco-  
italien (assurances sociales) ;

-accidents du travail ;

-assurances sociales (commission arbitrale  
de contrôle technique ; anciens assurés des  
R.O.P. ; exclus ; salariés des grandes col-  
lectivités, application de l'art. 49).

III- Projet de loi complétant l'art. 7 de la loi  
du 5 avril 1928, modifiée par la loi du 30  
avril 1930, en vue d'organiser la commission  
arbitrale du contrôle technique, en matière  
d'assurances sociales (N° 197-1934) -  
M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin  
Présents : M. M. Laverne, Loubat, Chau-  
veau, Neyret, Rd Martin, Millies-Lacroix,  
Le Gorgeu, Paul Strauss, Mauger, Chas-  
saigne, Pflieger, Arbustuster, Rolland,  
Droumyre

I Communication de diverses lettres demandant  
que la commission se saisisse pour avis de  
quelques projets de loi.

II. M. Jacquier est introduit. Il est accom-  
pagné de M. Laurent, directeur des assurances  
sociales.

Répondant à M. Neyret, sur l'accord  
franco-suisse (chômeurs) et sur l'accord  
franco-italien (assurances sociales) M. le Ministre  
lui indique qu'il y a en Suisse 28010  
français dont 13533 forment la population



81

active. Il y en a en Italie respectivement un peu plus de 8000 et de 4000. (chiffres de recensement de 1930, 1931 n'étant pas disponibles).

M. Paul Strauss manifeste la stupeur de ce retard.

Il y a 335.000 travailleurs italiens et 55000 Suisses en France (chiffres de 1926. Il y avait 1.200.000 étrangers. Actuellement environ 800.000. Les conventions sont donc très favorables aux étrangers.

Mais le ministre va réduire dans des proportions considérables les travailleurs étrangers: on refusera le renouvellement aux étrangers exerçant une profession où il y a du chômage, sauf exceptions raisonnables.

M. Neyret remarque que les chiffres ne sont pas comparables, résultant de statistiques d'années différentes.

Le ministre promet d'obtenir des résultats statistiques plus récents et de les fournir à M. Neyret. Il n'y a pas un très grand inconvénient à faire attendre la ratification.

M. Neyret signale qu'il y a là une monnaie d'échange.

M. Paul Strauss veut aussi qu'on attende et qu'on ne prenne pas de mesures ad irato.

M. Chassaigne signale le cas des ouvriers agricoles qui se sont mis en travailleurs,



industriels.

M. le ministre remarque qu'il laisse provisoirement la carte à ceux qui ont dix ans de séjour. Dans six mois, on pourra réexaminer leur cas. En tout cas, il ne peut examiner que les cartes de travail.

M. Armbruster signale le cas de certains monteurs allemands, indispensables à l'industrie de la bonneterie. Le ministre lui donne des apaisements.

Accidents du travail. M. le ministre répond sur le projet qui relève de 8000 à 10000 francs le salaire de base. Le gouvernement accepte le chiffre de 12000, le prix de la vie ayant baissé.

M. Chauveau se déclare d'accord.

M. Mauger demande si la proposition 148 peut être détachée et votée dès maintenant. Réponse affirmative du ministre.

M. Mauger : ce projet comporte deux éléments ; faut-il encore diviser ?

Réponse : non.

M. Chauveau demande si le ministre croit possible de discuter devant le Sénat. N'est-ce pas le moment favorable, la plupart des intéressés acceptant le texte. Mais le gouvernement voit d'un point de vue plus général. On pourrait voter les 12000 fr. à part.



3

Quant au grand projet ancien ou au projet François-Albert, le ministre pense qu'on pourrait voter le dernier.

Mais, dit M. Chaudeau, ce projet François-Albert disparaît, la commission n'en veut pas.

Mais, dit le ministre, vous surchargez l'industrie.

Cependant, il ne refuse pas qu'on le prenne pour base de discussion le grand projet.

M. Paul Strauss dit qu'il faut discuter. Le Sénat est saisi depuis 1928. Il préférait que le gouvernement et la commission soient d'accord, avant toute discussion, sur un texte.

M. Chaudeau voudrait avoir l'avis de la commission des finances.

M. le ministre est d'accord pour attendre cet avis.

M. Chaudeau pense que la surcharge sur la production ne dépassera pas 250 millions. La commission de l'agriculture refuse d'ailleurs ce nouveau texte.

M. Rolland ne voit pas pourquoi la Commission des finances mettrait un veto définitif, puisqu'on ne demande rien au budget. Le Sénat tranchera.

M. le ministre cherchera les transactions possibles.

M. Chaudeau, après avoir entendu M. Abel Fardey, rapp. général, ira d'entente avec le ministre.



M. Chassaing craint que le vote séparé des 12000 fr. ne gêne le vote du grand projet.

Le ministre estime désormais la différence entre les 2 projets à 65 millions de charges.

M. Mauger discute ce chiffre. La surcharge devrait être payée par les Compagnies d'assurances, puisque leurs recettes ont augmenté avec les salaires sans que les prestations augmentent.

M. Millies-Lacroix dit que M. Mauger commet une erreur. Il pense que les Compagnies, voyant leur risque augmenter, augmenteront leurs primes.

M. Mauger réplique que du fait de l'augmentation du salaire, le pourcentage des primes restant le même, leur volume a augmenté d'autant.

Le ministre insiste pour que le petit projet soit voté.

Sur remarque de M. Choumpey, le ministre répond que la commission des finances a quand même son mot à dire, car la répercussion sur l'activité générale est inséparable.

M. Millies-Lacroix est contre le vote en deux temps, pour ne pas donner aux employeurs l'impression de charges successives.

Assurances sociales. (Commission arbitrale de contrôle technique). M. (han-



8

veau expose le point où en est arrivée la commission. Celle-ci a été arrêtée par le fait de la création d'une sanction d'ordre pénal appliquée par un tribunal professionnel.

Cette sanction n'est pas ait - et jamais appliquée ; on pourrait la supprimer.

A l'article 67, d'ailleurs, on trouve la justification de cette manière de voir.

M. Chaudeau signale la liaison de cette question avec celle de l'ordre des médecins.

M. Cadand fait observer qu'il ne s'agit, ici, que des rapports des médecins avec la caisse.

L'ordre des médecins, au contraire, pourra appliquer des peines disciplinaires, comme ~~est~~ l'interdiction générale d'exercer. La commission de contrôle ne peut avoir, en plus, le droit de donner l'amende.

M. Jacquier ne se trouve pas choqué par l'amende, car des conseils de discipline peuvent aller jusqu'à la destitution. Il propose de mettre, au lieu d'"amende", le mot "dommages-intérêts".

M. Chaudeau préfère la suppression, car à qui iraient l'amende ou même les dommages-intérêts ?

Le ministre ne voit pas d'inconvénient à la suppression. Comme il demande une modification d'autre part, le projet devra toujours retourner à la Chambre.

M. Millès-Lacroix observe que le projet ne



supprime pas l'article 67, qui prévoit une amende.

On répond : ici, ce sont les tribunaux ordinaires, et il faut une coordination avec les projets d'ordre des médecins.

M. Millies-Lacroix défend l'amende devant la commission, car la loi plainte n'est pas publique.

Le ministre reconnaît la force de cet argument, mais en revient toujours à la concordance nécessaire des textes.

M. Chaudeau parle des propositions Daraignez et Armbruster (immeubles des caisses, autorisation ministérielle pour les projets.) Est-ce l'avis du ministre ?

Réponse affirmative. Cela vise les projets d'équipement sanitaire.

M. Armbruster voudrait créer une Commission spéciale, que le ministre ne voit pas d'un bon oeil.

Mais M. Chaudeau défend la suite du texte Armbruster. Le ministre demande un délai pour examen.

M. Armbruster dit qu'on ne parle jamais des <sup>sociétés</sup> ~~abus~~ qui commettent des abus d'ordre médical. Des établissements formés par les caisses emploient des médecins au mois et touchent elles-mêmes les tarifs de responsabilité par procuration. La Caisse fait sur



le dos du médecin un bénéfice certain.

Le ministre promet de remédier à cet abus s'il existe, mais ne s'agit-il pas des sociétés de secours mutuels ?

M. Drumbruster répond affirmativement.

Le ministre dit qu'alors il a moins d'action : il fera ce qu'il pourra.

M. Millies-Lacroix dit que c'est le cas des médecins de l'Assistance publique.

### Anciens assurés des R. O. P. (920-31.)

M. Mauger rappelle le projet Landry et la proposition de résolution Cassez. Le précédent ministre M. Marguet avait dit qu'il retirerait le projet et en déposerait un nouveau. Rien n'est venu et les anciens assurés des R. O. P. sont sacrifiés. M. Mauger voudrait que l'on accorde à ces gens leur retraite résultant de leurs versements et majorée proportionnellement à celles des assurés sociaux.

Le ministre signale que la proposition de résolution Cassez est le résultat d'une erreur. Il n'y a aucun retard dans la liquidation des R. O. P. Tous les dossiers arrivés avant le 31 janvier 35 sont liquidés. Il y en a 637 en instance depuis. Peut-être y a-t-il quelques retards dans les préfectures. La proposition de résolution est sans objet.

Quant au projet 920-31, M. le ministre



conteste le renseignement relatif à l'entretien Marquet. Mauger; le ministère n'a jamais pensé à déposer un nouveau projet de loi. Il ne peut aller plus loin que le projet de loi.

M. Chassaing signale le cas d'une ouvrière de 53 ans, qui a cotisé pendant 20 ans. La retraite sera liquidée, dit M. Laurent, avec le nouveau projet.

Mais celles qui n'auront pas 15 ans de versement? Il faut faire quelque chose pour elles.

Le ministre répond que le projet améliore la situation et que le mieux est l'ennemi du bien.

M. Laurent répond que le projet de loi ne protège que les salariées. M. Mauger parle, dit-il, de personnes qui <sup>ont</sup> ~~sont~~ ~~généralisées~~ <sup>généralisées</sup> à 45 ans dans le salariat; elles n'auraient rien en sous le régime des R. O. P.

M. Chassaing dit au contraire qu'il vise des ouvriers qui ont été débauchés et sont en chômage depuis cinq ans. Il y a 1/00000 ouvrières à domicile, dont beaucoup ne sont plus considérées comme salariées. Elles ont effectué 15 ans de versement; et ça sans profit?

Votez le projet, dit le ministre. C'est un projet insuffisant, mais c'est mieux que rien. Voulez-vous retourner devant la Chambre?



89  
M. Choumyre demande l'avis du ministre sur le projet de loi augmentant les frais de gestion des caisses. Il trouve le nouveau taux de 5% insuffisant. Le ministre demande le vote rapide du texte. M. Choumyre demande qu'on augmente le minimum de 3 fr. par feuillet.

Art. 49 Salariés non assujettis des Assurances Sociales. M. Choumyre demande l'avis du ministre sur les salariés à régime spécial. Leurs familles ne sont pas considérées comme celles des assurés sociaux.

M. le ministre dit que les décrets de coordination ont été pris par des Commissions paritaires, où les ouvriers ont accepté les mesures prises.

M. Laurent dit que les ouvriers cheminots ont fait opposition : un pourvoi est pendant devant le Conseil d'Etat.

M. Millis-Lacroix fait observer que beaucoup de communes n'appliquent pas les décrets de coordination.

M. le Gorgeu expose qu'un décret a mis les communes en demeure. Or, la commune de Brest a pris les mesures, mais le gouvernement n'a pas approuvé encore le règlement municipal.

M. Paul Strauss, en son nom et celui de M. Evén, expose que le Sénat est saisi d'une pro-



position sur les placements des unions et sociétés de secours mutuels. La commission des finances s'y oppose. M. Paul Strauss ne demande pas de réponse ferme, mais il compte sur le ministre pour défendre l'hygiène et les placements des sociétés dans les établissements sanitaires.

M. le ministre demande avant de partir le vote des projets sur les primes de gestion, et celui qui vient d'être voté par la Chambre prorogeant les pouvoirs du Conseil supérieur des assurances sociales.

M. Chassaign demande des renseignements sur la France Mutualiste.

M. Marquet avait fait faire une enquête. Quels en sont les résultats.

Le ministre demande à ne répondre qu'à une audition ultérieure.

Il y a eu deux rapports déposés.

Mais le ministre voudrait venir avec son collègue des finances.

Le ministre, remercié par la Commission, prend congé.

478.34.

H. B. M.

La Commission désigne M. Paul Strauss comme rapporteur pour avis, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier diverses dispositions de la légis-



lation sur les habitations à Bon marché

III  
197-1934

La commission adopte le rapport de  
M. Chauveau sur le projet de loi relatif  
à la commission arbitrale du contrôle  
technique en matière d'assurances  
sociales.

Séance levée à 18 heures 45.

RH



MERCREDI 20 FEVRIER 1935

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

649

- I - Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles. (N° 649-1934) . - Examen de la question de savoir si la Commission de l'Hygiène doit demander l'examen pour avis.
- II - Proposition de question préalable sur :
- a) proposition de loi ayant pour objet de modifier l'art; 4 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine. (Rapporteur : M. Fernand MERLIN). - (N° 685, 1927).
  - b) proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour hâter la liquidation des retraites ouvrières et payasannes. (Rapporteur : M. MAUGER). - (N° 611, 1932).
  - c) projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance. (Rapporteur : M. TURBAT). - (N° 148, 1933);
- III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions de la législation sur les habitations à bon marché (art. 4, 5 et 6). (M. Paul STRAUSS Rapporteur pour avis). - (N° 478, 1934).
- IV - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. (M. Paul STRAUSS, Rapporteur) ; - (N° 477, 1934);

Présidence de M. Ed. Merlin.

Présents : M. M. Turbat, Armbruster, Buguin, Rolland, Le Gorgeu, Lavergne, Néron, Rd Martin, P. Strauss, Mauger, Miché-Lacroix, Choumpey, Dupuy.

71-35.  
Santé publique, prop.  
Armbruster

M. Le Gorgeu est nommé rapporteur, M. Armbruster ayant demandé la nomination d'un <sup>d'un</sup> rapporteur.  
M. Chauveau est nommé rapporteur pour avis d'un projet sur les accords de Naples<sup>(1)</sup> dont le gouvernement a demandé le vote très rapide, et qui n'est pas encore venu de la chambre des députés.  
Réponse affirmative de la Commission.  
I  
649.34 Elle nomme M. Néron rapporteur.  
(1) (Ultérieurement, et après avoir été déposé par M. Rolland)



II.

La commission décide de commencer la ~~question~~ préalable sur a) et b) ; pour c).  
M. Curbat présentera un rapport, après observation de M. Strauss.

III

478-34

M. Paul Strauss donne lecture de l'amendement qu'il entend déposer, sans doute à titre personnel, mais dont il espère que la Commission de l'hygiène voudra bien approuver les termes.

M. Mauger et M. Millies-Lacroix présentent des observations et demandent des précisions.  
M. Paul Strauss répond.

La commission autorise M. Strauss à déposer son amendement.

IV.

M. Paul Strauss demande une séance pour le lendemain. M. Lavergne et M. Millies-Lacroix s'y opposant, il retire cette proposition.

On examine l'épreuve distribuée par M. P. Strauss.

Art. 1<sup>er</sup>. Après diverses observations de rédaction, présentées par M. Chassaing, M. Neyret, M. Chammeyre, le délai de cinq ans est ramené à deux ans.

Art. 2, adopté.

Art. 3. M. Chammeyre observe qu'il y a beaucoup trop de membres dans le Conseil supérieur d'hygiène, et peu d'hommes "pratiques". C'est, dit-il, une académie.

M. Millies-Lacroix demande une représentation des stations climatiques, M. Chassaing un professeur



d'hydrologie.

M. Brubuster demande que l'on réduise le nombre des membres des  $\frac{3}{4}$ .

M. Paul Straus répond que c'est impossible.

M. Mauger proteste à son tour.

M. Paul Straus défend énergiquement sa conception.

M. Chassaing demande l'introduction d'un représentant de la protection de l'enfance, d'une mère de famille nombreuse, d'un accoucheur.

L'article 3 est réservé.

Art. 4 M. Chassaing demande si le C.S.D. H.P. va s'occuper maintenant des adductions d'eau dans les petites communes.

M. Paul Straus reprend le texte de la loi de 1902 qui <sup>ne vise que</sup> les communes au-dessus de 5000 habitants.

Art. 5. M. Chassaing proteste contre la création d'un véritable dictateur départemental de la médecine.

M. Lavergne demande pourquoi M. P. Straus a changé le "directeur départemental d'hygiène" en "médecin chef de service"; M. P. Straus répond qu'il veut se ménager l'approbation de la commission des finances. Il veut créer un corps d'hygiénistes, susceptibles de passer d'un département à l'autre.

Art. 6. M. Miller-Lacroix s'élève contre l'obligation imposée aux directeurs des bureaux d'hygiène, dans les petites villes climatiques, d'être docteurs en médecine. Dépense exagérée dit-il.



M. Paul Strauss offre de faire deux catégories de villes, suivant la population.

M. Le Jorger : pourquoi le ministre nomme-t-il à son gré le directeur départemental, et doit-il choisir sur une liste de trois noms présentée par le maire pour nommer un directeur municipal ?

M. P. Strauss répond que les premiers peuvent changer de département et que les autres ne quittent jamais leur localité.

Art. 7. MM. Chassaing et Lhoumège font toutes réserves sur la fin de cet article.

Art. 8. Sans observations.

La commission renvoie la suite de la discussion à une séance ultérieure.

RTH



MERCREDI 27 FEVRIER 1935

A DIX SEPT HEURES

=====

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de Rapporteurs :
- a) Proposition de loi de MM. DARAIGNEZ, Victor LOURTIES et E. MILLIES-LACROIX, tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 août 1930 et du 28 juillet 1931 (N° 375, 1933).
  - b) projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant modification de certaines dispositions du Code des Assurances sociales du 19 juillet 1911 en vigueur dans les départements du Bas Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle, relatives à l'assurance-accidents. (N° 38, 1935).
  - c) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les pouvoirs du Conseil supérieur des Assurances sociales et de sa section permanente. (N° 109, 1935).
- II - Projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes la loi sur les assurances sociales (N° 920-1931).  
- M. MAUGER, Rapporteur.
- III - Communication par M. MAUGER du rapport soumis au Conseil supérieur de l'Assistance publique par M. Serge GAS Directeur de l'Assistance publique au Ministère de la Santé publique.

Présidence de M. Fernand Berlin.

Présents : M. Mauger, Chassagny, Pflieger, Lavergne, Le Gorgeu, Heyret, Raymond Martin, Millies-Lacroix, Portmann, Buquin, J. Wolff.

I La commission désigne :

- a) M. Chauveau
- b) M. Pflieger
- c) M. Chauveau

II. 920-1931 M. Mauger donne lecture de son rapport. Ce rapport est adopté.

III M. Mauger donne connaissance du



98  
rapport de M. Serge Gas, directeur de l'Assistance au Ministère de la Santé publique.

M. le président le remercie de cette intéressante communication.

M. Raymond Martin regrette qu'on ne fasse rien pour les jeunes veuves qui restent avec des enfants en bas âge. On leur donne 60 fr. par enfant. Il faudrait donner 100 fr. Et, d'autre part, on dépense 681 millions aux familles nombreuses. Elles touchent simplement parce qu'elles ne sont pas inscrites à l'impôt général sur le revenu; c'est un critérium insuffisant.

M. Mauger déclare que dans un canton qu'il connaît bien, il y a 60 assujettis à l'impôt sur le revenu.

M. Millies-Lacroix voudrait obtenir communication du rapport. M. Mauger désire auparavant en demander l'autorisation à l'auteur.

Séance levée à 18 h. 20 -

RAH

#### COMMISSIONS GENERALES. — NOMINATIONS

M. le président. L'ordre du jour appelle la nomination des membres de commissions générales.

Conformément à l'article 19 du règlement, les noms des candidats proposés ont été publiés au Journal officiel. La présidence n'a reçu aucune opposition. En conséquence, je proclame membres:

5° De la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, M. Mirouel;

#### COMMISSION DE L'HYGIENE

(Démission de M. Viellard.)

M. le président. J'ai reçu avis de la démission de M. Viellard comme membre de la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Il sera pourvu à cette vacance dans les conditions réglementaires.

(Séance du 5 mars 1935)

(Séance du 28 février 1935.)



MERCREDI 6 MARS 1935

A SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les pouvoirs du Conseil supérieur des Assurances sociales et de sa section permanente. N° 109, 1935.  
- M. CHAUVEAU, Rapporteur.
- II - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. N° 477, 1934.  
- M. Paul STRAUSS, Rapporteur.
- III - Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, modifiée par la loi du 21 avril 1933, - présentée par M. ARMBRUSTER et un grand nombre de ses collègues. N° 71, 1935.  
- M. LE GORGEU, Rapporteur.
- IV - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. N° 15, 1928.  
- M. CHAUVEAU, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin.

Présents : M. M. Armbuster, Rolland, Chauveau, Lavergne, Néron, Loubat, P. Strauss, Le Gorgeu, Chassaing, François. St. Maurice, Néron, Millies-Lacroix, Mauger, Neyret, Turbat, Portmann, Duprey.

I M. Chauveau donne lecture de son rapport  
109-35 qui est adopté.

Proposition Daraignez  
et Armbuster  
Ass. Sociales.

{ 375-1933  
{ 500-1934

M. Chauveau demande à  
présenter un rapport sur cette question  
M. François-St. Maurice ~~fait~~ propose  
et fait adopter une nouvelle modifica-  
tion. Rapport adopté.



III  
71-1935

M. P. Strauss ayant cédé son tour de parole à M. Le Gorgeu, celui-ci présente son rapport sur le n° 71-1935

Les propositions modifient celles de M. Armbuster et celles votées par la Chambre dans des propositions analogues.

M. M. François, St. Maur, Armbuster, Millès-Lacroix, Mauger, discutent une suggestion de M. le Dr. Roussy proposant d'avantager les femmes ayant un enfant français, par analogie avec l'avantage accordé aux naturalisés ayant fait leur service militaire actif en France. Cette suggestion n'est pas admise par la commission. Le rapport est adopté.

IV

II et IV

Renvoyé à une séance ultérieure.

RAH



VENDREDI 8 MARS 1935

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. (N°477-1934, -  
- M. PAUL STRAUSS, Rapporteur.
- II - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. N°15, 1928-  
- M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. M. Mauger, François-St-Maur,  
Le Gorgeu, Rolland, Chaureau, Millès-Lacroix,  
Raymond Martin, Leredu, Paul Strauss,  
Chassaing.

I. M. Paul Strauss, rapporteur, continue  
(477-1934) l'exposé de son texte.

Article 9 (nouveau). M. P. Strauss propose un texte amélioré par rapport à celui qui figure sur l'épreuve en cours d'examen.

M. Rd Martin fait observer que tant que la déclaration de la tuberculose ne sera pas obligatoire, on ne pourra arriver à la désinfection des chambres d'hôtel après passage d'un tuberculeux.

M. P. Strauss répond que l'institution du bureau d'hygiène prévu à l'article 9 suffira



a obtenu pratiquement la désinfection. D'autre part, il n'est pas besoin d'une loi pour obtenir la déclaration, car c'est l'Académie de médecine qui a qualité pour inscrire la tuberculose sur la liste des maladies à déclaration obligatoire.

M. Le Gorgeu demande qui fera le règlement sanitaire du bureau d'hygiène ?

M. P. Strauss répond qu'il y aura un règlement-type établi par le ministre.

M. Le Gorgeu expose que les médecins-chefs de bureaux d'hygiène étaient des agents municipaux. M. P. Strauss répond que c'est le ministre qui les nommera sur présentation du maire.

Mais, dit M. Le Gorgeu, c'est le ministre qui va fixer leur traitement, alors que l'Etat n'aide pas la commune.

M. P. Strauss dit qu'il faut aux fonctionnaires d'hygiène un statut, des possibilités d'avancement.

M. François-Saint-Maur estime que c'est l'Etat qui devrait payer. Va-t-on imposer à une commune de 2.000 habitants une charge de 20.000 fr. pour un traitement ?

M. P. Strauss veut aboutir : on ne peut demander une dépense nouvelle à l'Etat.

M. Milhès-Lacroix propose de modifier l'article 6 et d'y inscrire que cette disposition ne s'applique qu'aux communes ayant un certain nombre d'habitants. Il revient également sur l'article 7, pour demander de remplacer le barème de 1902 par celui de 1905 en ce qui concerne la répartition des dépenses entre l'Etat et les communes.

M. Le Gorgeu demande si le directeur du bureau d'hygiène doit être un médecin, dans les communes au-



dessous de 20000 habitants. Réponse négative  
de M. P. Strauss.

Art. 10 nouveau. Sans observations.

Art 11 nouveau. M. Mailles-Lacroix demand.  
de l'avis du conseil général. M. P. Strauss accepte.

M. Chassaing demande si deux bureaux  
d'hygiène voisins ne pourraient pas  
avoir un même médecin-chef. M. P. Strauss  
accepte.

Art 12 nouveau. M. Mailles-Lacroix demande  
que le 1<sup>er</sup> alinéa ne vise que les villes d'au moins  
20.000 habitants. Accepté.

Art 13 nouveau. S. O.

Art 14 nouveau. M. Mailles-Lacroix voudrait  
voir figurer dans le Conseil départemental  
d'hygiène des représentants des hôpitaux et  
des bureaux de bienfaisance. M. P. Strauss  
accepte.

Art. 15 nouveau. S. O.

Art 16 nouveau. M. Mailles-Lacroix demande  
l'adjonction d'un ingénieur. Accepté par le  
rapporteur.

Art. 17 nouveau. S. O. +

Art. 18 nouveau. S. O.

Art. 19 nouveau. Sans changement

Art. 20 nouveau. M. Chassaing se plaint  
de la dualité d'attributions entre les deux  
Préfets à Paris, ce qui fait que rien n'est  
fait.

M. Rd Martin demande qu'aucune vente  
de literie ou de vêtements ne soit autorisée  
qu'après désinfection.



103  
M. Le Gorgeu répond qu'il ne peut s'agir là que  
d'un règlement sanitaire.

Article 21 nouveau. Adopté.

Article 22 nouveau. M. Mauger se pro-  
nonce pour l'obligation de la création des  
Offices départementaux d'hygiène sociale.  
M. Paul Straus préfère le système de la  
faculté, et fait confiance aux Conseils généraux.

M. Le Gorgeu voudrait que l'on impose  
au moins la création d'un Comité. Accorde.

Article 23 (nouveau). Adopté, avec le  
mot interdépartemental à la 4<sup>e</sup> ligne.

Art. 24 nouveau. Adopté.

Art 25 nouveau. M. François-Saint-Maur  
fait remarquer qu'il interdira aux pharma-  
ciens de faire leurs analyses habituelles.  
M. P. Straus modifie son texte en raison de  
cette observation: on établira un contrôle  
serre.

Art 26 nouveau. M. Millies-Lacroix redoute  
que cet article n'apporte une lourde charge  
aux communes.

M. Le Gorgeu appuie cette observation.  
Certains départements ont dû faire machine  
arrière. Le coût de l'inspection médicale  
Solaire est de 10 fr par enfant. C'est dépenser  
beaucoup d'argent pour un rendement médiocre.  
Neuf fois sur dix, à Brest, les parents ne se  
dérangeant pas et n'arrivent pas l'enfant  
à la consultation. M. Le Gorgeu préférerait  
obliger les parents à présenter à l'avis tous  
les trois ans un certificat d'examen médical  
de l'enfant.



M. Paul Strauss trouve cette idée très séduisante. Mais il ne faut pas de certificats de complaisance.

M. Le Gorgeu et Francors-St Maur établissent les conditions dans lesquelles le certificat devrait être rempli.

M. Chassaing estime que l'art. 29 résout la question.

M. Raymond Martin demande comment l'on pourra imposer une dépense nouvelle aux familles.

M. Mauger observe que les pupilles de la nation sont visités médicalement à l'école.

M. Millès-Lacroix est sceptique sur les résultats à attendre. Il y a des familles qui ne se préoccupent pas de leurs enfants et qui ne feront pas soigner leurs enfants, malgré le carnet médical. Comment les obliger à les faire soigner ?

M. Paul Strauss répond qu'il faut toujours un examen, une inspection avant tout soin à donner.

M. Rolland expose comment fonctionne le système dans son département. Le système vaut ce que vaut le médecin. En tout cas, les parents se désintéressent du carnet: quand ils quittent la localité, ils laissent le carnet à l'école.

La suite au 13 mars.

Séance levée à 18 heures.

124



105  
MERCREDI 13 MARS 1935

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. (n°477-1934).  
- M. PAUL STRAUSS, Rapporteur.
- II - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (n°15, 1928). - M. CHAUMONT, Rapporteur.

Présidence de M. Ed. Merlin

Présents : M. Le Gorgeu, Reynaldy, Paul Strauss, Mirouel, Courbat, Rolland, Lavergne, François-St. Maurice, Duprey, Millès-Lacroix, Chassaigne, Mauger, Chauveau, R. Martin, Buquin, Gadand, Portmann, Heyzel, Néron, Armbuster, Thommyte, Dauthey.

I.

M. Paul Strauss reprend l'examen de son

477-1934

texte

Art. 36 nouveau. Après observations de M. M. Rolland, Le Gorgeu, P. Strauss, l'art. est adopté.

Art. 37 nouveau. Après observations de M. M. François-Saint-Maur, Rolland, l'art. est adopté, après légères modifications.

Art. 38 nouveau, adopté, mais, sur obs. de M. Le Gorgeu, M. P. Strauss prévoit un règlement d'adm<sup>n</sup> publique.

Art. 39 nouveau. Sans observations.

Art. 40 nouveau. Le mot "innocuité" est supprimé après obs.<sup>ons</sup> de M. François-St. Maurice et de M. Chassaigne.

Art. adopté

Art. 42 nouveau. Obs.<sup>ons</sup> de M. M. François-St. Maurice. Ad<sup>opté</sup>

Art. 43 nouveau. Obs.<sup>ons</sup> de M. Mauger, de M. Duprey. Ad<sup>opté</sup>



Art. 44 nouveau, Obs<sup>ons</sup> de M. Neyret. Ad<sup>é</sup>  
Art. 45 nouveau. M. Millies-Lacroix proteste  
contre les charges que cet article peut faire  
supporter aux communes.

Art. 46 nouveau Adopté!

Art. 47 nouveau - 2°

Art. 48 nouveau - 2°

Art. 49 nouveau - 2°

Art. 50 nouveau - 2°

Art. 51 nouveau - 2°

Art. 52 nouveau - 2°

Art. 53 nouveau - 2° - ap. obs. de M. Millies-Lacroix

Art. 54 nouveau - 2°

Art. 55 nouveau - 2°

Art. 56 nouveau - 2°

Art. 57 nouveau - 2°

Art. 58 nouveau. M. Chassaing déclare  
cet article inapplicable. L'article est adopté!

Art. 59 nouveau. Observations de M. Chassaing, Millies-Lacroix, Rolland. M. P. Strauss explique que le législateur ne peut prendre parti pour aucun des systèmes d'assainissement de l'eau. M. Rolland déclare que la verduimisation donne toute satisfaction à la ville de Lyon.

M. Rolland demande que la commission annonce la discussion sur les accidents du travail à la prochaine séance.

M. Mauger dit qu'il a rapporté un projet partiel qui donnerait satisfaction aux intéressés.

M. Kéron et M. Choumoye ont déjà de-



mandé à être inscrits d'ordre des jours.

Levier levée à 18h.30.

RAH



MERCREDI 27 MARS 1935

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

a) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (Urgence déclarée (n°139-1935)).

b) Proposition de résolution de M. EDMOND CAVILLON et d'un très grand nombre de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à soumettre au plus tôt au Parlement un projet complet de réorganisation des assurances sociales en vue d'en simplifier le fonctionnement et d'en alléger les charges (n°144-1935).

II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à sauvegarder les droits des orphelins de guerre mineurs désirant bénéficier des avantages de la retraite mutualiste (n°218-1934) - (M. THOUMYRE, Rapporteur).

III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (n°15-1928). - (M. CHAUVÉAU, Rapporteur).

IV - Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles. (N°69-1934). (M. NEYRON, Rapporteur).

V - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. (n°477-1934). - (M. PAUL STRAUSS, Rapporteur).

VI - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 septembre 1919 relative aux stations hydrominérales, climatiques et de tourisme (stations uvaies) (N°31 - 1934). - (M. MAUGER, Rapporteur).

Présidence de M. Fernand Merlin  
Présents : M. Néron, Le Gorgeu, Merlin, Lavergne,  
Thoumyre, Chassaing, Raymond Martin, Chauveau, Paul  
Strauss, Portmann, Neyret



- I. 139/35 a) M. Pfeffer, rapporteur  
144/35 b) M. Chauveau, rapporteur.

IV 69/34 M. Néron donne lecture de son avis. L'avis est ~~adopté~~ contesté par M. Rolland et M. Lavergne. Il sera tiré à la machine et distribué. La commission en délibérera à nouveau.

Pensions. La commission est saisie à l'instant même  
343, 1935 d'un projet de loi urgent, qui vient d'être déposé sur le bureau du Sénat, et qui tend à la nomination d'une commission chargée de réviser <sup>des lois de,</sup> les pensions.  
M. Le Gorgeu est nommé rapporteur.  
Il est autorisé à déposer son rapport dès demain.

II. M. Choumyre ne fera pas de rapport, la proposition étant sans objet.  
218-1934

VI. M. Mauger donne lecture de son rapport, qui est adopté.  
31.1934

RM



SAMEDI 30 MARS 1935

à ONZE HEURES 30 ( II heures 30)

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR

- Projet de loi fixant l'organisation définitive des services de la caisse générale de garantie .

( à la demande de M. CHAUVEAU )

*Présidence de M. Fernand Merlin*

*Présents : M.M. Turbat, Chauveau, Dauthy, Duprey, Lavergne, Fougère,*

*Caisse Générale*

*de Garantie.*

*—  
393-1935*

*M. Chauveau expose que la chambre a voté le 28 mars un projet de loi fixant l'organisation définitive des services de la Caisse générale de garantie. Ce projet est urgent et doit être voté avant les vacances de Pâques.*

*M. Chauveau est nommé rapporteur. Il donne lecture du rapport qu'il a préparé. La commission lui donne carte blanche.*

*Vieux travailleurs*

*de 60 à 65 ans.*

*392-1935*

*M. Dauthy demande l'autorisation de présenter son rapport sur ce projet qui vient d'être voté en extrême par la Chambre. Il expose le financement de la réforme. M. Chauveau fait des objections.*



Dehors des  
assurances  
sociales.

La commission est saisie d'un projet  
du Ministre du Travail demandant le  
vote in extensis d'un projet accordant  
la pension de vieillesse aux assurés sociaux  
qui ne sont pas en règle avec la loi.

RH



AUJOURD'HUI SAMEDI 30 Mars

A SEIZE HEURES TRENTE

LOCAL DE LA COMMISSION

ORDRE DU JOUR :

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés accordant une allocation aux anciens travailleurs privés du bénéfice des assurances sociales et âgés de moins de 70 ans.

Désignation d'un rapporteur et examen éventuel du projet.

Exclus  
des A.S.  
392.1935

M. Fernand Merlin préside.

Présents : M. François-Saint-Maur, Chauveau, Danthuy, Néron, Millies-Lacroix, Lavergne, Raymond Martin, Gadand, Paul Strauss,

M. Danthuy est désigné comme rapporteur.

Il expose l'historique du projet, et en explique l'économie générale.

M. François-Saint-Maur demande si tous les A.S. vont toucher 360 francs.

M. Danthuy répond oui. M. Millies-Lacroix pense qu'il ne s'agit que de ceux qui avaient 60 ans au 1<sup>er</sup> juillet 1930.

M. Danthuy ajoute qu'il y a encore les "facultatifs" démunis de ressources.

M. François-Saint-Maur craint que le financement soit précaire, car il ne croit pas que l'intervalle entre la vente des timbres et leur utilisation soit constant. M. Millies-Lacroix est, lui, tranquille sur ce point. Il ajoute qu'il y a une autre



ressource, à ses yeux considérable, dont on ne fait pas état : ce sont les timbres perdus ou égarés.

M. François-Saint-Maur redoute l'hostilité de la commission des finances.

M. Millès-Lacroix demande des précisions sur le jeu du projet en ce qui touche les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes.

M. François-St-Maur et M. Millès-Lacroix insistent et M. Dauthy précise bien que les assurés qui ont fait effort de prévoyance ne bénéficieront que de la moitié de la rente qui leur serait acquise, pour pouvoir toucher la même bonification que ceux qui n'auront fait aucun effort.

M. Godard et les deux orateurs précédents s'étonnent que le gouvernement présente des projets si obscurs.

M. Chauveau observe que les timbres des assurances sociales étant destinés à disparaître, on ne peut se fonder sur le boni qu'ils laissent actuellement.

M. Millès-Lacroix trouve qu'on ne peut supprimer les timbres : on y est maintenant habitué et les comptes à chaque patron sont impraticables.

M. Dauthy insiste pour que la commission adopte le texte de la Chambre.

M. Godard proteste, car les intéressés étaient admis à verser pour arriver à passer le cap jusqu'à 70 ans. Il reconnaît cependant qu'il faut faire quelque chose. Cette opinion semble bien être celle de la majorité des membres présents.

De nouvelles objections étant présentées, on parle de faire venir le ministre du travail.



M. Danthy, prié d'aller s'entendre à  
cet effet avec le ministre, vient avec un  
rendez-vous pour lundi 17 heures 30.

Séance levée à 18 h. 30

R~~SS~~



115

LUNDI 1er AVRIL 1935  
A DIX DEPT HEURES 25  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi adopté par la Ch. des Députés complétant l'art. 9 de la loi du 31 mars 1919 sur la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service. (N° 372-1929) (Désignation d'un Rapporteur en remplacement de M. LANCIEN. (Projet réclamé par le Ministre de la Guerre). *Choumpe*
- 2 - Projet de loi adopté par la Ch. des Députés accordant une allocation aux anciens travailleurs privés du bénéfice des assurances sociales et âgés de moins de 70 ans. - M. DAUTHY Rapporteur. (n° 392-1935)  
- Audition de M. JACQUIER, Ministre du Travail.

Présidence de M. Fernand Merlin  
Présent: M. Chassaigne, Kuhlmann-Lacroix,  
François M. Maur, Dauthy, Duprey, Chaureau,  
Rd Martin, Lavergne, Mauger, C

I

M. Choumpe est désigné

II.

M. Jacquier, ministre du travail, est introduit.  
M. Laurent, Directeur au M.T., l'accompagne.  
Il expose que le projet est réclamé depuis  
1930, et qu'il a été promis par M. Doumergue.  
Ce projet n'est que justice : les intéressés ne peu-  
vent bénéficier ni des lois d'assistance ni des  
lois d'assurance

M. Chaureau dit que le § 3 de l'article 11  
de la loi des A. S. leur permettait d'en être  
bénéficiaires.

M. le ministre a prévu l'objection. Il y répon-  
dra plus loin.



Le projet accorde une rente de 360 francs aux "exclus" des A.S.

Comment l'a-t-on financé?

Les cotisations des A.S. sont centralisées au Fonds spécial de la vente des timbres, géré par la C.D. et. Consignations.

Un délai s'écoule entre la vente des timbres et le créditement des Caisses par le fonds spécial. Ainsi le fonds dispose d'environ 1 milliard, placé à court terme.

Le projet de loi dispose que 750 millions seront placés à long terme. Les caisses recevront l'intérêt à court terme, la différence servira à payer la rente des exclus.

L'opération durera de 25 à 30 millions par an. La dépense totale, pendant les 5 ans, sera de 250 à 300 millions. Elle ne sera donc couverte qu'en 10 ou 12 ans. L'avance nécessaire sera faite par le compte spécial <sup>du fonds</sup> de répartition et de solidarité, et si cela ne suffit pas au fonds lui-même de répartition et de solidarité.

La Chambre a quelque peu modifié. On a fait observer qu'il était injuste de laisser hors la loi certains mutualistes et les bénéficiaires des R.O.P. dont les pensions sont inférieures à 360 fr. Il s'agit de 25 ou 30 millions supplémentaires, ce qui retardera le remboursement d'un an seulement.

Le ministre appelle l'attention sur l'article 4 qui permettra de réduire le chômage, à concurrence de 300 millions. Ces sommes seront consacrées à des travaux



117

de réfection et d'entretien des routes où l'on emploiera exclusivement des chômeurs. Cela permettra d'accentuer la régression du chômage.

M. le ministre répond négativement à la question de savoir si la C. D. C. profite des intérêts des versements par tranches. Ces intérêts sont crédités aux caisses. Le volant d'un milliard comporte 800 millions de placements à ~~long~~ court terme et 200 millions de placements à long terme. Sur ce dernier point, les caisses ne toucheront plus que la valeur d'un placement à long terme.

Faut-il prévoir un déficit sur les assurances vieillesse en 1960 ? — A ce moment, le système de la capitalisation permettrait d'équilibrer les recettes et les dépenses. Equilibre du fonds de majoration et de solidarité ? Les idoineux ne sont pas d'accord. L'actuariat du travail estime qu'en 1963 les dépenses excéderont les recettes. Ceux de la C. D. estime qu'il n'y aura jamais de déficit. Les uns disent : en 1960, actif 0 ; les autres en 70, plusieurs dizaines de milliards.

Mais le projet des exclus ne modifie en rien l'équilibre du fonds de majoration et de solidarité, puisque l'avance qu'il exige sera remboursée dans 12 ans.

Fonds des timbres. Il sera toujours réparti, comme par le passé, entre les Caisses.

Il n'est pas nécessaire qu'elles touchent l'intérêt des prêts à long terme. M. Millies-Lacroix fait remarquer que la loi des A. S. attribue aux



Caissees "les revenus" du fonds des toubes, sans  
spécifier qu'il s'agit d'un intérêt à court  
terme. Mais le ministre dit que dans 12  
ans, elles toucheront plus qu'actuellement.

Si la Commission des finances <sup>et la Chambre</sup> n'a pas  
donné d'avis, c'est pour aller plus vite  
et pour parce que le projet n'atteint pas  
directement les finances de l'Etat.

Il ne semble pas que l'on ait à attendre  
de surprises en ce qui touche le nombre  
des bénéficiaires.

En réponse à l'objection présentée par M.  
Chaubert, M. le ministre dit que s'il avaient  
voulu se faire inscrire à l'assurance-vieillesse,  
les intéressés auraient eu 500 fr. de rente  
mais ils auraient versé 8% de leur salaire.  
Aussi bien peu l'ont fait.

Ils pourraient rentrer dans la catégorie  
des déchués par la faute de l'administra-  
tion pour immatriculation tardive, ou  
pour versements interrompus. Quant  
aux exclus, ils n'ont fait aucun versement,  
ou, ayant fait des versements incomplets,  
ne demanderont pas à être relevés de leur  
déchéance.

En résumé, le ministre demande que  
l'on comble la lacune entre l'assurance et  
l'assistance.

On a craint que les toubes étant suppri-  
més, la ressource disparaît. Mais les cotisa-  
tions ne seront jamais versées directement  
aux Caissees. Il faudra toujours un  
intermédiaire.



M. François-St. Maur demande si le délai de paiement ne peut être abrégé. M. le ministre répond que, de par la loi, le règlement n'est fait aux caisses qu'à la fin de chaque année.

Le Comité des Dépôts est-il d'accord? Le ministre ne connaît que son collègue des finances, qui a donné son adhésion en février 1934.

Le texte est obscur, a-t-on dit, en ce qui touche le cumul de la rente du R. O. P. et l'allocation. On aurait pu "plafonner" toutes ces rentes à 360 fr., mais alors cela aurait été injuste pour ceux qui se seraient constitués des rentes plus élevées par leurs propres versements. Au fond, l'obscurité n'est qu'apparente.

M. François St. Maur demande comment sera déterminé l'état de nécessité. La règle sera la même, dit le ministre, que pour l'assistance aux vieillards.

M. François St. Maur pensant qu'on aurait pu abaisser l'âge de l'assistance, le ministre répond que cela aurait coûté beaucoup plus cher.

M. Chauveau dit que l'expression "vieux travailleurs" est très vague. D'autre part, on va faire de l'assistance avec les fonds de l'assurance, et c'est regrettable. Les mutualistes n'ont aucun avantage sur les réfractaires. Les exclus, s'ils avaient fait leur devoir, n'auraient rien à demander à l'Etat. On leur donne la rente quand même. Ce n'est pas pour faciliter l'observation des obligations de la loi. En outre, rien ne dit que les timbres seront maintenus. Et on va mutualiser les assurances sociales. Une deviendra la base



du projet? L'argent qu'on trouve en allongeant la période des prêts, pourquoi l'enlever aux assurances pour le donner à l'assistance? Malgré toutes ces réserves, M. Chauveau votera la loi. Mais il déplore qu'on encourage l'indiscipline dans les obligations sociales.

Le ministre reconnaît que les exclus auraient pu être des assurés, mais il faut faire, dit-il, la part des flottements de la loi. On va relever certains assurés sociaux de leur déchéance, mais on va leur demander de couvrir leurs défaillances.

M. François-Saint-Maur voudrait connaître le nombre des participants. Tous les paysans de 65 ans vont se ruer là dessus. L'affaire ne coûtera rien à la Commune. Il y aura donc un grand nombre de demandes.

L'évaluation des services, dit le ministre, est de 300.000 parties prenantes. Les calculs sont partis des chiffres de l'assistance.

M. Chassaing voudrait avoir un chiffre minimum et un chiffre maximum. Mais on n'a que des moyennes.

M. Millies-Lacroix demande si le titulaire de l'allocation va être rayé du chômage.

M. le ministre répond négativement, mais en tout cas, il n'y aura pas de cumul.

M. Danthé demande s'il n'y a pas qu'un milliard de "volant" timbre. Le ministre répond qu'il s'agit d'un minimum, qui



121  
n'est que de très peu dépassé.

M. Dauthy, après M. Chauveau, pense que les fonds provenant des timbres appartiennent aux assurés, et le projet ne lui semble pas solide sur ce point. Mais, pour des raisons de sentiment, il votera le projet. Il voudrait que l'on ne touche pas aux rentes que les assujettis auraient pu se constituer.

Le ministre pense que cela ferait 30 millions de plus.

M. Dauthy demande ce qu'il adviendra des déçus. Le ministre répond qu'il déposera demain un projet sur le bureau du Sénat.

M. Rouger demande le vote du projet relatif aux R. O. P. ayant 15 ans de versements, mais moins de 55 ans d'âge.

Séance levée à 19 heures 10.

RH



MERCREDI 3 AVRIL 1935

A QUINZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1- Projet de loi sur les "déchus" des assurances sociales - Désignation du rapporteur et examen du projet.
- 2- Projet de loi relatif aux frais de gestion des caisses d'assurances sociales - M. CHAUVÉAU, Rapporteur.
- 3- Proposition de loi adoptée par la Ch. des Députés tendant à rendre non applicables aux communes pourvues d'une canalisation d'eau potable les titres Ier et II du décret du 23 prairial an XII relatif à l'aménagement des cimetières (N° 119 - 1934); ( M. TURBAT, Rapporteur pour avis.

Présidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : M. Veron, Duprey, Houmyre, Chauveau, Raymond Martin, P. Strauss, Le Jorger.

I                      En raison des vacances parlementaires, intervenues hier, la Commission surseoit.  
401 ?

II                      M. Chauveau, pour les mêmes raisons,  
5-1935 demande l'ajournement de l'examen de son rapport. Ainsi décidé.

III                      M. Turbat étant absent, l'affaire est  
119-1934 également renvoyée.

Luxeuil-Bains M. Rolland demande le rapport,  
408-1935. qui lui est attribué.

RAH



123

MERCREDI 29 MAI 1935  
A QUINZE HEURES  
SALLE LEON BOURGEOIS.

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de rapporteurs :
- a) Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le § 4 de l'art. 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, modifié par les lois des 29 janvier 1906, 25 novembre 1908 et 19 décembre 1921, relatif à la composition du Conseil supérieur d'hygiène publique de France; (N° 315, 1935);
  - b) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant des dispositions transitoires pour l'ouverture du droit aux pensions de vieillesse et d'invalidité prévues par la loi sur les assurances sociales. (N° 401, 1935).
- II - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les art. 29, § 5, et 68, § 6 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930 (frais de gestion). N° 5, 1935 (M. M. CHAUVEAU, Rapporteur).
- III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. (N° 477, 1934). (M. PAUL STRAUSS, Rapporteur).
- IV - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à rendre non applicables aux communes pourvues d'une canalisation d'eau potable, les titres Ier et II du décret du 23 prairial an XII, relatif à l'aménagement des cimetières (N° 119, 1934). (M. TURBAT, Rapporteur pour avis).

*Présidence de M. Fernand Merlin.  
Présents: M. Meyret, Buguin, Lavergne,  
Le Gorgeu, Chauveau, Paul Strauss, Banger,  
Loubat, Turbat, Portmann, Rolland, Chassaing,  
François-St. Haur, Dherbécourt, Grimbruster.*

*I. a) 31/35 M. Paul Strauss } ont désigné  
b) 401/35 M. Chauveau }*

*II. 5.1935 M. Chauveau donne lecture de son rapport.*



M. Le Gorgeu demande des éclaircissements sur le 2<sup>e</sup> paragraphe du texte proposé par M. Chauveau. Lue sont "les frais de fonctionnement des divers services et caisses?"

M. Chauveau répond que cela comprend tout l'ensemble des caisses et des services centraux.

M. Mauger redoute de stabiliser une situation grave. Il faut réduire les charges créées par des caisses infirmes, qui ne peuvent gérer économiquement. Le relèvement des frais de gestion serait consolider cette situation.

M. Chauveau est d'accord. Il y a un autre projet pour cela. Pour l'instant, il faut permettre aux caisses de payer leurs dettes. Le taux de 8% proposé n'est pas excessif. La gestion de certaines caisses mutuelles est souvent excellente. Elles sont d'ailleurs tenues par les obligations compliquées que la loi leur impose. C'est celle-ci qu'il faudra changer.

M. Mauger est d'accord. Il insiste pour la modification du système.

M. Chassaigne demande des explications sur le fonctionnement des caisses qui se suffisent à elles-mêmes.

Il y en avait 310 de répartition

46 de capitalisation.

M. Chassaigne demande si, de deux caisses ayant le même nombre de cotisants, l'une peut être en excédent, l'autre en déficit.

M. Chauveau répond affirmativement. Il y



ou une enquête à faire.

M. Paul Strauss dit qu'il y a urgence à déposer le projet.

M. Bauger estime qu'avec plus de 600 millions, on devrait administrer les A.S. sans déficit.

M. Chauveau insiste pour la mise aux voix. Il ne s'agit que de rendre légale une situation de fait.

M. Bauger ne s'oppose pas au dépôt du rapport. Il réserve son droit d'amendement.

M. Neyret dit que si la commission vote les amendements de M. Bauger, elle se déjugera.

M. Bauger demande qu le rapport soit soumis en éprouve à la commission.

M. P. Strauss demande l'approbation du rapport. Le rapport sera d'ailleurs soumis à la commission des finances.

M. Chassaing fait des réserves jusqu'au point où l'on pourra amender la loi et examiner le rapport dont a parlé M. Chauveau.

M. François-St. Maur déclare que tous les organismes qui font des A.S. réclament l'augmentation des frais de gestion.

M. Chassaing voudrait entendre des directeurs de caisses.

M. François-St. Maur dit que la situation en matière d'A.S. est fautive. Que fera-t-on demain si les pleins pouvoirs sont accordés. Mais peut-on attendre? Les organismes fonctionnent. Va-t-on les empêcher de vivre? Si vous ne leur donnez pas des frais suffisants, ils vont continuer à puiser dans la caisse.



M. P. Strauss dit que, quelle que soient les éventualités, c'est une nécessité inéluctable de donner aux organismes de gestion les moyens d'agir.

Le rapport, mis aux voix, est repoussé par cinq voix contre cinq.

M. Wauger dit qu'il n'a pas repoussé le rapport. Il en a demandé seulement l'impression en épreuve.

M. François-Saint-Haur reprend cette proposition.

M. Chaudeau offre de rendre son rapport (Protestations).

La proposition de M. François-Saint-Haur est adoptée.

III

~~31-1934~~  
477, 1934

M. Paul Strauss expose qu'il a déposé sur la revision de la loi Roussel un rapport où il prévoyait le carnet de croissances. Or, M. Le Gorgeu a formulé celle d'un carnet de santé. M. P. Strauss a joint les deux textes dans un nouvel article 26.

M. Portmann demande si le médecin qui va visiter l'enfant va mettre sur le carnet de santé des diagnostics.

M. P. Strauss répond négativement.

M. Portmann repart alors que le carnet sera plus nuisible qu'utile.

M. Le Gorgeu observe que le carnet reste secret.

M. Rolland dit qu'à Lyon on met les diagnostics. Le carnet reste secret pendant toute la vieillesse. L'article 26 est adopté.



12x

M. François-St Maur demande ce qu'il en sera si c'est le médecin de la famille qui examine l'enfant.

M. P. Strauss répond que c'est la famille.

Il déplore que la discussion du projet soit si longue. Il y aura avis de plusieurs autres commissions. Il sera sans doute nécessaire de déposer un rapport supplémentaire. Le projet est déjà depuis treize ans sur le chantier. A l'étranger, on considère comme un scandale qu'on n'ait pas revu la loi de 1902.

Les derniers articles devant surtout être revus par la commission des finances. Dans ces conditions, M. P. Strauss demande l'autorisation de déposer son rapport. (adopté)

119-34.

M. Eurbat propose de donner un avis favorable.

M. P. Strauss appuie cette proposition.

La commission approuve et autorise M. Eurbat à déposer son avis.

M. Chassaing trouve le texte inapplicable, car il n'est pas toujours possible de mettre les canalisations au-dessus du cimetière.

M. Eurbat répond qu'il s'agit du texte de la Chambre, mais que la commission d'adm<sup>n</sup> générale a supprimé le texte que vise M. Chassaing.

Séance levée à 16<sup>h</sup> 45.

RH +



MERCREDI 5 JUIN 1935

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

- a) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois subséquentes. (N°422-1935);
- b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter l'article 64 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par des lois subséquentes. (n°424-1935).

Présidence de M. Fernand Berlin  
Présents : M. M. Burlat, Buguin, Rolland,  
Le Gorgeu, Manger

- a) La commission désigne M. Chaudeau
- b.) — D —

La séance est levée à 16 heures 1/2.



129  
MERCREDI 19 JUIN 1935

à SEIZE HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à imposer l'obligation du tout à l'égout (n°8-1935) M. NEYRET, Rapporteur.
- II - Projet de communication à M. le Ministre du Travail, relative aux assurances sociales. (M. FRANCOIS SAINT-MAUR).

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. M. Danthuy, Veron, Laverque, Duquoin, Neyret, Evén, J. Wolff, Reynaldy, Loubat Rolland, Mauger, Millies-Lacroix, Dherbecourt, Ambroster, Raymond, Martign, François St. Maurice, Chauveau, Rège, Gadaud.  
M. Neyret donne lecture de son rapport.

I  
8.1935

M. Paul Strauss insiste sur la nécessité de l'épuration des eaux d'égouts. M. Neyret lui donne satisfaction par la lecture du texte.

M. Mauger signale qu'on a fait dans de petites localités des adductions d'eau sans s'occuper de l'écoulement de ces eaux une fois usées. Il faudrait donc obliger ces communes à créer des réseaux d'égouts.

M. Duquoin répond qu'on n'a pas toujours la pente nécessaire.

M. Neyret répond qu'il ne s'agit que d'armer les maires contre des propriétaires de mauvaise volonté.

M. Reynaldy expose le cas d'une ville qui réclame une subvention pour création d'égouts. On lui



refusera la subvention d'Etat parce que l'opération ne sera pas organisée. Il faudrait rendre obligatoire la suppression d'Etat.

M. Neyret n'est pas de cet avis: il faut éviter toute nuisance pour les populations riveraines.

M. Bœn dit que ce n'est pas la question discutée.

M. Rolland appuie M. Raynaldy.

M. Millies-Lacroix observe que les projets d'égouts sont soumis à une commission souveraine. Mais la question ne se rapporte pas au projet en discussion.

Celui-ci constitue un très ennuyeux cadeau pour le maire. Il faudrait mieux exiger formellement le tout-à-l'égout dans un délai déterminé.

M. Paul Strauss distingue deux étapes. Lorsque les communes <sup>demande</sup> une subvention, l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique est exigé. Celui-ci ne va pas jusqu'au fond du problème. Pourquoi ne pas donner au Préfet le soin d'apprécier si, dans une commune déterminée, le tout-à-l'égout doit fonctionner?

M. Neyret reconnaît que les maires auront certains ennuis. Mais l'obligation intégrale, aveugle, lui paraît dangereuse. Il admettrait que l'obligation puisse être imposée par le Préfet. M. P. Strauss voudrait que l'on prit l'avis du conseil municipal.

G. Laverque signale que les eaux souviennent des



avant l'égout être mises en état de non-nuisance.

M. Raynaldy pense que cela aggravera la situation des communes. Il suffirait d'évacuer au loin les eaux usées, épurées ou non.

M. Heyret estime que ce n'est pas le rôle de la commission d'hygiène.

M. Raynaldy n'insiste pas.

M. Heyret demande que l'on mette aux voix l'obligation intégrale.

L'obligation intégrale est repoussée.

Mais M. Rolland répond que les maires dans les villes où il y a le tout à l'égout, peuvent imposer le raccordement au propriétaire.

M. Billès-Lacroix estime qu'il y a confusion. Il essaie d'expliquer la position de la question. Mais M. Heyret proteste contre son explication. Il propose de laisser la faculté aux maires d'imposer le tout à l'égout.

M. Paul Strauss considère que c'est après avis du conseil municipal que le Préfet doit décider ou non l'obligation pour les propriétaires.

M. Heyret dit qu'aujourd'hui le maire qui veut imposer le tout à l'égout dans les immeubles construits ne peut le faire. Le texte leur permet de l'imposer.

M. Rolland dit que le maire peut imposer la taxe au propriétaire récalcitrant.

M. Evén demande formellement que dans les villes où existe le tout à l'égout, les



propriétaires sont obligés, sous réserve  
d'un délai, de se braver sur l'égout.

M. François-St. Maur se déclare  
partisan de la faculté.

M. Bauger désire l'obligation.

La proposition Eren (obligation) est  
adoptée.

L'article 4 tombe ainsi que tout ce  
qui concerne la faculté laissée aux  
maires.

Le reste du projet est adopté. Le rapport  
également.

## Accord d'assistance aux chômeurs

Franco-suisse.

M. Neyret a demandé des ren-  
seignements au ministre de travail  
sur le nombre des bénéficiaires des deux  
côtés de la frontière. Il donne lecture  
d'une lettre de la Ligue des Droits de  
l'Homme qui demande le vote de  
la loi.

La commission maintient sa décision  
d'attendre les renseignements chiffrés  
par le ministre du travail, à qui ces  
renseignements seront demandés de nouveau.

II

## Assurances sociales.

La matière, dit M. François-Saint-Maur,  
devrait réglementaire et non législa-  
tive. Le gouvernement va procéder par  
décrets. La commission ne pourrait. et  
auparavant, lui communiquer ses sug-  
gestions.



M. François-Saint-Maur donne lecture d'une motion où il défend l'autonomie des caisses. Si on enlève la liberté de placement aux caisses privées, celles-ci n'ont plus rien à faire.

D'autre part, si l'on doit porter atteinte au principe de la capitalisation intégrale, la part réservée à la capitalisation doit être suffisante pour figurer à un livret individuel donnant toutes garanties.

M. Chauveau a préparé une sorte de projet de réforme, mais la commission n'a plus le temps de s'en occuper.

Il voudrait que les cotisations soient versées directement à la caisse d'assurances.

Il voudrait une caisse départementale unique, assurant directement la vieillesse et l'invalidité, les mutuelles assurant la maladie et la maternité.

Abaissement du chiffre limite du salaire. L'assuré social devrait être le travailleur économiquement faible. Un Travailleur gagnant 2500 fr. peut se suffire à lui-même. Réduction du taux de prélèvement. Révision des règles du placement. Révision de la contribution de l'Etat.

Si la commission doit encore se réunir, M. Chauveau est à sa disposition.

M. le président demande à M. Chauveau d'établir un texte.

M. François-Saint-Maur dit que sa propre proposition est minime; celle de M. Chauveau



est gratuite. M. François Saint-Maur est prêt à ne pas insister; il se reconnaît dans l'impossibilité de statuer sur celle de M. Chauveau.

M. Billières-Lacroix pense qu'on peut faire des économies aussi sur les caisses de maladie. La médecine au compte des caisses primaires coûte plus cher qu'au compte des particuliers. Il faut orienter le gouvernement de ce côté.

M. Ambruster déclare que les cas soulignés par son collègue ne peuvent être considérés comme généralisés. Au contraire, beaucoup de médecins se contentent du tarif de responsabilité de la caisse, 9 fr. 75 ou 10 fr. Il demande à M. Billières-Lacroix de faire une proposition ferme.

M. Billières-Lacroix a écrit au président du syndicat gouvernemental. Celui-ci a refusé toute accommodation.

M. Chauveau répond que c'est parce que l'on a fait entrer dans la loi des gens qui gagnent 18000 ou 25000 fr. par an.

M. François-St. Maur n'insiste pas.

M. Billières-Lacroix le regrette.

M. Rolland également.

M. François-St. Maur donne une nouvelle lecture de son texte. Ce texte défend l'existence et l'autonomie des caisses et il veut qu'une partie de la capitalisation soit maintenue.



Ce texte est adopté et sera transmis au ministre du Travail.

Médecins étrangers.

Groupe parlementaire médical.

M. Armbuster expose que ce groupe s'est réuni. Il a adopté 4 amendements à la proposition Armbuster sur les médecins étrangers.

Un amendement vise les médecins alsaciens et lorrains ; un autre les clauses de réciprocité ; une clause relative aux médecins de la Sarre (il y en a quatre) qui ont demandé leur naturalisation avant le plébiscite ; le dernier vise le diplôme d'université français (mention médecine.) Une modification a été apportée également à l'article 6, qui vise le service militaire ou les délais compensateurs.

M. François. Saint. Maurice remarque que la loi de 1934 exigeait 10 ans de naturalisation pour être fonctionnaire, inscrit à un barreau, ou titulaire d'un offic ministériel. Pourquoi faire un meilleur sort aux médecins ?

M. Armbuster répond qu'on ne peut leur interdire d'exercer ~~d'après~~ pendant dix ans. M. Chauveau dit : "Que fera-t-il ? Il ne peut faire autre chose."

Les amendements seront soutenus par M. Gadaud. La commission les adopte.

RAH

Séance levée à 17 heures 50.



Jeudi  
Vendredi 20 juin 1935

Exercice  
de la  
médecine  
71-35  
et

La commission s'est réunie impromptu  
à l'issue de la séance publique pour  
examiner la situation causée par la  
transmission de la proposition de loi 504-1935/  
sur <sup>l'exercice de la médecine</sup> ~~la santé publique~~ et le renvoi de la  
discussion sur la proposition 71-1935 sur  
le même objet.

504-35

M. de Gorgien a été désigné comme  
rapporteur du n° 504-1935. Il a donné  
connaissance des grandes lignes du rapport  
qu'il déposera sans retard. Ses déclarations  
ont été approuvées.



137

MERCREDI 26 JUIN 1935  
à SEIZE HEURES ET DEMIE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de rapporteurs :
- a) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant l'article 9 de la loi du 31 mars 1919, sur la législation des pensions des Armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (n°372-1929). - En remplacement de M. LANCIEN.
  - b) Proposition de résolution de M.M. FAUGERE et Marcel MICHEL relative aux cures hydrominérales, thermales ou climatiques des assurés sociaux (n°489-1935).
  - c) ~~Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire (n°504-1935).~~

Présidence de M. Mauger puis de M. Rolland,  
puis de M. Ed. Merlin.

Présents : M. Le Gorgeu, François St Maur,  
Biquin, Lavergne, Chauveau, Paul Strauss.  
Gadaud, J. Wolff, Armbuster, Milhès Lacroix.

Déchus. Encl. M. Chauveau demande à être déchargé  
traciers du 401-1935.

La commission prie son président de demander  
à la C<sup>o</sup> des finances de déposer son avis sur le  
920-1935.

I a) M. Mauger est désigné,  
b) M. Gadaud est désigné,  
401/35 M. Mauger est désigné en remplacement de M. Chauveau  
392/35 M. Rolland voudrait que ce projet fut voté ; la  
C<sup>o</sup> des finances serait favorable. On fait rechercher  
M. Daubry, rapporteur.



401/35  
Déclins  
des Ass. Soc.

M. Mauger expose le projet et propose  
le vote du texte de la chambre.

M. François. St. Maure fait toutes réserves.  
Il trouve que "ce serait très facile", dans ces condi-  
tions, d'obtenir une pension.

M. Arribuster dit que le gouvernement  
pourra procéder par décrets, lois.

On vote par article. L'article 1<sup>er</sup> est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

L'ensemble, M. François. St. Maure s'abs-  
tient, car il n'a pas eu de renseignements sur  
la répercussion financière.

L'ensemble est adopté. M. Mauger est  
autorisé à déposer son rapport.

M. François. St. Maure proteste contre le fait  
que la question n'est pas à l'ordre du jour.

La séance est levée à 18 heures.

184

Formation du 4 février 1936.

HYGIÈNE, ASSISTANCE, ASSURANCE  
ET PRÉVOYANCE SOCIALES

MM. Bouilly, Brom.  
Chassaing, Chauveau.  
Daraighe, Dauthy, Dormann, Dudouyt.  
Even.  
Faugère, François-Saint-Maur.  
Gadaud, Justin Godart, Louis Gros.  
Lavergne, Le Gorgeu, Le Pelletier, Lissar,  
Loubat.  
Maroselli, Raymond Martin, Mauger, Fer-  
nand Merlin, Eugène Millies-Lacroix, Mi-  
reaux, Mirouel.  
Edouard Néron, Neyret.  
Ostermann.  
Rolland, des Rotours.  
Henri Sellier, Sireyjol.  
Turbat.  
Urban.  
Jules Wolff.



# Séance du 5 Février 1936.

## Ordre du jour Nomination du Bureau.

La commission se réunit à 17 heures, sous la présidence de M. Lavergne, Doyen d'âge.

Présent : M. M. Bouilly, Brom, Chassaing, Chauveau, Dauthy, Even, Dormann, Louis Gros, Le Gorgeu, Le Pelletier, Lissar, Loubat, Maroselli, Raymond Martin, Fernand Merlin, Mironel, Edouard Néron, Neyret, Rolland, Henri Sellier, Sireyfol, Turbat, Urban.

La commission renouvelle les pouvoirs de son bureau, malgré la résistance de M. Dauthy et de M. Even, qui, devant l'insistance de leurs collègues, consentent à rester au bureau.

Le bureau reste donc ainsi composé :

Président : M. Fernand Merlin ;  
Vice-Présidents : M. M. Dauthy et Rolland,  
Secrétaires : M. M. Manger et Even.

La séance est levée à dix sept heures trente, après les remerciements de M. Fernand Merlin.

RMD



MERCREDI 12 FEVRIER 1936  
à 16 HEURES 30  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I) Proposition de loi de MM. DARAIGNEZ, Victor LOURTIES et E. MILLIES-LACROIX, tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 août 1930 et du 28 Juillet 1931. ( 375-1933) (M. CHAUVEAU, rapporteur)-  
Demande de question préalable, la proposition étant devenue sans objet.
- II - Désignation de rapporteurs :
- a) Proposition de loi de M. THOUMYRE, tendant à atténuer les effets du décret-loi du 16 Juillet 1935, en ce qui concerne les loyers des Habitations à bon marché. (n°686-1935)
- b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger le délai pendant lequel les anciens militaires et marins réformés n°1 d'avant-guerre et leurs ayants cause pourront réclamer le bénéfice de l'article 1er de la loi du 22 juin 1927. (n°12-1936).
- c) Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 20 décembre 1911 sur l'Assurance des employés, maintenue en vigueur dans les Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. (N°40.1936).
- III- Remplacement de rapporteurs ne faisant plus partie de la Commission :
- a) (pour avis) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions de la législation sur les Habitations à bon marché (art. 4 5 et 6). - Le rapport de M. GARDEY et l'avis de M. P. STRAUSS ont été déposés) - (n°478-1934)
- b) Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique (en remplacement de M. Paul STRAUSS). - (N°477-1934)
- IV- Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les formalités pour l'installation des sanatoria publics, assimilés ou agréés et pour le contrôle sanitaire des sanatoria clandestins. (N°228-1932) (M. GADAUD, Rapporteur).

Séance ouverte à 16 heures 30.

Présidence de M. Dauthey, v.-p., puis de M. Fernand Merlin.

Présents : M. M. Héron, Meyret, Brion, Dormann, Le Pelletier, Even, Gros, J. Urban, Dauthey, de Rotours, J. Godart, A. Lissac, Fraumet-Saint-Maur, Le Gorgeu, Sellier, Marselli, Raymond Martin, Eurbat, Rolland



375-1933. Question préalable décidée. —

686-1935. M. Dormann est désigné.

12-1936. M. Manger est désigné.

40-1936. M. Brom est désigné.

478-1934 M. Dormann est désigné.

477. 1934. M. Justin Godart est désigné.

{ 681-1934 } Accords France et Suisse  
{ 683-1934 }

M. Neyret demande la parole. Il donne connaissance des renseignements fournis par le ministre du Travail. Ces renseignements s'arrêtent à 1931.

M. François. M. Maur voudrait que le ministre des Affaires Etrangères insistât pour l'adoption.

M. Gros déclare qu'en représentant le bénéfice des lois sociales aux étrangers, on donne une prime à la main d'œuvre étrangère.

M. Neyret répond que le patron d'un étranger verse tout de même la prime.

M. Justin Godart défend les projets, élaborés par la Conférence du Travail.

M. des Rotours pense que puisqu'on a des étrangers, il est logique de les faire bénéficier du régime.

M. J. Godart répond qu'ils en bénéficient.



Sauf pour la retraite s'ils retournent chez eux. Il faudrait voir le texte de l'arrangement.

M. Neiret consent à passer outre ~~et~~ au manque de renseignements du ministère et à déposer un rapport.

Sanatoria  
210-1932. M. Gadaut explique que s'il reprend ce rapport devant la Commission, c'est en raison de la nomination de plusieurs nouveaux membres.

Il expose que la création de sanatoria clandestins a entraîné de nombreuses protestations (Conseil municipal de Pissy, etc.).

M. M. Borrel et Jacquier, auteurs de la proposition, sont frappés de fait que des <sup>compagnies</sup> ~~maisons~~ de régimes pour la culture de la santé ne peuvent être autorisées à bâtir des sanatoria et à amener des malades.

M. Gadaut donne lecture des articles et rappelle les décisions précédentes de la Commission. (distinction à faire entre le sanatorium et l'établissement insalubre et inconnu, liberté de circulation des malades, autorisation préalable,)

En ce qui touche les hôtels, M. Gadaut pense que, dans les villes de traitement des tuberculeux, une personne ne pourra séjourner longtemps dans un hôtel sans un certificat de non-tuberculose.

Peut-être serait-ce plutôt affaire de



décret plutôt que de loi.

La proposition exclut d'ailleurs la création de sanatoria dans les stations hydrominérales, climatiques ou touristiques. Ceci est peut-être trop général. Il faudrait distinguer stations climatiques de cure et stations climatiques de villégiature.

M. Gadard propose en conséquence des articles nouveaux dont il donne lecture.

M. François-Saint-Maur propose une modification de détail.

M. Justin Godart appuie l'exigence du certificat de non-tuberculose.

M. Evén demande s'il y a suffisamment de lits dans les sanatoria en France.

M. Dormann expose qu'à Sanceulles des hôtels se sont installés. Comment appliquera-t-on la loi à ces établissements existants. Ils ne peuvent demander l'agrément, car ils n'ont pas de domaine immobilier.

M. Le Gorgeu remarque, à chaque voyage dans la région, que de nouveaux hôtels se créent. Il faut faire quelque chose.

M. François-Saint-Maur le reconnaît. Mais il regrette qu'on soit obligé d'isoler le malade de sa famille.

M. Dormann dit que ce sont les médecins qui envoient dans les hôtels plutôt que dans les sanatoria.

M. Heyret voudrait, comme M. François-Saint-Maur, quelque souplesse dans la réglementation. Et comment le médecin, dans certains cas, pourra-t-il établir le certificat que tel



visiteur venu pour deux mois est ou non contagieux : il peut ne pas l'être, l'avoir été et le redevenir.

M. Godard observe que le règlement sanitaire C n'est pas applicable à la tuberculose. Mais il se produit des situations abominables : une chambre où est mort un tuberculeux est occupée quelques jours après par une jeune fille en bonne santé.

M. Justin Godart dit que l'on fait une loi pour les bien-portants. Il dit qu'on a assassiné la région d'Hauteville (Ain) avec les sanatoria clandestins.

M. Even n'est pas satisfait du certificat. L'on exige la déclaration obligatoire de la tuberculose dans ces régions et le contrôle des hôtels.

M. François St. Maur ne veut pas interdire les régions de cure à ceux qui ne sont pas dans un sanatorium.

M. Godard se range à l'avis de M. Even.

M. Rolland demande la déclaration obligatoire partout.

M. Le Gorgeu dit qu'alors on aura l'hostilité de tout le corps médical.

M. Sellier accepte le texte tel qu'il lui est soumis, parce qu'il est spécial. Il y a d'abord un problème d'urbanisme, d'aménagement. Il faut spécialiser les centres de cure. Il faut que Passy reste à Passy et Megève à Megève.

Un malade, pratiquement, n'ira pas



à Nègre, on le traitera comme un pestiféré. Dans les régions de cure, il faut exiger des établissements hôteliers des garanties d'installation.

Il est favorable à la déclaration, mais le problème se pose l'objet de la proposition.

M. Le Gorgeu insiste sur le fait qu'elle serait locale.

M. Evén fait de nouvelles réserves sur le certificat médical exigible des séjournants.

M. Rolland pense que la déclaration obligatoire de la tuberculose sera souvent inapplicable. Un passant ne consultera peut-être pas de médecin local.

M. Gadard demande l'autorisation de déposer son rapport, même en blanc.  
(accordé.)

RM

Séance levée à 18 heures.



MERCREDI 19 FEVRIER 1936  
à SEIZE HEURES ET DEMIE  
LOCAL DU 6ème BUREAU

ORDRE DU JOUR :

I - Attribution de rapports:

a) Proposition de loi portant modification de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (n°8-1924). - en remplacement de M. Paul STRAUSS.

b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'extension de la loi du 13 Juillet 1930, relative au contrat d'assurance aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N°603-1932) - en remplacement de M. PFLEGER.

c) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés concernant l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite et notamment de celles visant les tuberculeux. (n°671-1933) (en remplacement de M. PFLEGER).

d) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du Code des Assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, relatives à l'assurance-accidents. (n°38-1935) - (en remplacement de M. PFLEGER).

e) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre, portant modification de certaines dispositions du Code des Assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n°139-1935) (en remplacement de M. PFLEGER).

II - Présentation et discussion du rapport de M. BROM sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés, maintenue en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, et modifiée par les décrets des 29 mars 1922, et 8 juillet 1925 et par les lois des 3 août 1927, 30 décembre 1930 et 6 octobre 1933. - (n°40-1936). -

*Séance présidée par M. Fd. Merlin*

*Présents: M. M. Gros, Sellier, Even, Rolland, Meron,  
Brom, Chassaign, Urban, Meyret, Rd Martin,  
Chauveau, Lapergue, Le Gorgeu, Danthuy.  
Marzelli, J. Wolff, Lissar.*



8-1924.

M. Even est d'avis de proposer la question préalable.

M. Dauthy expose qu'il faudrait savoir qui, des médecins ou des juges, proposera l'interdiction.

M. Even propose de nouveau la question préalable.

M. Le Gorgeu trouve que cette solution serait désagréable pour M. Paul Strauss.

M. Sellier ajoute que les "services ouverts" vient d'être fermés par le Préfet de la Seine.

La commission décide de maintenir le statu quo.

603-1932 { Les autres projets sont demandés par M.  
671-1933 { Brom. (Adopté.)  
38-1935 {  
139-1935 {

40-1936

M. Brom donne lecture de son rapport.

M. Even demande si les propositions sont en concordance avec le régime interne français.

M. Brom répond qu'un décret-loi autorise le gouvernement à faire la coordination des deux systèmes. Il explique la divergence actuelle entre les deux régimes, en ce qui touche les veuves.

M. Dauthy demande si la proposition est renvoyée à la commission des finances.

Réponse négative.

Le rapport est adopté.



920-31.

M. Chassagnon demande que le rapporteur fasse une démarche auprès du ministre pour obtenir le vote de la Chambre.

612-34

Composition des commissions d'assistance.  
Rapporteur Jovellet. M. Rolland, rapporteur, demande qu'on déclare la question préalable. (Accordé.)

491-1930

M. Evén fait la même demande pour la proposition de résolution demandant la création d'une direction générale au ministère de la Santé publique. (Accordé.)

RH



149  
MERCREDI 26 FEVRIER 1936

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à sauvegarder les droits des orphelins de guerre mineurs désirant bénéficier des avantages de la retraite mutualiste (N° 218-1934) - M. N..... Rapporteur.  
- Proposition de la question préalable.
- II - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à modifier le § 4 de l'art. 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, modifié par les lois des 29 janvier 1906, 25 novembre 1908 et 19 décembre 1921, relatif à la composition du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ; (N° 315, 1935).  
- Désignation d'un Rapporteur en remplacement de M. Paul STRAUSS.
- III- Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles. (N° 69 - 1934).  
- M. NERON , Rapporteur.  
Discussion de l'avis de M. NERON.
- IV - Projet de loi adopté par la Ch. des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre portant modifications de certaines dispositions du Code des Assurances sociales en vigueur dans les Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 139 - 1935). - Discussion du rapport de M. BROM.
- V - Proposition de loi adoptée par la Ch. des Députés concernant l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite et notamment de celles visant les tuberculeux (N° 671 - 1933) - Discussion du rapport de M. BROM.

Présidence de M.

Présents:

M. Le Gorgeu, Lavergne, Les Rotours, Bouilly,  
Brom, Rolland, Sellier, Danthy, Rd Martin,  
Urban, Gros, Mireaux, Dormann.



Réformés n° 1      Le ministre des pensions, en raison  
d'avant-guerre, de l'urgence, demande la nomina-  
12-1936 tion d'un autre rapporteur que M. Mauger,  
actuellement malade et absent de Paris.  
M. Dauthy est désigné.

n° 218-34      La question préalable sera demandée.

n° 315-35      M. J. Godart est désigné.

n° 69-34      En raison de l'absence de M. Néron, retenu  
au groupe forestier, la discussion est renvoyée.

n° 139-35      M. Brom donne lecture de son rapport.  
Le rapport est adopté.

n° 671-33.      M. Brom donne lecture de son rapport.  
M. Raymond Martin s'élève sur ce que le  
traitement des tuberculeux indigents  
soit en Alsace et en Lorraine entièrement  
à la charge des communes. M. Brom  
répond que le projet reformera ce régime.

Admis.      M. Le Gorgeu demande le rapport.  
(Adopté.)

Séance levée à 17 H 10. Rth



151  
MERCREDI 4 MARS 1936

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1/ Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles. (N° 69-1934). - M. NERON, Rapporteur.  
- Discussion de l'avis de M. NERON.
- 2/ Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à étendre le bénéfice de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1935 aux chirurgiens dentistes sarrois naturalisés français ou ayant fait une demande de naturalisation avant le 1er mars 1935. (N° 104-1936).  
- Désignation d'un rapporteur.
- 3/ Correspondance.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. M. Gros, Brem, Sadard, Rolland, Lavergne, Chauveau, Dormann, Le Jorger, Daubigny, des Rotours, Mirouel, Néron, Lissar, Millies-Lacroix, Urban.

Correspondance. Le secrétaire donne connaissance d'une lettre de M. Ducloux, rapporteur, relative à une proposition relative à l'assurance accidents du personnel des hôpitaux dans les départements recouverts.

544-1932

Accidents-  
Personnel  
hospitalier  
Département  
recouverts

Il est exposé que cette proposition est connexe à une proposition du même genre, concernant l'ensemble du territoire français, qui a été l'objet d'un appuiement en séance publique.

M. Chauveau rappelle que la commission d'hygiène a fait sans succès toute la pression possible.

Après intervention de M. Gros, il est entendu que M. Chauveau fera une nouvelle démarche auprès du rapporteur de la commission des finances.

M. Rolland signale que M. Bouilly est saisi de demandes réclamant le vote de cette proposition.

316-1931  
Vétérinaires civils  
de la guerre.  
Départements  
recouverts.



M. Brom déclare que M. Hauger, rapporteur, lui a écrit qu'il ne pourrait déposer son rapport avant la fin de la session. Il demande la nomination d'un nouveau rapporteur.

M. des Rotours est désigné.

Sanatoria  
clandestins  
210-32.

M. Gadard signale qu'il s'est mis en rapport avec le Comité national de défense contre la tuberculose, dont le président est M. Honorat, sénateur. Ce comité désire être entendu. Rendez-vous sera pris, si possible à huitaine.

Assurance  
obligatoire;  
automobiles  
69-34

M. Néron expose que depuis la rédaction du projet d'avis qu'il a fait adresser à ses collègues, un décret-loi est intervenu pour améliorer le contrôle des sociétés d'assurances. Il a en conséquence modifié son avis; il est hostile à l'obligation.

M. Lavergne est partisan de l'assurance obligatoire.

M. Dormann également. Il cite des cas où des transporteurs publics, avant le dernier décret, n'étaient pas assurés.

M. Millies-Lacroix est hostile à l'obligation. D'autre part, il propose d'assurer les recettes de la Caisse de garantie non par un timbre mobile, mais par un pourcentage sur les primes d'assurances.

M. Le Gorgeu se range aux conclusions de M. Néron. Il se déclare partisan du timbre.

M. Dormann craindrait que le pourcentage ne fasse comme en matière de surtaxes pour les C<sup>ies</sup> de sapeurs-pompiers, dont l'Etat conserve



la plus grande part.

M. Millies-Lacroix répond qu'il suffirait d'obliger les Cies d'assurances à verser le produit de cette surtaxe directement à la Caisse de garantie.

M. Rolland demande si la Caisse de garantie donnera effectivement toutes garanties aux victimes d'accidents. Réponse affirmative de M. Néron.

M. Des Rotours craint qu'un timbre de 5 frs. soit insuffisant.

M. Le Jorger répond que cela donnera 10 millions alors qu'il en faut 5. Les frais n'atteindront pas 5 millions.

La Commission, à la majorité, conclut à l'assurance obligatoire.

M. Néron rédigera son avis dans ce sens.

Deputés  
sarrois  
104-1936

M. Le Jorger est nommé rapporteur.

Correspondance. Lettre du groupement départemental de la Loire des fabricants de l'art médical et chirurgical, — Le groupement réclame un statut national pour sa corporation. — La commission passe à l'ordre du jour.

M. Léon Joly réclame une audience pour exposer les bienfaits de la méthode de Friedmann dans le traitement de la tuberculose. — La commission décide qu'elle n'a pas compétence pour juger une thérapeutique.

RAH



MERCREDI 11 MARS 1936

EXCEPTIONNELLEMENT A QUINZE HEURES CINQUANTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de Rapporteurs :

- a) Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire la vaccination antidiphthérique (N° 107 - 1936).
- b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés relative à l'expropriation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, (N° 124 - 1936).

- 2 - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés concernant les formalités pour l'installation des sanatoria publics, assimilés ou agréés, et pour le contrôle sanitaire des sanatoria clandestins (N° 210-1932) - M. GADAUD, Rapporteur.

Audition d'une délégation du Comité National de Défense contre la tuberculose :

M. HONNORAT, Sénateur, Président ;  
M. le Professeur F. BEZANÇON ;  
MM. les Drs RIST et GUINARD.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : MM. Sellier, Rolland, Le Gorgeu,

Justin Godart, Le Pelletier, Even, Gadaud,

Mirouël, des Rotours, Urban, Brom, Nireaux, Gros, Marselli, Lissar, Louvergne,  
Ragnière, Martin, Chassaing, Dauthy, Clauveau, Ostermann.

I a) 107.36 M. Rolland est désigné.

b) 124.36 M. Le Gorgeu est désigné.

Conseil  
supérieur  
d'hygiène  
publique  
de France  
315-1935

M. J. Godart demande à la C<sup>on</sup> d'adopter son rapport sur la Composition du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. (adopté.)

II Sanatoria. M. Gadaud expose les raisons de la venue de la délégation, (voir sa composition à l'ordre du jour.)  
210.32 M. Honnorat expose que le texte dont est saisie la commission aboutirait à des



Conséquences regrettables, mais il soulève la question d'une réglementation nécessaire dans les stations de cure.

Le Comité national a cru devoir proposer lui-même un texte en quatre articles qu'il soumettra à la Commission.

M. le Professeur Bezançon estime nécessaire d'assurer un règlement dans les stations de cure. Un sanatorium bien tenu ne fait courir aucun risque à l'entourage. Ce n'est pas un danger, c'est une protection. C'est l'opinion déjà ancienne du corps médical.

Le problème est complexe, parce qu'il y a des intérêts différents. Certaines municipalités veulent être à la fois station de cure et station de tourisme. Il est impossible de faire des zones.

Il faut arriver à la spécialisation des stations, surtout pour le bien des malades, qui ne doivent pas avoir des tentations de nature à troubler leur repos. La spécialisation se fait d'elle-même. Leysin en Suisse, Hauteville en France. En France, Passy-sur-Seine devrait tendre à être station de cure, Megeve de Tourisme. Mais cela est impossible à décréter. En tout cas, il faut assurer dans les stations de cure l'hygiène la plus complète dans l'intérêt du touriste.

Pratiquement, la contagion est minime pour l'adulte. Ce qu'il faut protéger, c'est l'enfance. La tuberculose ne se propage guère que par le crachat. Il faut donc prendre les précautions nécessaires pour que le malade ne crache pas à terre et qu'il ne contamine pas la literie.



Donc, prendre les mesures nécessaires, créer dans chaque station un organisme sanitaire, réglementer les meublés et les pensions.

M. le Dr Guinard affirme également que les sanatoria ne sont pas des établissements insalubres. M. Guinard énumère les références médicales qui lui permettent de fournir cette affirmation. (Brouardel, Lém. Bernard, ~~etc.~~ médecins suisses, etc.)

A. Bligny, où l'on vit en famille au milieu de 550 malades, de nombreux enfants n'ont fourni aucun cas de contagion, bien qu'allant et venant au milieu des pensionnaires.

Le Dr Guinard ne croit pas non plus qu'on puisse faire des zones de malades et de zones pour touristes dans une même commune.

M. Honorat <sup>répète</sup> ~~dit~~ dit que le Comité a résumé en quatre paragraphes les dispositions que l'on pourrait prendre.

L'art. 1<sup>er</sup> fixe que les tuberculeux financés par fonds publics ne pourront être hospitalisés que dans des S.<sup>ts</sup> agréés.

L'art 2. crée des stations de cure.

L'art 3 impose le règlement sanitaire C dans toutes les stations de cure, sauf interdiction de louer <sup>en meublé</sup> à des locataires ayant des enfants mineurs, sauf pour raisons de service ou si le locataire présente un certificat de santé.

L'art. 4 impose à toute station de cure un service sanitaire de désinfection, qu'il a à utiliser les installations existantes. Les



violation pourraient entraîner la fermeture des établissements pendant un à trois mois.

Il faut tenir compte des raisons de sentiment qui font que la famille veut être près de son malade. Le Comité insiste pour qu'on ne fasse pas du tuberculeux un pestiféré. La création d'une phobie du tuberculeux serait plus nuisible qu'utile.

M. Gadand, rapporteur, remercie les membres du Comité de leur exposé. Il leur fait connaître que la commission avait éliminé la notion de sanatorium établissement insalubre. Mais à côté il peut y avoir l'hôtel imparfait. La Commission avait envisagé la déclaration obligatoire dans les communes de cure. Cela est repoussé par le Comité. Mais la commission prend acte de la proposition du certificat de santé.

M. Honorat insiste pour que le sanatorium puisse se dénommer "hôtel", pour des raisons psychologiques.

M. Gadand enregistre l'accord sur l'opportunité qu'il y aurait à spécialiser les stations par la commune, dit M. Bezançon. Mais les communes de tourisme voudraient une protection totale et complète.

M. Bezançon dit que la démarcation est difficile. Qu'est-ce de Bezançon? Il y a déjà 4 sanatoriums publics.

M. Sellier signale la répulsion des stations de tourisme pour l'installation des sanatoria. Ne pourrait-on habilitier les municipalités à interdire l'établissement de nouveaux



établissements de cure. M. Sellier rappelle certains incidents où les préjugés contre le tuberculeux ont amené l'échec de projets sanitaires intéressants. A Francorville, près du sanatorium, les auberges sont remplies de tuberculeux qui croient que tous l'air de Francorville suffira à les guérir.

M. le Dr Rist dit qu'on n'a aucun intérêt à créer des sanatoria dans des centres de tourisme. Les malades ne doivent pas être tentés de s'amuser ou de faire du sport. Il y a des stations qui veulent à la fois le beurre et l'argent du beurre. Elles feront faillite. A Briançon, le sport est très loin, au Mont-Genève, et par conséquent, cela peut marcher.

M. Justin Godart dit que la commission est depuis longtemps fixée sur l'insouciance du sanatorium. La question est celle de la défense du tuberculeux et du non tuberculeux contre les tenanciers de garnis malsains ou de soi-disant "sanas". Que peut-on faire, donc, contre le "sana clandestin"? Il ne faut pas qu'un abus de sentiment joue le rôle de la honte dans la lutte contre les maladies vénériennes. M. J. Godart ne recule pas devant des mesures brutales: fermeture obligatoire et non facultative de l'établissement coupable.

M. le Dr Rist dit que M. J. Godart a bien posé la question. Le sanatorium clandestin existe, dans les stations de cure, et même



ailleurs. L'article 3 proposé répond à cette question pour les stations de cure. Il y en a d'abominables autour de Paris, qui exploitent des remèdes secrets, mais interdits. Il faut exiger l'autorisation pour tout établissement soignant des malades qui y prennent pension.

M. Jadaud dit que c'est acquis par un décret-loi.

M. Honorat dit qu'il ne faut pas confondre le vrai sana intitulé "hôtel" et la pension sans organisation. M. Honorat cite les pensions d'Ercey où d'ailleurs qui louent quelques chambres. L'interdiction de recevoir des malades s'il y a des enfants donnera déjà des résultats. Et la sanction de la fermeture sera effective.

M. Sellier demande l'autorisation de la Commune pour ouvrir un sanatorium. Soit! parce que maintenant il y a assez de sanatoriums et que l'on créera les nouveaux près des anciens, ce qui sera profitable au point de vue médical.

M. J. Godart remarque que le point de départ de la proposition de loi est un souci touristique. C'est ce qui rend la question gênante. Il faut s'efforcer de faire une réglementation générale, autrement les "sanas" dangereux iront s'installer hors des stations de cure.

M. Le Gorgeu craint que le texte du Comité ne règle rien, car le règlement sanitaire, en vertu de quel droit le maire pourra-t-il s'introduire dans les maisons s'il ne sait pas officiellement qu'elle contient des malades. M. Le Gorgeu signale qu'en revanche des mesures



hygiéniques prises, le ténancier de pension réclamera une protection contre une concurrence nouvelle.

M. Honorat revient sur sa proposition relative aux meubles, à la défense des enfants, aux services sanitaires communaux. La Commission peut donner le droit d'inspection au service sanitaire municipal.

M. Rolland dit que les flibustiers iront s'établir dans les stations non classées.

M. Honorat répond qu'à Paris on ne désinfecte jamais un meuble. Si l'on veut tout régler d'un coup, on n'arrivera à rien.

M. Bezançon dit que la "pension" est malheureusement nécessaire. Il faut l'organiser. Si on a <sup>le</sup> le désir de conclure, aujourd'hui, M. Bezançon est prêt à réétudier la question au Comité et à revenir devant la Commission. Il ne serait pas hostile à interdire la construction de nouveaux Sanatoria dans les stations touristiques.

La délégation se retire à 17 h.

M. Gadard s'inspirera de ses indications et des discussions précédentes pour rédiger un nouveau texte.

M. Even résume les observations présentées: hostilité à la déclaration; hostilité à la fermeture des villas.

M. Sellier pense que c'est même de l'intérêt de l'hôtelier de se soumettre à la discipline et à le faire savoir. Il serait nécessaire de créer ou de compléter quelques centres bien outillés. Il recommande des



textes généraux, laissant aux règlements l'application de détail. Il faudrait ~~de~~ autoriser la municipalité d'une ville touristique à donner son avis sur l'établissement d'un sanatorium, sans appel bien entendu, par conséquent exemple devant le Conseil d'Etat.

M. Ostermann (Haut-Rhin) envisage aussi la désinfection des transports.

M. Sellier signale les auberges marronne de Saint-Martin-du-Tertre (S. et O.)

M. Lavergne demande si l'on a des renseignements sur le système employé à Villard-de-Lans pour refouler les malades.

M. Gadaut répond que l'on exige le certificat de non-contagiosité.

M. Sellier dit qu'on peut <sup>le pas</sup> avoir de baïts le jour où l'on demande le certificat et qu'on en a le lendemain.

Réformés  
n° 1 d'avant-  
guerre.  
12-1936

M. Daubigny présente son rapport sur les réformés n° 1 d'avant-guerre. Le ministre des pensions réclame le vote du projet.

M. Ostermann (Haut-Rhin) demande si c'est applicable à l'Alsace et à la Lorraine?

M. Daubigny répond que si l'on change le texte, il faudra retourner à la Chambre.

M. Le Gorgeu discute les évaluations financières du ministère. Il demande que l'on fixe un dernier délai.

Le rapport est adopté.

Séance levée à 17 heures 30.

RH



MERCREDI 18 MARS 1936  
à 16 HEURES ET DEMIE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

a) Proposition de loi de M. HENRI SELLIER et plusieurs de ses collègues relative : 1° aux mesures à prendre pour faire face aux conséquences que les difficultés économiques résultant de la crise et le décret-loi du 16 juillet 1935 ont entraînées en ce qui concerne l'équilibre des opérations d'habitations à bon marché; 2° aux dispositions à introduire dans la réglementation en vigueur en ce qui concerne la tolérance à accorder aux acquéreurs et constructeurs de maisons familiales victimes de la crise économique (n°141-1936).

b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder aux victimes des accidents du travail survenus depuis le 9 janvier 1927, le bénéfice de la loi du 8 juillet 1926, ainsi que des lois du 15 août 1929, 27 juillet 1930 et 30 avril 1931, relatives au rajustement de leurs rentes. (n°256, 1936)

II - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés concernant les formalités pour l'installation des sanatoria publics, assimilés ou agréés, et pour le contrôle sanitaire des sanatoria clandestins (n°210-1932) - M. GADAUD, Rapporteur.

Présidence de M. Daubry, vice-président, puis de M. Rolland.

Présents : M. M. Gadaud, Neyret, J. Godart, J. Wolff, Gros, Sellier, Curbat, Lavergne, Brom, Loubat, Dormann, Le Gorgeu, François-St. Maur, Le Pelletier, Lissar, Rolland

I.A/

141-1936

M. Sellier est désigné.

IB

256-1936

M. Gros est désigné provisoirement.

Humanisation  
des décret-lois  
relatifs aux  
pensions.

M. Le Gorgeu demande une séance spéciale de la Commission afin d'aboutir avant



les vacances de Pâques.

La commission décide de se réunir demain  
pardi à 2 heures et demie et M. Le Gorgeu est désigné  
comme rapporteur provisoire.

256-1936.

M. Gros fait un rapport oral.

Mutiles du travail

Après observations de M. François-St. Maurice,

Rapustement

Keyret, Rolland, le rapport est adopté.

Sanatoria

210-1932.

M. Gadand reconnaît que les arguments  
du Comité central de lutte contre la tuberculose  
sont intéressants, mais il estime le texte de  
la Commission préférable au texte du Comité.  
Ainsi, on créerait des stations de villégiature  
où il serait interdit de créer des sanatoria.

M. Le Gorgeu a eu l'impression que la  
délégation était bien affirmative en ce qui touche  
les modes de propagation de la tuberculose. Il  
estime que le texte du Comité ne fait presque  
rien contre les pensions, hôtels, qui reçoivent des  
malades et ne font pas de désinfecteurs.

Il constate que l'on est arrivé à reconnaître  
la nécessité d'avoir, à côté des sanatoria, des hôtels  
pour les familles. Mais comment les rendre non  
nocifs.

M. François-St. Maurice voudrait que la désinfection  
fût obligatoire, sauf si le locataire sortant pouvait  
présenter un certificat de non contagiosité.

M. Le Gorgeu signale que le maire de Passy vou-  
drait que l'on joignît aux sanatoria les "maisons  
de cure", ce qui permettrait d'englober les hôtels.

M. Gadand pense qu'il y a là une erreur. Il donne  
lecture du règlement C, qui "invite" les propriétaires  
à la désinfection. Il suffirait de modifier cela dans



le sens de la proposition François Saint-Maur.

M. Gadant propose un nouveau texte. M. Le Gorgeu reconnaît que ce texte est un progrès.

Mais il n'y a pas urgence, les délégués du Comité n'ayant pas eu le temps de répondre sur toutes les questions posées.

M. Lavergne remarque que la spécialisation des stations s'établit d'elle-même.

M. Rolland estime qu'il faudrait proposer un nouveau texte au Comité.

La commission s'efforce d'élaborer ce texte, et finit par prier M. Gadant de condenser lui-même la discussion.

Séance levée à 17 h. 40.

RM



Jeudi 19 mars 1936

Séance ouverte à 15 h.

Présidence de M. Rolland.

Présents : M. L. Brom, Dautry, Dormann, Gros,  
Francoss-St. Hauer, Sellier.

Assurance des  
employés dans  
les départements  
reconstruits.

40-1936

M. Brom rappelle que la discussion du rapport sur la proposition de loi concernant l'assurance des employés dans les départements reconstruits, rapport adopté par la Commission à l'unanimité, est mis en l'ordre du jour du Sénat; mais la Commission des finances veut en demander l'ajournement. Il demande l'autorisation de s'opposer à cette proposition, au nom de la Commission.

M. Le Gorgeu expose que deux projets vont être votés par la Chambre et seront, ce soir ou demain, déposés au Sénat.

Ces projets rentrent dans la catégorie des projets de "humanisation" des décrets-lois. Ils sont relatifs aux retraites (pensions civiles et militaires) et au cumul des pensions d'ancienneté et de réversion.

Le ministre des finances renoncera à l'application du décret sur le cumul et le projet de loi tend à son abrogation, qui ne soulève pas d'objection.

Quant au projet relatif aux pensions civiles et militaires, qui devrait être soumis, normalement, à la Commission



de l'hygiène, - ne serait-ce, par exemple, qu'au point de vue du mode de liquidation des pensions, etc. - La Commission des finances aurait l'intention de demander qu'il lui soit renvoyé non pas seulement pour avis, mais au fond.

Après un échange d'observations entre M. Le Gorgeu, François-Saint-Maur, Regret, la Commission autorise le rapporteur à demander, lors du dépôt, que le projet de loi lui soit renvoyé au fond.

M. Le Gorgeu expose ensuite les conséquences, au point de vue des minima, des maxima des pensions et des annuités complémentaires pour campagnes de guerre, etc., de la loi de 1924, des décrets-lois et du projet actuellement soumis à la Chambre des députés; il fait ressortir les traitements qui résulteront de son application pour les retraités d'hier et ceux de demain. Il signale plus spécialement en ce qui touche les majorations pour enfants, qu'elles seraient réduites de 10% de la pension à 700 fr. pour les 3 premiers enfants - mesure qui ne pourrait se justifier que pour ceux des retraités qui ont bénéficié pendant leur carrière des majorations de traitement pour enfants.

Quoi qu'il en soit, il paraît indispensable, pour calmer les esprits, de ne pas s'opposer au vote d'un projet de cette nature.



Au point de vue budgétaire, l'ensemble des mesures proposées se traduirait par un supplément de dépenses annuel de 240 millions, - qui irait diminuant à mesure de la disparition des majorations pour familles nombreuses.

M. Le Gorgeu estime que les difficultés qui entravent le dépôt des projets de loi d'humanisation proviennent en grande partie de la direction du budget et du contrôle financier, chargée de la préparation de tous les projets, alors que sa compétence technique n'est pas générale.

M. François Saint-Maur fait observer qu'il semble difficile de proposer au Sénat de voter, sans un sérieux examen, un tel projet qui, d'ailleurs, ne sera pas frappé de caducité, puisqu'il aura été voté par la Chambre. En ce qui le concerne, il ne proposera que s'abstenir, puisqu'il siège dans les deux commissions intéressées.

Après un échange d'observations entre M. Dormann, François Saint-Maur, Le Gorgeu, le Président, M. Rolland remercie M. Le Gorgeu du travail si complet qu'il vient de résumer; le rapporteur sera donc en mesure, le cas échéant, de faire connaître l'avis motivé de la Commission, démontrant ainsi que l'importance de la question ne lui avait pas échappé, puisqu'elle s'en est préoccupée avant même le vote du projet par la chambre.

Il est décidé que, si le gouvernement insiste pour la discussion immédiate du projet, la commission, se plaçant au point de vue de la paix sociale, n'y fera pas opposition.

La séance est levée à 15 heures 20.

RLH



MERCREDI 10 JUIN 1936

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- Désignation de rapporteurs :

- a) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à la ratification : 1° du décret du 8 août 1935 instituant un contrôle en matière d'assurance automobile ; 2° du décret du 30 octobre 1935 relatif au contrôle en matière d'assurances automobiles. (N°336-1936) ;
- b) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification : 1° du décret du 30 octobre 1935 supprimant les emplois de chef du service intérieur et du matériel des assurances sociales et de chef comptable au service central de la main-d'oeuvre ; 2° du décret du 30 octobre 1935 supprimant certains emplois à la Caisse générale de garantie et autorisant la création d'emplois à l'Administration centrale du Ministère du Travail, (N°347-1936) ;
- c) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du décret du 30 Octobre 1935 relatif aux caisses d'épargne à garantie communale des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N°358-1936) ;
- d) Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés sur le colportage des médicaments et produits pharmaceutiques (N°369-1936).

*Séance ouverte à 16 heures 30.*

*Présidence de M. Germaud Merlin.*

*Présents: M. Dauthy, Rolland, Millies-Lacroix, Néron, Brom, Chauveau, Gadand, Even, Manger, Neyret, Turbat, Le Jorquen, Chassain.*

*Désignation des rapporteurs des projets inscrits à l'ordre du jour.*

- a) M. Néron ;
- b) M. Even ;
- c) M. Millies-Lacroix ;
- d) M. Dauthy.

369-36

*En ce qui concerne la proposition de loi d), pour laquelle M. Dauthy est désigné comme rapporteur, M. Turbat se réserve la faculté*



de déposer un amendement pour limiter l'application du texte. Il estime que les pharmaciens ne sauraient avoir un monopole pour des médicaments qu'utilisent par camions entiers ceux qui s'occupent des animaux et des plantes.

M. Faunthuy affirme qu'il est de cet avis et assure M. Turbat qu'il conclura en ce sens.

Assurance des  
employés dans  
les départements du  
Haut-Rhin, du Bas-  
Rhin et de la Moselle.

<sup>rappele</sup>  
M. Brou, que la commission s'était prononcée d'une façon favorable sur l'assurance des employés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. La commission des finances, qui avait demandé à donner son avis, a obtenu du Sénat le vote d'une motion d'ajournement. Il s'agit, en l'occurrence, de vieux travailleurs; les barèmes des rentes ont été calculés en tenant compte de tous les risques que comporte la crise actuelle. D'un autre côté, les finances de l'Etat ne sont obérées en quoi que ce soit par ce projet. Il serait donc bon, en conséquence, que la commission voulut bien charger son Bureau d'intercéder auprès de M. le président de la commission des finances à l'effet de le faire revenir sur sa décision première. Le Sénat pourrait ainsi voter ce projet avant son départ en vacances.

M. Rolland appuie les observations de M. Brou. Il estime que la commission des finances n'a vu dans le projet qu'une augmentation des retraites susceptible d'avoir des répercussions sur le budget. D'où sa décision de faire ajourner la discussion.

Il y aurait lieu de faire une démarche auprès de la commission des finances pour lui exposer la question et l'assurer qu'en aucun cas le projet ne pourrait avoir de répercussions sur les finances publiques.

La commission décide que son Bureau fera une démarche en ce sens auprès de la commission des finances.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 17 h. 5 minutes.

S.F.



COMMISSIONS GENERALES

(Nomination de membres.)

M. le président. L'ordre du jour appelle la nomination de membres de commissions générales.

Conformément à l'article 19 du règlement, les noms des candidats proposés ont été publiés au *Journal officiel*.

La présidence n'ayant reçu aucune opposition, je proclame membres:

5° De la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, M. Eugène Nicolas;

(en remplacement de M.  
Henri Sellier, nommé  
ministre de la santé publique)

(16 juin 1936.)



121

MERCREDI 24 JUIN 1936  
A SEIZE HEURES ET DEMIE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I- Désignation de rapporteurs :

a) en remplacement de M. Henri SELLIER : proposition de loi de M. Henri SELLIER et plusieurs de ses collègues relative : 1° aux mesures à prendre pour faire face aux conséquences que les difficultés économiques et le décret-loi du 16 juillet 1935 ont entraînées en ce qui concerne l'équilibre des opérations d'habitations à bon marché ; 2° la tolérance à accorder aux acquéreurs et constructeurs de maisons familiales victimes de la crise ; +

b) Proposition de loi de M. Henri SELLIER et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à la suppression de la retenue de 1 % effectuée sur les travaux exécutés pour l'entretien des asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet ; 2° à l'exploitation des asiles nationaux par l'administration générale de l'assistance publique ; 3° à l'utilisation des fonds restant disponibles pour compléter les subventions de l'Etat destinées à l'aménagement des lotissements défectueux. (N° 396 - 1936).

c) Proposition de loi de M. Henri SELLIER et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le décret du 31 octobre 1935, prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance. (N° 397 - 1936).

d) Proposition de loi de M. GADAUD et un certain nombre de ses collègues tendant à compléter la loi du 15 juillet 1893 instituant l'assistance médicale gratuite obligatoire. (N° 398 - 1936).

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification : 1° du décret du 8 août 1935 instituant un contrôle en matière d'assurance automobile ; 2° du décret du 30 octobre 1935. (N° 336 - 1936).

- M. NERON, Rapporteur.

III - Proposition de loi adoptée par la Ch. des Députés, tendant à étendre le bénéfice de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1935, aux chirurgiens-dentistes sarrois naturalisés français. (N° 104 - 1936).

- M. LE GORGEU, Rapporteur.

IV - Projet de loi adopté par la Ch. des Députés tendant à la ratification : 1° du décret du 30 octobre 1935 supprimant les emplois de chef du service intérieur et du matériel des assurances sociales et de chef comptable au service central de la main-d'oeuvre ; 2° du décret du 30 octobre 1935 supprimant certains emplois à la Caisse générale de garantie et autorisant la création d'emplois. (N° 347 - 1936).

- M. EVEN, Rapporteur.

+(141 - 1936).



Présidence de M. Lavergne, Doyen d'âge  
Présents : M. Lelletier, Gadland, Néron,  
des Rotours, Le Gorgen, Marzelli, Dormann,  
Millès-Lacroix, Chassaing, Ostermann

I. Sont désignés

- a) M. Dormann.
- b) M. Dormann.
- c) M. Le Gorgen.
- d) M. Le Gorgen.

Contrôle II. M. Néron donne lecture de son rapport. -  
Assurance  
automobile. Le rapport est adopté.

III

M. Le Gorgen, rapporteur, expose les grandes lignes de son  
Dentiste sarrois rapport.

M. Dormann n'est pas partisan d'assimiler  
les mécaniciens dentistes alsaciens et  
lorrains aux chirurgiens - dentistes français

M. Le Gorgen, se <sup>déclarant de</sup> ~~rattachant à~~ cet avis, propose  
le réjet de l'amendement voté par la Chambre.  
Les conclusions du rapport sont adoptées.

Emplois au IV M. Even étant absent, et le projet devant  
Ministère du être voté avant le 30 juin, la commission  
Travail. lui fait confiance. Il sera avisé.

Sanatoria. M. Gadland expose que le Comité anti-  
tuberculeux a demandé non pas la  
"déclaration de santé", mais l'examen  
des séjournants par le médecin inspecteur



d'hygiène qui délivrera un certificat.  
 M. Gadand donne lecture de son nouveau  
 texte. Ce texte est adopté.

Accidents de Travail M. Chauveau présente quelques  
 modifications de détail au projet (délai  
 de carence, etc.). Les modifications sont  
 approuvées.

Caisse d'Épargne. M. Millier-Lacroix annonce que son  
<sup>avis</sup>  
~~rapport~~ est prêt sur la proposition Lebert.  
 La Commission décide d'attendre.

Séance levée à 17 heures 20.



MERCREDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1936  
à SEIZE HEURES ET DEMIE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la vente des propriétés léguées à l'Etat, par Melle Marie Georget dite Mme Boursin, en vue de la création d'un sanatorium. (M.X.....-Rapporteur) n°114-1927) - Demande de question préalable.
- II - Assurances sociales. - Demande de question préalable sur les projets ou propositions : Nos 581 - 1931, 7 - 1932, 180 - 1932, 689 - 1932, 875 - 1932, 72 - 1933, 222 - 1933, 375 - 1933, 500 - 1934, 572 - 1934, 5 - 1935, 144 - 1935, 422 - 1935, 424 - 1935.

Présidence de M. Dauthy.

Présent : M. Dauthy, Chauveau, Le Pelletier, Even, Raymond Martin, Lavergne, Dormann, Turbat, Gros, des Rotours, Neyret,

Accidents de Travail M. Chauveau demande la parole : il se demande pourquoi cette question n'est pas discutée. Le rapport est fait. Les commissions saines pour avis ont déposé leurs avis. La Com d'hygiène a déposé un rapport supplémentaire. Le texte proposé par elle coûterait une centaine de millions. M. Chauveau a saisi de la question le ministre du travail.

M. Chauveau insistera auprès du rapporteur de la Com des finances, M. Valadier, pour qu'il dépose son avis. La commission lui donne mandat



à cet effet.

M. Dauthy craint que les augmentations de salaires n'aient leur répercussion sur le coût de la loi.

I. La Commission décide de la question préalable, l'affaire étant réglée par décret

II M. Chauveau expose que la loi sur les A.S. a été bouleversée par un décret. Les textes <sup>pour lesquels</sup> ~~dont~~ il propose la L.P. sont périmés et il est impossible de les rapporter.

La commission préfère attendre que le gouvernement la saisisse de la ratification du décret.

Luxembil  
408.35 M. Marzelli demande que le projet vienne rapidement en discussion. Il expose la situation de l'établissement thermal dont la cession à la ville est réclamée.

M. Rolland consentant à abandonner le rapport, M. de Gorgeu accepte de le remplacer.

M. Marzelli voudrait que l'Etat cède à la ville l'établissement à titre gratuit.

M. Neyret pense que le Sénat n'a pas qualité pour réduire une recette de l'Etat.

M. Dauthy pense différemment.

M. Evén est également d'avis qu'il ne s'agit pas d'une proposition d'achat. Il ne s'agit pas d'une recette déterminée.

M. Neyret préférerait un nouveau projet de loi.

M. Marzelli annonce que le ministre va écrire à la commission.



Accord franco- M. Neyret rappelle qu'il avait demandé  
russe. Chômeurs des renseignements chiffres au ministère.  
Il n'a pu en avoir de plus récents que les  
chiffres de 1931. En outre, le ministre ne lui  
envoie aucun renseignement sur les accords  
de Washington.

Séance levée à 17 heures  $\frac{1}{2}$  RAA



197  
MERCREDI 8 JUILLET 1936

à DIX SEPT HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur le colportage des médicaments et produits pharmaceutiques (n°369-36)

- M. DAUTHY, Rapporteur.

II - Proposition faite par la Commission du Commerce de nommer une Commission spéciale chargée de procéder à une refonte générale de l'administration française.

Eventuellement désignation de deux délégués à cette commission.

Présidence de M. Dauthy

Présents, M.M. Dauthy, Le Gorgeu, Heyret, Courbat, Lavergne, Le Pelletier, Raymond Martin, J. Wolff, Urban, Lissar, Ostermann, Gadaud.

II. M. Dauthy signale que la proposition, dont il donne lecture, vient de la commission du commerce, ce qui ne lui semble pas réglementaire.

M. Dauthy n'est pas hostile à la proposition mais il voudrait être saisi par un projet de résolution.

M. Heyret a l'impression que la commission du commerce recherche une sorte de préjugé favorable.

La commission décide de ne pas prendre parti, parce qu'elle n'est régulièrement saisie.



I.  
Colportage  
des médicaments.

369-36

M. Darthy expose qu'il est saisi  
de nombreuses doléances. Il donne lecture  
de son rapport.

M. R. Martin demande pourquoi on  
n'applique pas la loi de germinal, qui  
règle la question (art. 36.)

Il signale l'apposition dans les  
villages de boîtes à ordonnances, relancées  
par les voitures de pharmaciens, qui rap-  
portent ensuite le médicament avec  
l'ordonnance. Ceci ne devrait pas être  
interdit.

M. Laverne cite le cas d'un pharma-  
cien qui personnellement fait la tournée.

M. Wolff signale le cas des pharmaciens  
de Nancy qui emportent des médicaments  
— sans commandes.

M. Neyret craint de voir créer l'in-  
dustrie de l'ordonnance. L'article 36  
ne vise que l'interdiction de vente sur  
les lieux publics.

M. Gadant admet la livraison à  
domicile. Le colportage est autre chose.  
Il ne faut pas interdire, d'autre part, le  
colportage aux vétérinaires.

M. Le Gorgeu : "ni même aux médecins"  
qui ne partent pas sans ampoules de sérum.

M. ~~Marsan~~ signale l'envoi de cata-  
logues de pharmacie à domicile. Est-ce une  
solllicitation?

M. R. Martin voudrait on l'ordonnance  
ou la commande.

M. Neyret rappelle que des paquets colportés



128

portent des noms fictifs. Cela est impossible à empêcher. On aura des commandes de complaisance.

M. Le Pelletier demande ce qu'il en est des spécialités, pastilles, etc.

M. Gadaniol dit que les pastilles, non médicamenteuses sont vendues partout, mais que le médicament ne peut être vendu par d'autre que le pharmacien.

M. Turbat redoute les répercussions de l'interdiction <sup>du colportage</sup> ~~de la vente~~ des "produits" dans l'industrie agricole, pour la lutte contre les insectes. Il faut réduire l'effet de la loi aux substances entrant dans le corps humain. M. Turbat signale qu'il a fallu trois ans pour obtenir massivement du tétrachlore de zinc pour la lutte contre les courtilières, alors qu'on le vendait couramment en Allemagne et en Italie.

M. Danthy répond que la loi de 1916 peut être améliorée pour faciliter la phytothérapie.

M. Turbat dit que les représentants <sup>des pharmaciens</sup> dans la commission agricole priment parce qu'ils s'opposent aux intérêts des agriculteurs. Le "tableau A" est insuffisant.

M. Danthy n'est pas opposé à prêter sans le rapport si il ne s'agit que des médicaments destinés au corps humain.

M. Le Pelletier voudrait viser non seulement la vente, mais l'offre.

M. Danthy ne voudrait pas renvoyer le texte à la Chambre. Il y en aurait pour dix ans.



M. Dauthy insérera une formule  
dans le corps du rapport pour donner  
satisfaction à M. Eurbat.

M. de Gorgeu voudrait maintenir la  
tolérance accordée aux médecins pro-  
pharmaciens.

VTH



121  
MERCREDI 22 JUILLET 1936

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

(Si le Sénat tient séance la Commission se réunira une demi-heure avant la séance publique).

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de Rapporteur : Projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à l'approbation de la création d'emplois de sous-inspecteurs de l'assistance publique (N° 557 - 1936).
- II - Proposition de loi de M. GADAUD et un certain nombre de ses Collègues tendant à compléter la loi du 15 juillet 1893 instituant l'assistance médicale gratuite obligatoire N° 398 - 1936).  
- M. LE GORGEU, Rapporteur.
- III - Communication, par M. GADAUD, d'un Voeu de la Société médico-chirurgicale des hôpitaux libres de Paris, demandant une visite médicale périodique des étudiants en médecine.

Séance ouverte à 15 heures, local du 1<sup>er</sup> bureau.  
Présidence de M. Dauthy.

Présents: M. Dauthy, Le Gorgeu, Gadaud, Maroselli, Le Vasseur, Néron, Wolff, Bailly, Rolland, François-St. Maurice, Neyret, Brom, Ranger.

I.

M. Maroselli est désigné.

57-1936

II.

398-1936

M. Le Gorgeu expose les grandes lignes de son rapport. Le projet vise à supprimer des abus, tout d'abord lorsque les malades sont hospitalisés hors de la commune de secours; un délai de deux mois devra être imparti pour aviser la commune de secours; de même lorsque des hospitalisés sont conservés sans raison après guérison; ici il faudra un certificat de renouvellement au



sont de trois mois. Une 3<sup>e</sup> modification vise les  
flessés sur la voie publique.

M. Gardand approuve le rapport

M. Brom demande si la loi sera applicable  
aux 3 départements reconquis.

M. Wolff présente une rectification aux  
observations de M. Brom.

M. Le Gorgez répond qu'il ne s'agit que de  
modifier la loi de 1893. Il faudrait donc  
que cette loi elle-même fût applicable aux  
provinces reconquises.

Le rapport est adopté.

III

M. Gardand présente le vœu suivant:

« La Société Médico-chirurgicale des Hopitaux Libres de Paris  
et de Province, émue de la relative fréquence et de la gravité de  
la tuberculose de primo ou de réinfection chez les étudiants en  
médecine, émet le vœu de les voir se présenter dès le P.C.B.  
puis périodiquement, à un examen systématique complet.

« La Société estime qu'il serait utile d'intensifier la propa-  
gande en ce sens parmi les étudiants et leurs familles pour leur  
montrer tout l'intérêt de ces visites préventives. »

Cette Société est présidée par le Dr de Martel,  
chirurgien en chef.

La Société a estimé que si ce vœu était  
appuyé par la C. d. H. du Sénat, cela lui  
donnerait plus de force. M. Gardand est  
chargé par la Sté de présenter le vœu au mi-  
nistre. Il demande l'accord de la Commission

M. Daubry pense que l'on pourrait faire



une lettre collective signée à titre particulier par les membres de la Commission.

M. Rolland pense qu'il suffirait des signatures du bureau de la Commission.

M. Wolff propose des lettres individuelles.

M. Rolland est appuyé par M. Maroselli.

M. Le Gorgeu préférerait ne pas appuyer un vœu venant du dehors. Il préférerait reproduire le vœu au compte même de la Commission.

IV

Retraites des  
notaires et de  
leurs clercs

M. Sauthey rappelle ce projet, qui était arrêté à la Commission des finances.

M. Lebert, rapporteur de la C.F.I. a avisé que les oppositions étaient levées. Mais la Chancellerie a proposé une nouvelle formule. C'est celle-ci que M. Lebert proposerait. La Comm. de l'Hygiène aurait donc à remanier son texte: on arriverait ainsi à une entente.

V

Luxeuil

M. Maroselli demande, en l'urgence, que M. Le Gorgeu présente son rapport.

M. Le Gorgeu fait son exposé; il conclut à l'approbation du texte de la Chambre.

Ce rapport est adopté.

M. Maroselli demande au rapporteur de solliciter de l'Etat des crédits sur les grands travaux, car il va y avoir pour la ville 4 millions de travaux à faire.

Séance levée à 15<sup>h</sup>45

RM



MERCREDI 29 JUILLET 1936

A SEIZE HEURES TRENTE

EXCEPTIONNELLEMENT LOCAL DU 2<sup>o</sup> BUREAU

ORDRE DU JOUR :

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de la création d'emplois de sous-inspecteurs de l'assistance publique (N<sup>o</sup> 557 - 1936).

- M. MAROSELLI, Rapporteur.

Présidence de M. Rolland.

Présents : M. M. Neyret, Chassaing, Dauthy, Bouilly, Wolff, Brom, Gros, Le Gorgeu, Lissar.

Vaccinations antitétanique,  
antidiphthérique et antityphoïdique.

(604-1936.)

La commission se réunira  
au fond ce projet, qui a été renvoyé à la C<sup>o</sup> de l'armée.

(557-1936)

Création d'emplois  
Ass<sup>ce</sup> publique.

M. Maroselli donne lecture de  
son rapport.

Après observations de M. Chassaing, Rolland, et le rapporteur, le rapport est adopté.

604-1936.

La commission désigne M. Rolland  
comme rapporteur.

Elle commence l'examen du projet  
par une discussion d'ordre général, à laquelle



premier part 4h. Chassaign, Deunthy,  
Neyret, Rolland.

Séance levée à 17h. 20.



EXCEPTIONNELLEMENT MARDI 4 AOÛT 1936

A QUATORZE HEURES TRENTÉ

local du 2° BUREAU

ORDRE DU JOUR :

- 1 - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, permettant de rendre obligatoires dans les armées de terre, de mer et de l'Air, les vaccinations antitétanique et antidiphtérique et leur association à la vaccination antityphoïdique (N° 604 1936) - M. ROLLAND, Rapporteur.
- 2 - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Suisse (N° 681 - 1934) - M. NEYRET, Rapporteur.
- 3 - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement conclu le 13 août 1932 entre la France et l'Italie sur les assurances sociales (N° 683 - 1934) - M. NEYRET, Rapporteur.
- 4- Désignation d'un Rapporteur :  
Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et la loi du 31 mars 1919 sur les pensions d'invalidité (N° 653 - 1936).

Présidence de M. Rolland  
Présents : M. Le Gorgeu, Neyret, Urban.

IV.  
653-1936 M. Le Gorgeu <sup>(P)</sup> est désigné comme rapporteur.  
Il explique qu'il s'agit d'une mise au point pour les pensions des quartiers-maîtres de 1<sup>re</sup> classe. Il est autorisé à déposer son rapport.

I.  
604.1936. M. Rolland présente son rapport en quelques mots. Les expérimentations du procédé préconisé ont été très sérieuses et ce procédé constitue un progrès sur le sérum antitétanique.

~~M. Le Gorgeu a repassé le lendemain son rapport~~  
~~M. Dormann.~~



qui cause souvent des accidents. On a déjà vacciné plusieurs régiments depuis 1934. Aucun accident n'a été signalé. La proposition peut être admise sans danger.

M. Neyret dit que l'obligation n'a pas été nécessaire pour les essais. Pourquoi la mettre dans la loi?

M. Rolland répond que les essais ont été faits sur des volontaires. Son rapport est adopté.

Grands travaux M. Le Gorgeu signale que le projet sur les grands travaux n'a pas été renvoyé à la C<sup>on</sup> de l'Hygiène. M. Rolland surveillera la discussion, en séance d'aujourd'hui.

II.  
681-1934 M. Neyret donne connaissance de son rapport. Ce rapport est adopté.

III  
683-1934 M. Neyret demande l'ajournement, car il n'a pas reçu de renseignements suffisants du ministère sur le nombre des parties prenantes dans les deux pays.

Rth



LUNDI 10 AOUT 1936

à 14 HEURES TRENTE

EXCEPTIONNELLEMENT LOCAL DU 2ème BUREAU

ORDRE DU JOUR :

- Projet de loi tendant à modifier le décret-loi du 28 octobre 1935 sur les assurances sociales  
Désignation d'un rapporteur.

(Le Gouvernement demande le vote de ce projet avant les vacances.

La Chambre l'a adopté à sa 2ème séance du 7 août. Entre autres dispositions, le projet porte le salaire-limite à 25.000 frs pour toutes les catégories, modifie la base de calcul des cotisations, l'indemnité journalière, les pensions, etc....)

Présidence de M. Rolland, r.p.

M. M. Urban, Millies-Lacroix, Gros, Sadant, Le Gorgeu, François-Saint-Maur, Mauger, Le Pelletier,

720-36

Assurances

Sociales.

M. Mauger prend le rapport.

Il donne lecture du projet de rapport qu'il a préparé.

M. Millies-Lacroix admet le texte du gouvernement. Mais il n'est pas d'accord de disjoindre l'amendement Lassalle, qui a trait aux métayers. M. le ministre du travail a reconnu qu'il fallait faire quelque chose pour les métayers. M. Millies-Lacroix voudrait qu'un amendement nouveau fût proposé en leur faveur, ou tout au moins qu'une mention fût insérée dans le rapport.

M. François-Saint-Maur n'accepte pas de voter au pied levé l'ensemble de la loi. On va se heurter aux



médicins, à qui on va enlever sa clientèle normale. D'autre part, c'est une surcharge de 300 millions pour la production française.

M. Gros se rallie au point de vue de M. Bauger. La loi s'équilibre financièrement. Il ne peut être question de voir sortir du bénéfice des A.S. des salariés dont le salaire va maintenant dépasser les 18.000 fr. Quant aux usagers, il suffit de demander une déclaration formelle au ministre.

M. François St Maurice insiste : il y a modification importante de la loi : suppression de la discrimination des familles nombreuses, par exemple. Cela doit être étudié.

M. Millier-Lacroix trouve que le projet sera une garantie de paiement pour les médecins.

M. Le Gorgeu dit que les salaires des intéressés ont augmenté au plus de 12 à 15 %. Cela ne justifie pas l'augmentation de 15.000 à 25.000. Peu importe la durée du travail, il ne s'agit que du salaire annuel.

M. Rolland dit qu'on demandera plus tard une nouvelle hausse du maximum pour les chargés de famille.

M. Gros dit qu'avec le nouveau texte le patron n'aura plus d'avantage à prendre un célibataire plutôt qu'un chargé de famille.

Le rapport est mis aux voix, ~~est adopté~~ ; il recueille 3 voix contre 3 abstentions.

M. Gros insiste pour l'adoption du texte.

Le rapport est adopté, grâce à la voix du président.



358-36.

Caisse d'épargne  
Al. et Lacroix.

Mise en instance  
de pension. 714-36

Tuberculose

chez les étudiants.

M. Millies-Lacroix demande à  
présenter son rapport. La commission  
en prend connaissance et l'adopte.  
La commission désigne M. Dormann  
comme rapporteur.

M. le ministre de la santé publique  
répond favorablement <sup>(6 août)</sup> à la lettre de  
la commission. (Voir séance du 22 juillet 36.)  
Les services de la S. P. vont mettre la  
question à l'étude. (Lettre remise à M. Godard.)

Séance levée à quinze heures  $\frac{1}{2}$ .

AUJOURD'HUI MARDI 11 AOUT 1936

PENDANT LA SUSPENSION DE SÉANCE

LOCAL DU 1er BUREAU

ORDRE DU JOUR :

Examen d'un contre-projet de M.M. LE GORGEU et

MILLIES-LACROIX (Assurances Sociales). (N° 720-36)

Présidence de M. Rolland

Présents : M. Mauger, Godard, Dormann,  
Urban, Bouilly, François-St. Haur, Gros, Lissar,  
Reyret, Le Gorgeu, Millies-Lacroix. — Turbat, Mimet,  
Mammelli-Le Pelletier.

720-36 M. Rolland expose que M. Le Gorgeu et  
Assurances Sociales. Millies-Lacroix ont déposé un contre-projet  
au projet sur les assurances sociales examiné  
la veille.



M. Meillès-Lacroix expose les grandes lignes de son contre-projet, qui vise simplement à maintenir dans leurs droits d'assurés sociaux ceux que l'élévation des salaires ferait sortir de la loi, mais rien de plus. Ensuite, la commission pourrait examiner sans se bousculer le projet du gouvernement, car M. Meillès-Lacroix s'en déclare partisan.

M. Gros pense que, sans le contre-projet, le Sénat voterait le projet du gouvernement. Il demande aux auteurs du premier de le retirer.

Puis vient ensuite la parole : M. M. François Saint-Naur, Dermaun, Urban, etc.

Le contre-projet est <sup>mis en considération</sup> ~~adopté~~ par 8 voix contre 4.

La commission décide d'entendre le ministre du travail.

Séance levée à 18 heures 30.

MERCREDI 12 AOÛT 1936

à DIX HEURES ET DEMIE

LOCAL DU 1er BUREAU

ORDRE DU JOUR :

Audition de M. le Ministre du Travail.

Projet de loi modifiant les Assurances  
Sociales.

T. S. V. P.



MERCREDI 12 AOUT 1936

à DIX HEURES ET DEMIE

LOCAL DU 1er BUREAU

ORDRE DU JOUR :

Audition de M. le Ministre du Travail.

Projet de loi modifiant les Assurances  
Sociales. (720-1936.)

Présidence de M. Rolland.

Présents : MM. Gadaud, Mironel, Dormann,  
Turbat, Le Pelletier, Lissar, Mauger, Melheir,  
Lacroix, Gros, Meyret, Chassaing, Mireaux.

M. Lebas, ministre du travail, est introduit,  
<sup>accompagné de trois fonctionnaires du m<sup>in</sup> du travail. (!)</sup>  
M. Rolland, président, lui expose l'état de  
la question.

M. le ministre déclare que son projet a été voté à  
l'unanimité par la Chambre. La seule discussion  
fut soulevée par un amendement Lassalle  
concernant les métayers. La commission de la Chambre  
fut également unanime. Le ministre explique  
les raisons du projet dont la principale est la  
"mise hors la loi" des assurances sociales des  
catégories supérieures, en raison des hausses  
générales des salaires. Sans doute, il en restera  
encore, au-dessus de 25.000 fr., qui sortiront de  
la loi. Mais ces assurés sont peu nombreux.  
Le projet apporte un commencement de simpli-  
fication: un seul chiffre limite, plus de charges de  
famille, plus d'assurés rentrant et sortant.

(1) dont M. Bernard, directeur.



On a parlé de répercussions financières. Mais les calculs faits manquent de base sérieuse : on pourrait en faire d'autres amenant à des conclusions différentes ; le gouvernement ne le fera pas.

Le texte du contre-projet se comprend. Mais quid d'un employé qui, étant au-dessus de l'ancienne limite, change de maison ? Le nouveau patron refusera de verser.

M. Millier-Lacroix répond qu'il peut voir ce cas dans le contre-projet.

M. le ministre n'en pense pas moins qu'il y aura une multitude de conflits. Complication nouvelle. En ce moment, les services ont un travail énorme. Ils seront embouteillés. Il faut une décision définitive. Le ministre demande le vote du projet et le rejet du contre-projet.

M. Le Gorgeu est d'accord sur l'augmentation des salaires et l'adaptation nécessaire. Il n'est pas opposé aux modifications proposées, mais il veut le temps d'étudier l'affaire.

Les élévations de salaires ont varié entre 7 et 15 % ; dans les salaires élevés, ils n'ont guère dû être augmentés de plus de 10 %. L'on augmente les limites dans la même proportion. Remplaçons 15000 par 18000 et 18000 par 20000, sans toucher aux charges d'enfants. Nous ne nous sommes inspirés que des documents distribués. Nous n'avons aucun rapport avec le "Temps" ou la C. G. P., quoi qu'en pense M. Baugou.

Passer de 15000 à 20000 pour les célibataires en province va causer une charge considérable : 300 millions. De 12000 à 18000, c'est de 50 % : 300 nouveaux millions, payés moitié par le patron et moitié par les ouvriers.



Les salaires ont augmenté de 12%, vous augmentez les limites de 50%. ! Une solution provisoire s'impose.

L'homme qui changera de maison n'en aura pas moins sa carte.

Il n'y aura pas compensation entre le nombre des entrants et celui des sortants.

M. Millies-Lacroix explique dans quelles conditions la commission a été saisie, convoquée à la demande d'un de ses membres, qui n'a pu réunir que très peu de ses collègues, et leur a demandé le vote d'un projet qu'ils n'avaient pu examiner à loisir. Est-ce que demain les 2000 fr. vont représenter encore 2000 + ou 1500. Il faudra que les caisses refassent encore leurs listes. Vous allez dicter l'assuré gagnant 2500 fr et ayant 8 enfants ! Et vous garderez le célibataire gagnant 2500 fr.

Il faut que tous les mutualistes puissent rentrer dans les A.S. - Il faut donc refaire la loi, mais soigneusement, pour l'élargir même. mais donnez au Sénat le temps de le faire, et à vous-même.

M. Bireaux confirme que les auteurs du C.P. n'avaient aucune connaissance de l'article du "Temps".

M. Gros marque l'accord sur la nécessité de conserver dans les A.S. tous ceux qui <sup>en</sup> sont bénéficiaires. Il demande la simplification de la loi, c'est-à-dire le vote du projet du gouvernement. Le C.P. maintient même des assujettis au-dessous de 25.000. Il y aura des charges supplémentaires, sinon en cotisations, du moins en nombre d'assujettis.



Quand voterez-vous un nouveau texte complet ? La nouvelle loi ne pourra fonctionner pour le 1<sup>er</sup> janvier. Le chiffre de 600 millions est exagéré.

Le directeur du ministère déclare que ce n'est qu'un chiffre approximatif.

Le ministre dit que la C. G. P. lui a écrit que la charge supplémentaire ne dépasse pas 300 millions. M. le Gorgeu lui demande si ce n'est pas seulement du chef porté sous le titre I de la loi, et s'il n'y a pas un chiffre II qui signale une autre somme de 300 millions. Le ministre ne répond pas, M. Gros prenant la parole à ce moment pour indiquer que les patrons auront intérêt à se séparer des pères de famille si l'on maintient les différents chiffres limités.

M. Dormann demande au ministre d'adopter le contre-projet. Lorsque le décret-loi a été publié, on a prorogé l'exercice jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Pourquoi ne pas dire : "les effets du contre-projet seront limités au 31 mars 1937." ?

Le directeur <sup>M. Bernard</sup> dit qu'il attend pour donner le bon à tirer des documents à envoyer aux services. Si l'on fait du provisoire, il faudra faire double documentation. Si on prorogé l'exercice, il faudra un feuillet trimestriel nouveau par assure.

M. Dormann répond que la situation n'est que provisoire ; l'application des 40 heures va encore la changer.

M. le Directeur interprétant de façon erronée la C. P., M. Millier-Lacroix proteste : il est prêt à modifier son texte, mais qu'on ne lui fasse pas traverser sa pensée.

M. le président demande qu'on trouve un terrain d'entente.

M. Millier-Lacroix annonce que la C<sup>m</sup> des finances s'est saisie. Il faut donc éviter un échec du projet.



Le ministre pense que les deux auteurs du C.P. n'ont pas la même conception des A.S. M. Miller Lacroix voudrait l'étendre à tous, M. Le Gorgeu ne va pas si loin. mais il faut relever les chiffres limites (Golbénion). Se mettre d'abord d'accord sur certains chiffres.

M. Mireaux constate que les prestations sont relevées de 33 % et le plafond de 50 %.

M. Dreyfus, directeur, donne certains renseignements financiers relatifs à l'équilibre des caisses.

M. Mireaux en conclut que le projet va bien plus loin qu'il n'y paraît.

M. Dreyfus propose un plafond de 16 500 au lieu de 12 000.

M. Dormann pense qu'on ne peut improviser.

M. le ministre demande une autre séance cet après-midi pour apporter d'autres chiffres.

M. Mauger signale que les augmentations de salaires sont déjà en cours depuis le 1<sup>er</sup> juillet.

M. N. Neyret, Gros, Le Gorgeu, Dormann, échangent encore quelques observations avec le ministre.

La séance est levée à midi.

AUJOURD'HUI MERCREDI 12 AOUT 1936

à DIX SEPT HEURES

LOCAL DU 1<sup>er</sup> BUREAU

ORDRE DU JOUR :

Audition de M. le Ministre du Travail (Suite)

Projet de loi modifiant les Assurances Sociales.

( 720 - 1936 )

720 - 1936

Au cours de cette séance, dont il n'a pu être fait de compte-rendu, le secrétaire-adjoint étant retenu par son service à la séance publique, un accord est intervenu entre les auteurs du contre-projet et le ministre du travail.



La commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales s'est réunie le 13 février, pour entendre M. J. Jacquier, ministre du travail.

Tout d'abord, M. Neyret a interrogé le ministre sur le nombre des chômeurs, tant suisses que français, qui seraient susceptibles de bénéficier des dispositions de l'accord franco-suisse dont le Sénat est saisi, ainsi que du nombre des bénéficiaires de l'accord franco-italien relatif aux assurances sociales. En raison du fait que les ~~statist~~ dernières statistiques françaises ne sont pas de la même ~~époque~~ année que les statistiques étrangères, le ministre n'a pu que confirmer le fait que le nombre des bénéficiaires étrangers des deux accords serait vraisemblablement plus élevé que celui des bénéficiaires français.

A ce propos, M. Chassaing a signalé le cas de travailleurs étrangers entrés en France comme ouvriers agricoles et qui sont passés au service de l'industrie. Le ministre a exposé les mesures déjà prises et celles qui allaient l'être encore pour diminuer dans toute la mesure possible le nombre des ouvriers étrangers travaillant en France.

En ce qui concerne le projet de réforme de la loi sur les accidents du ~~travail~~, le ~~ministre~~ <sup>un</sup> a demandé instamment à la commission d'adopter ~~le~~ <sup>un</sup> texte portant de 8,000 à 12,000 francs le salaire de base et il a déclaré que, pour ~~les~~ <sup>surplus</sup>, le gouvernement était prêt à discuter le projet dont M. Chauveau est le rapporteur. Ce dernier va chercher un accord avec la commission des finances et avec le ministre du travail, de façon à augmenter le moins possible la charge de la production.



La commission a ensuite ~~pris~~ l'avis du ministre sur le projet de loi relatif à la commission arbitrale de contrôle technique en matière d'assurances sociales. Un accord est intervenu.

M. Armbruster a attiré l'attention sur les abus commis par certaines sociétés de secours mutuels, qui appoignent mensuellement des médecins en leur faisant donner procuration à ces sociétés, qui touchent elles-mêmes le tarif de responsabilité et réalisent ainsi un bénéfice illégitime. Le ministre a promis de faire une enquête sur ce point et de mettre fin aux abus.

M. Mauger a évoqué le cas des anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes qui ont été mis par l'administration elle-même dans l'impossibilité de se mettre en règle et qui sont menacés de forclusion. Le ministre, après avoir déclaré qu'il n'y a plus de retards au ministère dans la liquidation des retraites ouvrières et paysannes, a demandé à la commission de voter tel quel le projet réglant le sort des assurés menacés de forclusion, plutôt que de retarder, en cherchant de nouvelles améliorations du texte, la solution d'une question qui intéresse de nombreux assurés dignes d'intérêt.

*Il a promis d'étudier aussi la situation de ceux des assurés qui ne seraient pas atteints par le projet et de leur proposer les aménagements nécessaires pour leur venir en aide.* M. Thoumyre a demandé une ~~majoration~~ <sup>augmentation</sup> du taux minimum accordé comme frais de gestion aux caisses d'assurances sociales par le ~~nouveau~~ projet de loi dont le Sénat est saisi. Pour des raisons analogues d'urgence, M. Jacquier a prié la ~~pre~~ commission de voter d'urgence le ~~texte~~ gouvernemental.

M. Thoumyre a en outre demandé au ministre quelles étaient



les intentions du gouvernement en ce qui concerne certaines catégories de travailleurs non rattachés aux assurances sociales parce ~~mutualistes~~ qu'ils ont un régime spécial (cheminots, inscrits maritimes, <sup>personnels municipaux, etc.,</sup> visés par l'article 49 de la loi sur les assurances sociales).

Le ministre a contesté le fait que ces catégories jouissent d'avantages ~~qui soient~~, dans l'ensemble, inférieurs à ceux des assurés sociaux. D'autre part, a-t-il ajouté, les décrets de coordination ont été pris par des commissions paritaires, où les représentants des ouvriers n'ont pas fait d'opposition. Un pourvoi, cependant, a été déposé devant le Conseil d'Etat par les cheminots, mais cette haute juridiction n'a pas encore statué.

M. Le Gorgeu a expliqué que si certaines catégories ~~mutualistes~~ n'ont pas encore satisfaction, ce n'est pas la faute des communes. Celles-ci ont pris les règlements nécessaires, pour ce qui concerne leurs salariés, mais le gouvernement n'a pas encore accordé son approbation. Le ministre a promis de hâter la solution de cette question spéciale.

M. Paul Strauss a demandé au ministre du travail de soutenir le point de vue de la commission de l'hygiène dans la question des placements des unions de sociétés de secours mutuels.

Une question a été posée par M. Chassaing au sujet de "la France Mutualiste". Mais le ministre du travail a demandé à la commission <sup>s'autoriser à</sup> de vouloir bien reporter sa réponse à une audition ultérieure, où ~~serait~~ serait entendu en même temps que lui son collègue des finances.